

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DE LA
CONDITION JURIDIQUE

DES
Sociétés de Secours Mutuels en France

(Loi du 5 Avril 1898)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

*Soutenue le Mercredi 5 Novembre 1902, à
2 heures de l'après-midi*

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

PAR

PHILIPPE TARDIF

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE CAEN

CAEN

IMPRIMERIE A. LE BOYTEUX
RUE SAINT-PIERRE, 102 ET 116

—
1902

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DE LA
CONDITION JURIDIQUE

DES
Sociétés de Secours Mutuels en France

(Loi du 5 Avril 1898)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

*Soutenue le Mercredi 5 Novembre 1902, à
2 heures de l'après-midi*

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

PAR

PHILIPPE TARDIF

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE CAEN



CAEN

IMPRIMERIE A. LE BOYTEUX
RUE SAINT-PIERRE, 102 ET 116

—
1902

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1902-1903

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ✱), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✱), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES, Méd. milit^{re} (A. ✱), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ✱), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. ✱), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (A. ) , professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY, professeur de *Droit romain* et chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

AGRÉGÉS :

MM. ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

Edgard ALLIX, chargé d'un cours d'*Économie politique* et d'*Histoire des Doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ) , secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN :

MM. JULES CABOUAT, Professeur, Président de la
Thèse;

EDMOND VILLEY, Professeur-Doyen ;

EDGARD ALLIX, Agrégé.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

LE PROBLÈME DES MISÈRES SOCIALES

« Dans les défilés de la Thessalie, aux abords de la
« route parcourue par les héros et les pasteurs des
« peuples, l'imagination hellénique avait placé un
« être indéfinissable. Unissant les deux sexes et les
« attributs les plus contraires, il attirait les regards
« par la beauté de ses formes et se livrait sur ses
« victimes aux plus effroyables cruautés. Ce mons-
« tre posait aux voyageurs des problèmes obscurs
« et terribles comme lui-même. Echouaient-ils dans
« leurs efforts pour les résoudre, ils disparaissaient
« dans un gouffre profond. Parvenaient-ils à les
« deviner, la route de la puissance et de la gloire
« s'ouvrait devant eux libre et spacieuse.

« Cette belle allégorie n'est ni d'un seul pays ni
« d'un seul siècle : elle exprime la condition per-
« manente à laquelle est attaché le redoutable droit
« de commander aux hommes. Chaque époque a
« son problème vital qu'il faut résoudre, son sphinx
« dont il faut triompher sous peine de périr enlacé
« par ses étreintes » (1).

Notre époque n'a pas échappé à cette loi fatale,
et jamais peut-être le terrible problème ne s'était
posé d'une manière plus menaçante qu'aujourd'hui.
Mais chaque époque nouvelle déplace la question
vitale et lui donne une forme nouvelle, conforme

(1) Louis de CARNÉ. *Le Problème de 89. Rev. des Deux-Mondes*, 12 octobre 1852, p. 71.

aux besoins et aux tendances du moment. A la fin du XIX^e siècle, les querelles politiques tendent à disparaître devant les difficultés économiques grandissantes ; la fortune publique et les fortunes particulières sont ébranlées par la diminution progressive du prix de l'argent, qui ne constituera plus bientôt qu'un moyen de travail, un outil du même ordre que les autres machines. Le capital-activité, cette force de production plus ou moins grande que détient en lui chaque individu, sera bientôt la seule richesse créatrice de revenus, les autres biens devenant incapables de nourrir celui qui se contentera de les posséder.

On comprend aisément que dans ces conditions, les questions vitales pour un pays sont celles qui ont trait à l'organisation du travail, à la répartition des moyens de production, à la distribution du salaire et du profit. Pendant longtemps, les politiciens avaient cru que la difficulté se cantonnait dans le règlement des rapports entre ouvriers et industriels, dans l'organisation plus ou moins parfaite du salariat. C'était « la question sociale ». Aujourd'hui, le champ des réformes s'est étendu considérablement. Ce n'est pas la classe ouvrière seulement pour qui se pose la question du pain quotidien. A mesure que celui qui faisait profession de propriétaire se sent plus isolé au milieu de ses biens au revenu déclinant, il sent mieux le besoin de s'appuyer sur la société qui l'entoure et d'y puiser la force qu'il ne trouve plus en lui-même.

En prenant mieux conscience des liens sociaux, on leur donne une réalité de jour en jour plus grande et plus ferme, et il surgit autant de « ques-

tions sociales » qu'il existe de fonctions dans la vie des travailleurs. Et qu'on y prenne garde, un jour qui vient rapidement, tous rentreront bon gré malgré dans cette catégorie, sous la contrainte de la nécessité de vivre. « Par travailleurs, dit Eug. « Rochetin, nous n'entendons pas seulement celui « qui se livre au travail manuel ; nous comprenons « dans cette innombrable catégorie tous ceux qui « font œuvre de leurs bras ou de leur intelligence, « qui donnent ou qui reçoivent ; à la fois le patron « et l'ouvrier, celui qui exploite un produit et celui « qui le confectionne ; en un mot, tout ce qui participe à la production ou travaille au profit « commun » (1).

Cette vie nouvelle, en commandant impérieusement le travail quotidien à tous, a créé une source de difficultés également nouvelle. Tout ce qui vient interrompre le travail est une menace de mort pour le travailleur et pour les siens. De telle sorte qu'on peut dire que l'organisation actuelle de la vie sociale, dominée par la loi du travail de tous, et par la condamnation à mort des hommes et des capitaux oisifs, a renouvelé le problème éternel de la misère, en lui donnant des causes et des formes nouvelles.

Certes, dans tous les temps, la misère a pesé sur la société comme un fardeau inévitable.

« En suivant à travers les siècles, sous l'empire « des civilisations les plus diverses et des législations les plus contraires, les constantes angoisses « de la douleur et de la faim, en voyant le grand

(1) Eug. ROCHETIN. *Les Assurances ouvrières*. Paris, Guillaumin, 1896, p. 15.

« fait de la misère résister à tous les efforts, sur-
« vivre à toutes les révolutions, se reproduire aux
« jours de progrès comme aux temps de décadence,
« on est invinciblement amené à conclure qu'un tel
« fait n'est ni accidentel, ni passager, et qu'il se
« rattache à une loi fondamentale de la nature hu-
« maine. L'homme est condamné à la souffrance
« aussi fatalement qu'à la mort, et ne saurait s'as-
« surer une existence sans douleur non plus qu'une
« vie immortelle. L'histoire de la misère ne varie
« que du plus au moins. Il est une sorte de minimum
« de souffrances et de privations auquel il est in-
« terdit aux sociétés d'échapper, quels que soient
« l'habileté de leurs gouvernements et l'éclat exté-
« rieur de leur fortune ; il est également un maxi-
« mum de misères qu'elles ne peuvent porter long-
« temps sans succomber et sans se dissoudre. C'est
« entre ces deux termes que se débattent depuis
« six mille ans toutes les générations qui ont passé
« sur la terre. Vanité des efforts tentés pour sup-
« primer la pauvreté, nécessité urgente de com-
« battre l'indigence, lorsqu'elle passe à l'état chro-
« nique, sous peine de périr bientôt sous ses
« étreintes, — telle est la grande résultante de
« l'histoire des souffrances humaines » (1).

C'est donc seulement une forme nouvelle du fléau
que celle que nous avons signalée ; conséquences
de l'organisation même de la société, on pourrait
en appeler les manifestations des *misères sociales*.
Et ce mot révélerait quelque chose de particulier
et de nouveau. C'est qu'à travers les âges la misère

(1) LOUIS DE CARNÉ. *De la Misère païenne et de la Misère chrétienne. Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1852, p. 460.

a semblé le triste apanage d'un certain nombre d'individus inférieurs, vagabonds, mendiants, déshérités d'esprit ou de corps, auxquels venaient s'adjoindre accidentellement les victimes malheureuses de certains cataclysmes sociaux ou naturels. Aujourd'hui, au contraire, les causes de la misère qui menace chaque travailleur sont permanentes et intimement liées à sa condition d'ouvrier. Le seul fait qu'il se livre à un labeur, fait nécessaire au premier chef, l'expose immédiatement et inévitablement à une série de dangers dont la conséquence fatale est la misère et dont la cause profonde est le mode de groupement social des travailleurs.

Il n'est donc pas de problème plus actuel et plus intéressant que celui qui consiste à protéger le travailleur contre les misères qui le menacent à l'occasion de son travail. Nous nous proposons de montrer comment, par l'analyse même des *misères sociales*, on peut être conduit à la détermination des remèdes préventifs à y apporter. Heureux si la solution à laquelle la logique nous mènera est conforme avec celles que les modernes législateurs ont formulées depuis quelques années.



Si on laisse de côté les besoins de l'esprit et du cœur, qui ne sont point du domaine de la sociologie, on peut ramener tous les maux dont souffrent matériellement les hommes à un seul, qui est la misère, le défaut des différents moyens d'existence pour soi ou pour les siens. Éliminer de la vie les différentes causes qui peuvent empêcher l'homme de gagner son pain, ou tout au moins réparer les conséquences des calamités qu'il est impossible

d'éviter, tel est donc le rude problème dont nous nous proposons de chercher la clef.

L'homme qui ne possède aucune fortune patrimoniale, lequel constitue l'immense majorité, est obligé de demander au travail sa nourriture et celle de ceux dont il a la charge. Il devra trouver dans son salaire tout d'abord le moyen de subvenir aux besoins présents, ensuite l'origine d'une petite fortune accumulée pour les jours où le travail sera interrompu ou cessera tout à fait pour lui en raison de son âge. Or, une foule de causes viennent s'opposer chaque jour à la réalisation de cet idéal d'existence. Dans un certain nombre de cas, le salaire est insuffisant pour donner le pain quotidien à l'ouvrier. Karl Marx a même formulé une loi fameuse qui interdit au travailleur de trouver dans la besogne de chaque jour autre chose que le minimum nécessaire à l'existence de ce jour-là. Cependant, grâce à la liberté du droit de grève, les ouvriers ont pu obtenir presque partout une rémunération normale de leur travail. La misère résultant de l'insuffisance des salaires doit donc être un cas réservé. Elle est la conséquence de l'organisation capitaliste du travail, qui tendra petit à petit à disparaître ou à atténuer ses inconvénients (disproportion entre la rémunération du travail et celle du capital) devant la nécessité grandissante de se soumettre à de justes revendications (1).

(1) Cf. STUART MILL. « Je suis convaincu que l'économie industrielle qui divise la société en deux classes, celle qui paie les salaires et celle qui les reçoit, la première comptant quelques milliers et la seconde des millions de familles, ne doit ni ne peut durer indéfiniment ; je suis convaincu que la possibilité de changer ce système en

Mais dans le cas même où un ouvrier habile trouve dans son travail une rémunération bien proportionnée, un certain nombre de cas le menacent qui ont pour conséquence la misère immédiate du travailleur et de sa famille. C'est d'abord le chômage imposé par la cessation de l'industrie ou par un cas de force majeure, c'est la maladie ou l'accident, c'est la vieillesse, c'est enfin la mort. Car en admettant, comme nous l'avons fait, qu'un ouvrier habile puisse arriver à obtenir un salaire proportionné à la valeur de son travail, le capital d'activité qu'il utilise chaque jour ne le nourrira qu'à la condition de rester toujours intact et disponible. Chacun des faits de la vie qui diminue la force disponible entame la source des revenus; l'infirmité et la mort la font disparaître. Et la misère qui guettait l'ouvrier prolétaire apparaît aussitôt, affligeant l'homme, impuissant pour lui et les siens.

A toutes ces formes de la misère, il n'existe qu'un remède: l'argent. De qui faut-il attendre cette panacée unique, à qui doit-on la réclamer?

Les solutions de ce problème peuvent se classer en trois grands groupes.

Les uns veulent voir dans la charité privée le seul moyen de secourir ces infortunes nombreuses que nous appelons les misères sociales. L'émotion spontanée qui frappe le cœur de celui qui possède et qui est heureux à l'aspect de son frère qui n'a rien et qui souffre est sans contredit l'un des plus

« un système d'union sans dépendance, de substituer
« l'unité d'intérêt à une hostilité organisée, dépend entière-
« ment des développements futurs du principe d'asso-
« ciation ».

nobles sentiments dont est susceptible notre humanité ; c'est en même temps l'un des plus féconds. L'œuvre de la charité dans nos temps modernes est vraiment immense. Depuis qu'un Vincent de Paul, qu'un Jean-Baptiste de la Salle, qu'un Belzunce ont montré le chemin du devoir aux riches, les formes de la charité se sont multipliées et ont porté leur bienfait jusque dans les recoins les plus éloignés et les plus cachés où sévit la misère.

Les sommes d'argent, les secours en nature qui se distribuent chaque année dans le pays entier par les soins de la charité privée sont considérables. Bien plus, elle donne à ceux qui souffrent ce qu'elle seule peut donner, ce secours moral, puissamment réconfortant, de sentir qu'ils ne sont point abandonnés et seuls, et qu'ils se rattachent à la vie et au monde par la sympathie de quelques-uns au moins.

La charité n'est-elle donc pas le remède cherché à ces misères, dont les symptômes inquiètent les penseurs et effraient comme une menace beaucoup de ceux qui possèdent ? Evidemment non.

Tout d'abord, si féconde qu'elle puisse être, la charité ne saurait être à la hauteur de la tâche énorme qui l'écraserait. Sans doute, le contingent réalisé par elle est considérable. Sans doute, les cœurs qu'elle émeut sont nombreux. Mais combien minime est l'armée, combien misérables ses ressources en comparaison de l'ennemi qui menace sous cent formes différentes les quinze ou seize millions de prolétaires qui attendent du travail de chaque jour l'entretien de toute leur famille. Les efforts réunis de l'Assistance publique, des œuvres

d'initiative privée et de la charité individuelle laissent encore tant de misères non secourues que les journaux apportent chaque jour les nouvelles de quelque drame causé par l'indigence. Que serait-ce donc s'il fallait attendre de l'assistance publique ou privée le secours à ceux que le chômage, l'accident ou la vieillesse mettent momentanément ou définitivement dans une situation inférieure ?

Une autre raison démontre encore que l'on ne peut attendre de la charité, quelque grand essor qu'elle puisse prendre, le remède aux misères sociales. La charité est le privilège exclusif de ceux qui possèdent, Etat, communes ou particuliers riches. Ils se dépouillent d'un peu de leur superflu pour donner à d'autres le nécessaire. Il faut les en remercier d'autant plus qu'ils y sont moins tenus. Mais cet acte si noble, cette œuvre sainte qu'ils accomplissent reste et doit rester libre pour rester efficace. Du jour au lendemain, ces ressources que le petit reçoit de la main du puissant peuvent dès lors lui faire complètement défaut. A chaque instant, le problème pourrait se poser à nouveau, et se poserait sûrement avec la diminution progressive de la richesse publique.

Or, les dangers qu'il faut prévenir, les cas malheureux auxquels il faut apporter remède sont certains, constants, et en progression continue. « Que
« les misères augmentent malgré les progrès de la
« science, c'est-à-dire de l'industrie d'un côté, de la
« médecine de l'autre, cela est évident. Beaucoup
« même diront que le développement de l'industrie.
« qui vise à enrichir indéfiniment, est précisément
« ce qui accroît le nombre des maladies, des infir-

« mités, par l'accroissement exagéré de la production, par l'extension du rôle des machines, par les accumulations d'ouvriers dans les usines et dans les mines » (1).

Comment voudrait-on donc demander, comme le fera l'auteur des lignes que nous venons de citer, que la charité libre suffise à compenser ces dangers grandissants ? Puisque le mal est nécessaire, inévitable, le remède doit être nécessaire, inévitable aussi. Quand les difficultés et le danger du travail augmentent, les disponibilités que les riches peuvent consacrer à la charité vont forcément en diminuant ; le vrai remède, au contraire, devra être tel que ses moyens augmentent dans les mêmes proportions que les causes qui produisent le péril à prévenir. Nous ne devons donc pas compter sur la charité pour remplir le but que nous nous proposons. C'est bien là, en effet, le véritable critère qui nous permettra de reconnaître le bon moyen de secours ; il doit être lié à la condition du prolétaire d'une façon si intime et si logique que les ressources qu'il fournit soient en proportion pour ainsi dire automatique avec les maux auxquels il doit remédier.

Ajouterons-nous un mot en ce qui concerne la charité considérée comme remède social ? Nous voulons nous faire une loi dans cette esquisse de la condition juridique des sociétés mutuelles de prévoyance, d'écarter de la discussion tous les éléments de sentiment qui viennent se mêler forcément à la pratique de ces questions. Non, certes, que le rôle en soit négligeable. A côté des bénéfices

(1) Henry JOLY. *La Liberté de la Charité. Correspondant*, 10 juillet 1901, p. 117.

matériels que peuvent procurer à leurs membres les organismes basés sur la solidarité, il faut tenir grand compte de l'heureux rapprochement qu'ils déterminent entre les individus. A une époque où l'égoïsme, forme dernière de la lutte pour la vie, semble le programme de certains, se sentir serrés coude à coude et cœur à cœur n'est pas d'un médiocre soulagement pour beaucoup, et c'est dans la pratique un des résultats les plus habituels du bon groupement des individus en associations mutuelles.

Cependant la charité est douée d'un caractère sentimental si particulier que nous ne pouvons point passer à côté sans nous y arrêter un peu.

L'un des reproches les plus constants qui soient faits à l'œuvre de charité, c'est qu'anoblissante et belle pour celui qui l'accomplit, elle est une humiliation pour celui qui en reçoit le bienfait. Cela est certain. Ce sentiment de flerté et de honte qui fait rougir l'obligé devant celui à qui il devrait exprimer de la reconnaissance seulement, est profondément humain; évidemment il serait meilleur que, résigné à un sort qu'il subit, le malheureux ne songeât qu'à la beauté du geste qui lui donne; mais il est à craindre que jamais celui qui souffre dans une condition misérable n'envisage d'un œil calme l'infériorité où il se trouve mis par sa faute ou par celle des circonstances. Heureux encore quand le secours matériel ne se double pas d'un impérieux conseil pour l'avenir, lequel est bien pareil à un reproche pour le passé! Serait-il bon que l'organisation sociale qui doit remédier à des maux inévitables et incessants impose à celui qui s'y trouve nécessai-

rement soumis, en dehors même de toute faute de sa part, l'humiliation d'un secours gratuit ? Rappelons-nous bien que nous tentons ici une étude scientifique de quelques faits sociaux. Eh bien ! dans cet ordre d'idées, ne devra-t-on pas trouver anormal, illogique et par conséquent mal construit le système qui pourrait aboutir à un pareil conflit de besoins et de sentiments ? S'il est possible (et nous l'avons suffisamment indiqué pour qu'on nous fasse quelque temps crédit d'une démonstration plus détaillée) s'il est possible qu'un travailleur habile et désireux d'être occupé soit empêché, à un moment donné, de gagner sa vie par des circonstances inéluctables, est-il admissible que le secours en argent qui lui permettra de passer le détroit périlleux lui arrive dans des conditions dont sa dignité, fausse ou vraie, pourrait souffrir ? Evidemment non.

La seule énonciation d'un pareil possible suffirait à démontrer que la charité, puissant et bel élément de l'organisme social, ne peut pas s'appliquer aux cas qui nous intéressent.

* * *

Nous avons écarté la solution qu'on pourrait appeler chrétienne de la question. Celle-ci reste donc entière. A qui demander l'argent nécessaire pour remédier aux misères sociales, puisque toutes se résolvent en un besoin d'argent ?

Une classe nombreuse de penseurs, et non des moindres, indiquent sans hésitation une solution radicale. Pour ceux-là, tous les maux qui résultent de la vie de l'homme en société, c'est la société seule qui doit y porter secours. Que le travailleur ne s'in-

quiète pas des dangers qui menacent son travail. Qu'il ne s'inquiète pas de la diminution possible des salaires, ni du chômage par suite de maladie ou de vieillesse, ni de la mort prématurée. Il a apporté à la collectivité l'appoint de son activité ; celle-ci en répartit le profit parmi tous ses membres, valides ou non, et lorsque celui qui a travaillé longtemps ne pourra plus produire, la société dont il a été le bon ouvrier aura pris l'engagement de subvenir à ses besoins. Voilà qui est fort bien — idéalement. Dans la pratique, n'en déplaît à tant de penseurs géniaux qui croient le collectivisme assez mûr pour passer dans la pratique, un pareil système serait inapplicable, inefficace et inique.

Ce n'est point ici le lieu de démontrer tout ce qu'a d'impraticable, pour ne pas dire plus, la théorie du socialisme collectiviste. Le professeur Richter, de Berlin, dans une rapide et excellente brochure traduite par P. Leroy Beaulieu, a fait le tableau très vivant de ce que serait la société au lendemain d'une déclaration de constitution collectiviste. Au point de vue qui seul nous intéresse actuellement, il fait ressortir très nettement les multiples atteintes à la liberté et à l'individualité,

La disparition des mouvements commerciaux et industriels, enfin la diminution progressive de l'activité au travail par la suppression du salaire qui en est la cause et le stimulant.

Voit-on quelle serait, au point de vue des misères sociales, les conséquences de l'établissement du socialisme d'Etat ? De deux choses l'une : ou bien pour avoir droit aux secours de la collectivité dans les divers cas où les circonstances les rendront nécessai-

res, il faudra en avoir acquis le droit par un travail compensateur ; et voilà la collectivité socialiste dans l'obligation ou de proportionner la rétribution au travail (salarial) ou de contraindre chaque citoyen à acquérir le droit aux bienfaits de l'Etat par son travail (tyrannie) ; ou bien le droit aux secours de la collectivité est acquis à chacun par cela seul qu'il fait partie du corps social ; et l'on aboutit à cette conclusion que les fainéants, les maladroits et les incapables auront les mêmes droits que les travailleurs actifs, sur le gain desquels ils seront nourris et secourus.

Etrange société que celle qui au nom d'une liberté, d'une fraternité et d'une égalité idéales, aboutit à chaque pas à la tyrannie et à l'arbitraire ; à ceux qui prônent le système et qui croient son avènement prochain comme possible, nous conseillerons de ne pas rayer de leur société l'armée, qu'ils considèrent, à juste titre peut-être, comme inutile à la simple défense du pays dont ils effacent les bornes, et peu nécessaire pour des conquêtes lointaines dont le goût et la possibilité disparaîtront de plus en plus. Qu'ils la conservent, — pour imposer à leurs concitoyens la fraternité telle qu'ils la comprennent.

Au surplus, un pareil système introduit dans le problème social un élément qu'on a le droit de considérer comme parasitaire, lorsqu'il entend prendre une place aussi considérable, nous voulons dire l'administration (1).

(1) En 1816, CHATEAUBRIAND écrivait dans une brochure retentissante : « Libres par la loi, nous sommes esclaves par l'administration ; voilà notre partage depuis vingt-cinq

On sait l'importance qu'a prise de nos jours cette fonction de la société. Chaque fois qu'apparaît une organisation nouvelle quelle qu'elle soit, bien vite apparaît, et cela est nécessaire, un fonctionnaire chargé de la surveiller, de l'encourager ou de la maintenir, au besoin même simplement de percevoir une taxe sur son fonctionnement. De tous côtés, on se plaint de cette lourde charge qu'impose à la société une centralisation de plus en plus complète. Rendre aux provinces, aux départements, aux communes quelque autonomie, est le rêve de beaucoup de bons esprits.

Or le socialisme d'Etat — il n'est besoin que de le dire pour montrer combien c'est vrai — est l'aboutissement suprême de la centralisation à outrance. Le jour où l'Etat, la collectivité, ne sera plus chargé seulement d'assurer les services d'intérêt général, de pourvoir aux besoins publics, mais

ans ». Les bureaux mettent la main sur tout ; ils se substituent à chacune des unités politiques, à chaque individu même. Chaque loi votée par le Parlement se complète par un « règlement d'administration publique ». Comme le constate Frédéric LE PLAY (*La Réforme sociale*, t. II, chap. VIII), ce sont les bureaux qui, avec leurs arrêtés, leurs circulaires, leurs éclaircissements, « envahissent le domaine de la loi et « de la coutume et en modifient l'esprit ».

Cf. encore LABOULAYE. — *L'Etat et ses limites, passim*. « Chez nous, entre l'Etat et l'individu, il n'existe rien. L'Etat se croit le droit de faire tout ce que l'individu réduit à ses propres forces est impuissant à exécuter. C'est une grande erreur, et qui, depuis 70 ans, a empêché la liberté de s'établir en France. C'est là qu'il faut chercher l'origine de cette énorme machine de l'administration, qui se charge de régler notre foi, d'élever nos enfants, de faire la charité pour notre compte, et qui, si on n'y prend garde, ne nous laissera bientôt d'autre droit que celui de payer l'impôt ».

bien encore d'assurer la répartition du travail et de ses produits, la distribution des vêtements, des ustensiles et des vivres, qui donc fera le partage au nom de tous si ce n'est une administration plus formidablement puissante que celle de n'importe quel monarque autocrate ? Chaque citoyen, pour ainsi dire, sera devenu un fonctionnaire, et cet avènement de la liberté aboutira fatalement à un despotisme multiple qui sera de l'anarchie. « Les droits
« de l'Etat, écrivait de Tocqueville, naissant unique-
« ment de la nécessité sociale, doivent être stricte-
« ment mesurés sur cette nécessité ; de telle sorte
« qu'à mesure que cette nécessité diminue par le
« progrès de la civilisation, le devoir de l'Etat est
« de diminuer sa propre action et de laisser plus
« de place à la liberté » (1).

Que l'Etat assume le soin de nourrir ceux qui sont dans l'indigence, ceux que frappent des misères exceptionnelles et injustes ; cela est bien, et du reste, cela est conforme à nos constitutions et à nos mœurs. Mais qu'il entende devenir le prévoyeur des calamités normales qui menacent chacun, cela est en dehors de son rôle ; il ne peut pas le faire simplement, il ne peut pas le faire équitablement. Enfin, il est lié par cette loi fatale qui fait que ses ressources, dans une organisation collectiviste, diminueront fatalement par les causes mêmes qui rendront nécessaires les secours, puisque ceux-ci ont pour cause un arrêt ou une atténuation de l'activité des travailleurs, qui est elle-même la seule source de richesse de la collectivité !

*
* *

(1). Alexis DE TOCQUEVILLE. *De la Démocratie en Amérique.*

Les deux systèmes que nous venons de repousser portaient à leur base un vice commun. Ils allaient chercher en dehors du travail, et des conditions dans lesquelles il s'exerce, le remède aux misères qu'il engendre, au lieu de se demander si le moyen de parer à tous les dangers ne réside pas simplement dans une répartition et une adaptation meilleure des gains du travail journalier. Nous allons essayer de montrer que c'est là le point de départ logique de la vraie solution.

Le travail, de quelque nature qu'il soit, industriel ou commercial, manuel ou intellectuel, est la source de toute richesse, comme le soleil la source de toute énergie. Les petits comme les grands, les animaux mêmes comme l'homme, gagnent au prix d'un effort le bien-être dont ils jouissent. Mais la différence capitale qui existe entre le labeur bestial et le travail de l'homme intelligent, c'est que celui-ci n'y cherche pas seulement le moyen d'assouvir les besoins du moment. Il sait, par l'expérience des autres et de lui-même, que le temps pendant lequel il pourra lutter activement est limité, d'autant plus court que son activité sera plus grande et plus féconde. Le laps pendant lequel l'homme pourra travailler et produire est, notamment, beaucoup plus court que le temps probable qu'il a à vivre. D'autre part, la période même de travail actif pourra être interrompue par une série de causes qui mettront le travailleur, pendant un temps donné, dans l'impossibilité de gagner.

Etant ainsi posées les conditions du problème de

la vie pour le travailleur et pour ceux dont il assume la charge, comment devra-t-il raisonner ?

Dans le salaire journalier, il fera trois parts. La première, la plus forte, sera destinée à la vie du jour même. Le pain et les vêtements de la famille, le loyer de la maison, les plaisirs légitimes seront payés par elle.

La deuxième part sera mise de côté, et accumulée de façon à constituer un petit capital, qui continue à nourrir le travailleur, à partir du jour où, épuisé, ayant accompli sa tâche, il abandonnera sa pioche au bout du sillon qu'il a tracé, et la laissera tomber en des mains plus jeunes. Au jour de la retraite, l'épargne prélevée sur le travail des jeunes années devra être suffisante pour nourrir encore le père de famille.

Une troisième et dernière part sera prélevée sur le gain quotidien. Elle a, elle aussi, un but bien déterminé. Le travailleur prolétaire sait, avons-nous dit, que dans la période active de sa vie, des interruptions pourront être la conséquence de la maladie, de l'accident, du chômage.

Il n'a, pas plus que qu'il soit, le droit de rien réclamer de personne ce jour-là. Il faut donc que les bons jours paient pour les mauvais. C'est pourquoi l'homme qui raisonne évaluera la probabilité de ces repos forcés, et épargnera pour y remédier une petite parcelle du salaire gagné.

Voilà bien, semble-t-il, la façon saine d'organiser l'emploi des bénéfices du travail. Il est évident que cette sage administration est subordonnée à une condition. C'est que le travailleur gagne une somme supérieure à celle qui est rigoureusement nécessaire pour le faire vivre. Mais, en dépit de la

science persuasive d'un Karl Marx ou d'un Jules Laffargue, la loi d'airain est un leurre. Il est faux que l'ouvrier doive se contenter du salaire minimum qui permet de ne pas mourir de faim, par la raison que toujours quelqu'un se trouvera là qui meurt de faim et qui acceptera de travailler à sa place pour un prix moindre. Ces théoriciens oublient que, dans la pratique, le droit de grève empêche de pareils abus, si tant est qu'il existe encore des patrons pour les commettre dans une telle rigueur. En attendant que le conflit soit résolu, il se trouve des caisses fraternelles, des *trades unions*, qui empêchent de mourir de faim pendant le chômage l'ouvrier qui refuse un salaire insuffisant et lui permettent par là même de faire triompher ses revendications.

La trop brève formule du grand apôtre socialiste cache dans sa concision une deuxième erreur. Si vous ne voulez pas, dit-il, faire un travail donné pour le prix qui vous permettra de subsister et rien de plus, un autre qui meurt de faim se trouvera là, qui acceptera de le faire aux conditions que vous refusez. Oseriez-vous compléter la formule comme cela est nécessaire et dire : un autre qui meurt de faim — et qui est capable de remplir l'office qu'on vous propose — se trouvera là....? Non, l'ouvrier habile, spécialisé conformément aux exigences de l'industrie moderne, pourra toujours obtenir une rémunération rationnelle de son travail, parce que justement il n'est pas possible de le remplacer à l'improviste par le premier venu. Quant à celui qui ne sait et qui ne peut rien, il sera récompensé selon ses œuvres et c'est justice.

Nous pouvons donc admettre que le travailleur — et bien entendu nous comprenons dans ce terme tous ceux qui vivent exclusivement ou principalement du produit de leur activité, de quelque manière qu'elle s'exerce — trouvera dans la rémunération de son travail de quoi fournir à plus que ses besoins présents.

Qu'il soit permis de faire en passant une remarque qui est la réciproque de celle-ci et qui doit être bien difficile à saisir puisqu'elle est si rarement mise en pratique. Elle consiste en ceci que l'homme qui gagne un salaire annuel déterminé ne doit pas considérer qu'il a un revenu disponible égal à la somme encaissée, puisque dans cette somme une part seulement doit couvrir les besoins immédiats ; le reste n'appartient pas au moment présent ; il est une simple avance à réserver pour les mauvais jours, et doit être de ce chef déclaré rigoureusement indisponible.

Et cependant on voit quantité de gens qui dépensent presque intégralement leurs gains annuels, tout en indiquant l'intention de se retirer des affaires (industrie, commerce, profession libérale) assez tôt pour pouvoir encore jouir de leur repos.

Voilà donc le secret de la question découvert. Le travailleur, exposé du fait même de son travail à une série de dangers spéciaux que nous avons appelés les misères sociales, peut trouver dans une simple adaptation rationnelle du produit de son travail le moyen de parer aux éventualités fâ-

cheuses qui le menacent. Une telle solution semble bien répondre à toutes les objections.

En premier lieu, elle respecte au premier chef la dignité de l'homme, sa liberté, sa personnalité. Elle lui accorde ce privilège précieux d'être lui-même l'artisan de sa propre besogne, et de trouver dans ses propres efforts la sécurité de ceux qui lui sont chers.

La solution proposée est équitable ; car elle profite à chacun dans la mesure où il a travaillé, et la sécurité acquise est d'autant plus grande que le travail fourni a été plus copieux.

Enfin les ressources qu'elle donne se proportionnent d'elles-mêmes aux besoins à prévoir. En effet, nous savons qu'au delà d'un certain minimum, les causes d'interruption momentanée ou définitive du travail sont d'autant plus nombreuses que celui-ci est plus actif, et par conséquent plus dangereux, par conséquent aussi mieux rétribué. Le salaire étant plus fort, l'économie de prévoyance pourra être plus forte et se maintenir automatiquement à l'étiage nécessaire.



Une fois le principe posé, il reste à en déterminer les moyens d'application. C'est l'ouvrier qui doit alimenter par son travail la réserve qui le nourrira aux jours sombres, qui lui fournira le pain et les remèdes, qui soutiendra sa vieillesse impuissante. Pour cela il fera chaque quinzaine, chaque mois, chaque année, un prélèvement sur son gain précédent. Cette petite somme sera versée dans une caisse où elle fructifiera, et où on la retrouvera quand la nécessité le commandera.

Faire fructifier les économies ainsi faites n'est pas la partie la plus difficile du problème. Il est évident cependant qu'il y aura intérêt pour obtenir un résultat satisfaisant à grouper les petites épargnes en aussi grand nombre que possible et à les confier à des gens qui, d'autant mieux éclairés qu'ils auront plus le moyen de se renseigner, profiteront des meilleurs placements et des plus sûrs, augmenteront le rendement et diminueront les chances de perte.

Mais il est un autre point plus délicat à décider; comment évaluer le versement nécessaire pour parer aux principales éventualités qu'il est indispensable de prévoir? Ce que je veux acquérir, c'est de la sécurité; c'est la certitude qu'en employant le remède indiqué j'aurai garanti d'une façon suffisante mon sort et celui des miens contre les risques dangereux.

Ici encore la façon même dont la question est posée va nous conduire à la solution rationnelle.

J'ai besoin de constituer, pour le moment où une calamité viendra m'affliger, une somme d'argent suffisante pour pouvoir y remédier. Pour savoir combien je dois prélever sur mon gain chaque quinzaine, afin de faire œuvre suffisante de prévoyance, il me faudrait pouvoir évaluer aussi exactement que possible combien de temps me sépare du danger qui me menace, et quelle sera l'importance du sinistre qui me frappera. Tant que je n'aurai pas estimé *en chiffres* ces deux éléments, ma prévoyance, tout en étant louable et bonne, ne pourra me donner une sécurité absolue.

Une telle évaluation est-elle possible? Evidem-

ment non. Il n'existe pour l'individu qu'une certitude, c'est qu'il est menacé d'une série de sinistres possibles à énumérer : d'aucuns mêmes, comme la mort ou la vieillesse, l'atteindront certainement. Mais il est impossible de déterminer exactement à quelle époque et dans quelle mesure chaque individu est menacé et sera atteint.

Une telle série de phénomènes n'a pas cependant échappé aux précisions de la science, et les statisticiens sont arrivés à déterminer aussi rigoureusement que possible les lois qui, seules, étaient possibles à déterminer. Si l'on considère dans son ensemble une réunion de 100, de 1,000, de 10,000 individus, également valides, vivant dans des conditions sensiblement identiques et exerçant le même travail, la statistique permet de déterminer combien des individus de ce groupe ont chance de passer un an, deux ans, trois ans sans être atteints par un sinistre déterminé (1). Ainsi nous savons que,

(1) Nous donnons, à titre d'exemple, d'après DE BOUTTEVILLE : *Sociétés de Prévoyance*, un in-8°, Paris, 1844, une table de maladie, indiquant pour chaque période de cinq ans, le nombre de jours de maladie probable par année. Elle est la reproduction de la grande table écossaise qui a servi de base à l'établissement de la plupart des mutualités anglaises, rectifiée d'après CARLISLE et QUETELET.

	Jours
de 20 à 25 ans.....	5,9
25 à 30.....	6,7
30 à 35.....	8
35 à 40.....	9,5
40 à 45.....	10,7
45 à 50.....	12,2
50 à 55.....	14,5
55 à 60.....	18,3
60 à 65.....	28,7
65 à 70.....	69,8

sur 1,000 individus valides, 990 dépasseront l'âge de 40 ans, 986 celui de 50 ans, tandis que 905 seulement iront plus loin que 75 ans. Il serait possible de même d'indiquer jusqu'à quelle époque il est probable qu'un ouvrier valide ne sera pas frappé d'un accident entraînant une incapacité de travail ou d'une maladie de longue durée.

Si donc, au lieu d'avoir à exercer notre prévoyance au profit d'un individu ; nous devons le faire pour le compte de 1,000 ou de 10,000, nous pourrions arriver à déterminer le nombre de sinistres qui frapperont chaque année le groupe des 1,000 ou des 10,000, et l'approximation de notre calcul, basé sur une statistique bien faite, serait d'autant plus grande que le groupe auquel il s'appliquerait serait plus nombreux.

En ce qui concerne la somme à constituer pour l'ensemble des 1,000, des 10,000 individus que nous considérons en un groupe, un même raisonnement est possible. Pour chacun des travailleurs, la somme dont il aura besoin au jour de l'échéance fatale est variable: 100 francs pour celui-ci qui s'est foulé un pied, 10,000 pour tel autre à qui on a dû couper le bras droit. Impossible encore pour le travailleur isolé de choisir entre ces chiffres, l'un peut être trop fort, l'autre tout à fait insuffisant pour le payer du risque qui le menace ; constituer un capital moyen ne serait même pas une solution pour un homme isolé qui est menacé comme tous les autres par le sinistre le plus fort possible.

Mais considérons à nouveau le groupe fictif de 10.000 individus pris dans les mêmes conditions, pour lesquels nous venons d'évaluer la fréquence

des sinistres. Il est bien évident que chacun d'eux court à chaque instant le risque le plus fort, que nous avons évalué, par exemple, à 10.000 francs. Cependant, étant donné les conditions dans lesquelles ils vivent et travaillent, l'accident capital ne se produira qu'un certain nombre de fois, nombre qu'il est possible de déterminer approximativement par chaque année, d'une manière plus exacte par période de cinq ou de dix années, presque mathématiquement si l'on considère un laps de temps plus grand. C'est donc, bon an, mal an, deux ou trois fois 10.000 francs qu'il faudrait constituer au profit des 10.000 individus que nous avons considérés en groupe.

On pourrait évaluer de même la fréquence des accidents de même importance, et savoir ainsi quelle somme devra être constituée chaque année par 10,000 individus pour leur permettre de faire face à tous les risques dangereux qui les menacent.

Le problème n'est pas encore résolu ; mais voici la solution qui transparaît. Nous avons besoin de déterminer pour un individu prévoyant quelle somme il devait accumuler en vue d'un sinistre déterminé, et pour quelle date il devait avoir constitué ledit capital. Nous avons montré que cette double évaluation est *impossible*, et que, par conséquent, il est *impossible* à un individu isolé d'être sûr de se couvrir contre les conséquences des dangers qu'il court par le prélèvement sur ses gains, qui doit cependant être la vraie source de sa sécurité. Nous avons montré aussi que cette évaluation était possible à faire avec une exactitude mathématique lorsqu'au lieu de considérer un individu

isolé, on envisage dans son ensemble une collection d'hommes vivant dans les mêmes conditions, courant les mêmes *risques* (c'est le mot propre).

N'est-ce pas montrer de quel côté on doit chercher la formule de salut ? Puisque nous sommes tous certains d'être menacés par le sinistre envisagé ; puisque nous sommes certains que 3 d'entre nous seront frappés l'année qui vient, 5 l'année suivante, sans qu'on puisse dire lesquels seront atteints ; puisque, d'autre part, ceux-là qui seront sinistrés auront besoin d'une somme qu'on peut évaluer exactement dans son ensemble, mais dans laquelle la part qui reviendra à chacun est impossible à déterminer ; réunissons nos efforts, pour constituer chaque année la somme qui sera nécessaire. Tous font courir le même risque à la collectivité. Chacun paiera donc une quote-part égale à la caisse commune, et quand l'échéance arrivera pour l'un de nous, il sera certain que le fonds social contiendra de quoi l'indemniser. Aucun de nous ne pouvait acquérir la sécurité avec ses seules forces ; mais nous l'avons conquise tous ensemble, pourtant, en nous l'assurant mutuellement !

Nous voici donc au terme de notre recherche. Le remède vrai des misères sociales, c'est la prévoyance combinée avec la mutualité. Etant donné un risque déterminé dont il est possible d'évaluer les sinistres en argent, la mutualité permet à un groupe plus ou moins nombreux d'individus qui y sont exposés d'en répartir également la charge sur toutes les têtes, et sur toute la durée de temps

pendant laquelle ils subiront le risque. Les mêmes fléaux frapperont les mêmes têtes, à la même date et avec la même intensité, mais tous seront assurés que, quel que soit le malheureux atteint, il trouvera dans l'effort collectif le moyen d'une réparation en argent. Le coup qui aurait anéanti un homme isolé est amorti par la résistance du corps puissant et uni dont il fait partie.

On voit que ce mode de prévoyance s'applique à tous les fléaux auxquels nous cherchons un remède. Il s'applique à tous ceux pour lesquels une statistique assez précise pourra être établie.

On voit donc quelle serait idéalement la marche à suivre :

Etablir une double statistique comportant une table de fréquence et une table d'importance ou d'intensité du sinistre visé.

S'assurer d'un placement sûr et rémunérateur pour les cotisations versées.

Evaluer ensuite la valeur actuelle des sommes que la statistique indique comme devant être payées année par année à ceux qui seront sinistrés, en prenant pour taux d'escompte le minimum de placement que l'on soit certain de trouver.

Répartir ensuite la totalité de ces sommes entre toutes les années pour lesquelles l'association est formée, et dans chaque année, entre tous les sociétaires, en tenant compte de leur disparition progressive indiquée par les tables de mortalité.

On aura ainsi déterminé la somme que doit prélever sur ses gains un travailleur qui doit se garantir contre les conséquences d'un risque déterminé auquel il est exposé.

Quel est donc ce mécanisme si simple, si rationnel que nous venons d'exposer ? Ce n'est point une imagination plus ou moins heureuse, plus ou moins idéale que nous nous sommes plu à construire spéculativement. C'est tout simplement le principe fort ancien suivant lequel fonctionnent les sociétés dites d'assurances, qu'elles appliquent la mutualité pure ou qu'elles opèrent sous le couvert et avec la garantie d'un capital étranger à leurs opérations.

Partout où l'on peut définir un risque et l'évaluer, qu'il s'agisse de la mortalité prématurée ou de l'incendie, de l'épizootie ou bien du bris des glaces, il est possible de répartir mutuellement la charge du risque de manière que chacun n'en paye qu'une part minime, et c'est ce que font, plus ou moins heureusement, en en tirant plus ou moins ou pas de profit, les multiples sociétés d'assurances qui existent dans tous les pays.

*
* * *

Nous croyons avoir trouvé un remède nouveau, une sorte de panacée sociale, et voilà que de tous côtés vont surgir des marchands de sécurité, agitant leurs prospectus et leurs contrats aux impressions minuscules. « Qu'allez-vous donc chercher ? nous diront-ils. Vous prônez la mutualité, la prévoyance ; voilà cent ans que nous en vendons à tous venants ; passez votre chemin, l'ami ; les vendanges sont faites. »

Tout beau, s'il vous plaît ; je savais fort bien que vous vendiez de la mutualité, et que vous y gagniez fort honnêtement votre vie. Et c'est justement ce que j'ai voulu montrer en passant, que, sans s'adresser

aux capitalistes qui exploitent l'assurance comme une industrie à gros profits, il est possible, facile aux petits et aux peu fortunés en se groupant logiquement, en administrant eux-mêmes leurs affaires, d'acquérir à prix coûtant cette sécurité que vous leur vendez si cher.

Et cependant, ce n'est point sous la forme de l'assurance que la mutualité offre son secours bien-faisant aux travailleurs prolétaires dont nous nous inquiétons. Un certain nombre de raisons écartent ceux-ci de la solution rationnelle que nous avons proposée, ou tout au moins de la solution pratique que les Compagnies en ont fait sortir.

La première raison et la plus importante en est que les tarifs de cotisation proposés mettent les diverses assurances hors de la portée des petites bourses.

La seconde est que les combinaisons proposées ne sont pas assez souples pour fournir aux cas variés qui se présentent dans la réalité le remède approprié; la trop grande unification des hypothèses, la généralisation absolue des conditions faites aux assurés empêchent l'assurance que vendent les Compagnies de se proportionner et de se mouler pour ainsi dire assez exactement sur les circonstances pour couvrir les sociétaires des divers risques avec la cotisation minimum.

Aussi est-ce un moyen terme qui met à la portée des travailleurs la mutualité et la prévoyance. Ce moyen terme s'appelle la *Société de secours mutuels*. Nous exposerons le mécanisme de cette

fonction sociale complexe et sa condition juridique dans la seconde partie de cette étude. Nous la ferons précéder d'un exposé historique des œuvres de défense contre les misères sociales à travers les âges. Nous la ferons suivre d'un examen critique des solutions juridiques actuelles, en essayant, comme c'est le droit de tout utopiste, de montrer qu'il est possible d'appliquer directement aux questions ouvrières les principes de mutualité pure et cela dans un avenir prochain.



Avant de clore cette longue introduction, il faut nous arrêter un instant à une objection qui pourrait paraître grave. Nous venons de conclure nettement que le remède aux misères sociales doit être cherché dans le groupement des travailleurs en sociétés de prévoyance, aussi nombreuses que possible, qui leur permettent de profiter du bienfait de la mutualité. Il nous faut admettre, pour arriver à ce résultat, que tous ceux qu'une même situation expose aux mêmes risques comprendraient l'intérêt puissant qu'ils ont à remplacer par un effort collectif la résistance individuelle. Nous avons, en un mot, escompté la solidarité qui existe entre gens que menace un même danger. Or, ce mot de solidarité a le don depuis quelques années d'éveiller, chaque fois qu'on le prononce, les protestations d'un scepticisme bruyant. Les uns lui reprochent d'être simplement une machine de guerre imaginée pour battre en brèche l'idée de la charité chrétienne. D'autres le réprouvent, parce qu'ils y voient le fondement le plus solide que l'on ait essayé jus-

qu'à ce jour de donner à la morale par opposition aux conceptions théologiques de cette science. D'autres encore n'y veulent voir qu'un mensonge très politique destiné à cacher à la naïveté de leurs dupes l'âpre égoïsme et la duplicité des meneurs révolutionnaires. Voici dans quels termes un philosophe distingué appréciait tout récemment la valeur et le rôle social de la solidarité :

« On a beau proclamer la solidarité universelle.
« Visiblement, on ne la pratiquera qu'envers ceux
« qu'on adopte et avec lesquels on fraternise. Au
« moment même où j'écris ces lignes, est-ce que
« les grévistes qui proclament la solidarité des ou-
« vriers entre eux se soucient bien de la solidarité
« qui peut exister entre eux et les patrons, entre
« eux et les petits commerçants qu'ils ruinent,
« entre eux et les hommes pacifiques dont ils
« troublent les relations et compromettent les in-
« térêts, entre eux et le reste du pays dont ils vont
« désorganiser les industries les plus nécessaires ?
« Au sein de la grande société humaine, se forment
« partout des groupes dont chacun veut bien pro-
« clamer et même imposer la solidarité chez lui,
« dans son intérieur et avec ceux qu'il a choisis,
« mais la refuse à ceux du dehors. Encore faut-il
« ajouter que, le plus souvent, ce même groupe se
« subdivise ; il y a toujours une fraction plus impé-
« rieuse, plus violente, qui invoque la solidarité
« pour appuyer ses prétentions, jamais pour ac-
« cepter celle des autres....

«.... Nous en sommes donc là, que cette fa-
« meuse solidarité n'a peut-être jamais été plus
« violée que depuis qu'on en a parlé à tout propos.

« Il n'est question que d'exclusions, de suppres-
« sions, d'exceptions, de privations de droits, de
« mises à l'index. La solidarité de la patrie est
« reniée pour une solidarité tout à la fois vaste et
« restreinte, vaste quant aux régions, restreinte
« quant à la catégorie de ceux qu'on y admet. On
« l'établit de pays à pays, entre gens qui ne se con-
« naissent pas et qui bornent leur concours à la sa-
« tisfaction des haines communes. Où trouvera-t-on,
« d'autre part, une solidarité plus forte que celle du
« mari, de la femme et de leurs enfants? Devrait-on
« pouvoir la rompre, celle-là? Nous qui ne croyons
« pas à la solidarité comme panacée ou comme
« unique résumé du devoir universel, nous disons :
« non ! Et ceux qui n'ont que ce mot de solidarité
« à la bouche, quand il doit leur être profitable,
« veulent que cette solidarité fondamentale soit
« dénoncée à volonté.

« Donc, ne nous faisons pas d'illusions. Le mot
« de solidarité n'est pas clair. Les uns y englobent
« trop de gens et trop de faits, les autres pas assez.
« Chacun rapproche ou recule à volonté la limite.
« Puis, dans l'intérieur d'un même groupe, ou na-
« turel ou factice, il y aura toujours deux manières
« d'entendre et surtout de pratiquer la solidarité.
« Une exacte réciprocité n'est pas possible. Il y a
« ceux qui, dans le tout dont ils font partie, s'at-
« tachent à recevoir plus qu'ils ne donnent, et il y
« a ceux qui donnent plus qu'ils ne reçoivent. Il ne
« faut pas plus encourager ceux-là que décourager
« ceux-ci ; or, les premiers représentent l'égoïsme
« et les seconds la charité (1).

(1) Henry JOLY, *La Liberté de la Charité. Corresp.* du 10 juillet 1901, p. 121 et 122 *passim*.

Faut-il s'émouvoir de ces déclarations pessimistes (1)? N'y a-t-il pas lieu de craindre que l'âme humaine soit insusceptible de cet effort à faire bénéficier les autres de ses sacrifices, qui est la base de tout contrat mutuel? Évidemment non.

Pour nous, qui écartons systématiquement toutes les considérations de sentiment lorsqu'elles viennent contrecarrer les données d'une science exacte, la vraie solidarité originelle, c'est la solidarité de fait. C'est celle qui associe dans une même classe tous ceux qui peinent à la même tâche, tous ceux qui souffrent du même mal, tous ceux qui construisent la même cité idéale.

Ceux-là n'ont pas besoin d'un effort pour se grouper, ce sont les conditions mêmes dans lesquelles ils vivent qui les ont classés ou groupés, d'autant plus unis que les individus qui les composent se ressemblent davantage. Et que l'on ne parle pas d'abnégation ou de sacrifice consenti. Le propre de la mutualité, c'est justement que jamais aucun de ceux qui s'y sont voués n'ait à faire quelque

(1) Qu'on nous permette d'opposer à cette page de découragement les belles paroles qu'adressait aux Membres du Congrès de la Mutualité en 1901 le Président de la République, M. Loubet :

« Il n'y a pas de plus noble principe, Messieurs, que celui « qui vous a réunis. L'idée du devoir social vient de haut, et « l'on a pu craindre quelquefois qu'elle ne s'altérât ou ne se « perdit en traversant certaines régions d'orages ; grâce à « des efforts comme les vôtres, et dont nos aînés nous ont « donné l'exemple, elle a trouvé dans la mutualité sa forme « mule pratique et sa voie naturelle ; aujourd'hui, la mutualité apparaît comme susceptible de renouveler pacifiquement les Sociétés ; on peut dire que déjà elle crée l'atmosphère des honnêtes gens. »

sacrifice que ce soit. Il va de soi que chaque année un grand nombre de ces prévoyants payent pour un risque qu'ils n'ont pas subi ; mais, moyennant ce paiement qui a profité à d'autres, ils ont acquis une richesse exactement équivalente, à savoir la garantie que quand l'échéance du malheur arrivera pour eux, les autres mutualistes paieront la dette contractée par la collectivité. C'est par un égoïsme bien compris, et dont personne ne craindra que l'homme soit insusceptible, que chacun paye chaque année un tribut au danger, tribut toujours plus faible que le risque encouru, presque toujours inférieur au sinistre qui écherra un jour ou l'autre.

Ainsi le buveur antique répandait sur la terre quelques gouttes du breuvage avant de porter la coupe à ses lèvres. Et les dieux irascibles, en voyant cet hommage, détournaient les coups de la Fatalité du toit de celui qui avait pensé à sacrifier en leur honneur un peu de sa jouissance présente....

PREMIÈRE PARTIE



Exposé historique
du développement des Institutions de
prévoyance en France,
des origines jusqu'à nos jours

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I^{er}

DES ORIGINES A LA RÉVOLUTION CORPORATIONS, CONFRÉRIES, FRANC-MAÇONNERIE, COMPAGNONNAGE

La nécessité de s'associer pour lutter contre les difficultés de l'existence s'est imposée de tous temps aux hommes qui se trouvaient condamnés à une situation précaire par la condition sociale inférieure dans laquelle ils se trouvaient placés. La misère est le lien qui rapproche le plus fortement les hommes. Et mieux encore que la fraternité, le profit que chacun retire de son union avec ses semblables pousse au développement des associations.

Aussi, dès les temps les plus reculés, on peut constater l'existence, dans tous les pays civilisés, de groupements dans les diverses classes d'individus qui avaient à tirer parti de leur union contre le malheur. C'est naturellement parmi les travailleurs libres que ces sociétés recrutèrent leurs premiers adhérents. A Athènes, à Sparte et dans les principales villes de la Grèce, il s'était créé des confréries qui réunissaient les artisans de tous les corps de métier sans restriction. Ces collèges, qui portaient le nom de *Sunodries* ou d'*Hétairies*, recevaient de tous leurs membres une cotisation convenue, dont le produit, versé dans une caisse com-

mune, servait à secourir ceux des ouvriers qui tombaient dans le besoin (1).

A Rome, les différentes professions furent rapidement érigées en corporations, qui ont été l'origine de nos anciennes corporations françaises et, par elles, de l'assistance fraternelle des travailleurs. Les conditions mêmes qui déterminèrent la création de ces corporations et la manière dont elles fonctionnaient devaient favoriser puissamment l'aide réciproque que se prêtaient leurs membres. La nécessité de l'existence, dans chaque ville, de certains corps d'industries avait amené les cités à créer des collèges quasi officiels de travailleurs, dans lesquels ceux-ci étaient enrôlés d'une façon à peu près insoluble. Dès qu'un ouvrier avait été introduit dans la corporation, il se trouvait obligé de faire pour le service de la cité tout ce qui concernait sa profession. En revanche, les corps professionnels jouissaient d'un certain nombre d'immunités et de privilèges, qui en faisaient une sorte de caste à part; dans la cité, ce lien, qui attachait chaque artisan à sa corporation et les corporations à la cité, établissait entre les différents membres d'un même collège une solidarité qui allait parfois jusqu'à les faire déclarer responsables les uns des autres. Or, d'un autre côté, les biens des artisans qui mouraient sans enfants ou sans héritiers étaient dévolus à ceux de la corporation dont ils faisaient partie (2).

(1) V. la loi de Solon rapportée au *Digeste*, lib. 48, tit. 12, l. 4. — V. Cf. aussi DE GÉRANDO, *Traité de la bienfaisance publique*, t. 4, p. 57 et suivantes.

(2) V. au Code Théodosien, lib. 14, tit. 2, 3, 4, 5, les dispositions relatives à l'organisation des corporations.

On comprend que cette communauté indissoluble, qu'un jugement, seul, pouvait rompre (1), était de nature à provoquer l'assistance par la collectivité de ceux des membres qui étaient frappés par l'adversité.

À côté de ces professions jugées tellement indispensables à la cité que celle-ci devait intervenir dans leur organisation, comme celles qui ont trait à l'alimentation publique ou aux constructions d'intérêt général, il existait des collèges de gens exerçant les diverses professions libres dont les membres prenaient le nom caractéristique de *Sodales* et chez lesquels le principe du secours mutuel avait été introduit (2).

Ces associations se perpétuèrent en France par une filiation non interrompue ; car il ne faudrait pas faire remonter nos corporations seulement aux Ordonnances de Louis IX et de ses successeurs. Liées au régime municipal, dont elles faisaient partie, elles passèrent avec lui dans la plupart des villes. Puis le but même qui les avait fait créer se transforma petit à petit ; et lorsque Etienne Boileau, prévôt de Paris, pour ce choisi par le roi, rédigea les *Règlements des arts et métiers*, l'objectif poursuivi semble pouvoir se résumer en ces deux lignes : Que chacun fasse son métier et ne fasse rien que son métier, afin de le bien faire et de ne tromper personne (3).

Les règles posées pour aboutir à ce résultat avaient trait, les unes à la profession elle-même,

(1) V. *ibid.*, tit. *De pistoribus*.

(2) *Dig.*, lib. 48, t. XII. *De Collegiis et Corporibus*.

(3) BLANQUI, *Hist. de l'Economie politique*, t. I, p. 235.

les autres au droit de l'exercer. Ces dernières, prescrivant le mode et la durée des apprentissages, les conditions nécessaires pour devenir maître et avoir le droit de travailler, aboutissaient toujours à faire des diverses professions un corps fermé, dont tous les membres étaient liés les uns aux autres par le sentiment d'une responsabilité mutuelle et de privilèges communs. La volonté de se défendre contre les intrusions et les rivalités du dehors resserrait encore les liens de la confraternité et imposait aux membres de la corporation de se secourir les uns les autres.

Aussi, voit-on qu'au moyen âge et durant l'époque qui l'a suivi, les associations de secours entre les gens de métier se perpétuèrent tantôt sous le nom de confréries, tantôt sous celui de communautés.

Ces Sociétés pouvaient percevoir de leurs membres une cotisation en argent, après en avoir obtenu l'autorisation. Les chefs ou les syndics des corporations étaient chargés de distribuer les secours toutes les fois que cela était nécessaire.

Cette organisation sommaire, à côté des bienfaits qu'elle a pu certainement répandre, ne laissait pas de présenter bien des inconvénients. Tout d'abord, les conditions de secours n'étaient pas déterminées, et tout était laissé à l'arbitraire des syndics. D'autre part, les confréries n'eurent pas toujours les résultats moraux qu'on était en droit d'en attendre. Par plusieurs fois, les rois de France furent obligés de les interdire, à cause des *banquets* et *disnées* auxquels elles servaient de prétexte, au plus grand détriment de la caisse commune. Ces

abus, qui s'étendaient également aux corporations, furent réprimés notamment par les Edits de mars 1691, de juillet 1702, de février 1776. Défense fut faite aux corporations, par ce dernier édit, de recevoir de leurs membres aucune cotisation sans y avoir été autorisées.

*
* *

Nous venons de voir que les premières associations de secours mutuels furent la résultante directe de l'organisation du travail industriel en corps fermés. A côté de ces Sociétés de secours, qui sont sorties des corporations ouvrières, il en existait encore deux autres catégories, d'une importance considérable, qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours, et qui ont elles-mêmes pris naissance parmi les travailleurs. C'est le *compagnonnage* et la *franc-maçonnerie*. La première, qui se recrutait exclusivement parmi les ouvriers de certaines professions, exerçait son action pendant les années qui suivaient immédiatement l'apprentissage. Quand celui-ci était fini, le *compagnon ouvrier*, avant de pouvoir concourir par l'exécution du *chef-d'œuvre* pour obtenir le titre et la position de *maître*, devait subir un stage de cinq ans, qu'il employait à se perfectionner dans la connaissance pratique de son métier (1). Pour cela, les compagnons voyageaient de ville en ville, séjournant un temps plus ou moins long dans les principaux centres de leur industrie. Ces voyages, qui furent très profitables au perfectionnement des arts mécaniques et à la diffusion des lumières et

(1) CHAPSAL, de *l'Industrie Française*, t. II, p. 312.

des découvertes à une époque où les communications de tout ordre étaient difficiles, avaient pris le nom de *Tour de France*. Ils eussent été difficiles si le compagnon n'avait pas trouvé, dans les diverses villes où florissait l'industrie dont il apprenait les secrets, une aide morale et matérielle près des maîtres et des compagnons de même profession.

A cet effet s'étaient formées entre les ouvriers diverses Sociétés, dont les membres contractaient les uns envers les autres des obligations étroites de fraternité et de bienfaisance.

Ces Sociétés, qui s'attribuaient une origine fort antique, ont duré jusque dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Aujourd'hui, elles ont à peu près totalement disparu, grâce à la transformation mécanique de l'industrie, qui ne demande plus aux ouvriers la perfection de connaissances encyclopédiques que devait avoir le maître ouvrier d'autrefois. L'institution d'écoles professionnelles, l'augmentation de la facilité dans la circulation des idées et des connaissances, des hommes et des choses, la disparition enfin de toute organisation corporative du travail, ont éteint la nécessité du compagnonnage et avec elle l'Association puissante des *Garçons du Devoir*.

L'origine du Compagnonnage est assez incertaine. Les uns content que les premiers compagnons furent les ouvriers qui avaient construit le temple de Salomon, 1033 ans avant la venue de Jésus-Christ, et qui se répandirent par la suite à travers le monde au nombre de plus de 150,000. C'est au moins sous cette forme légendaire que la tradition populaire narrait l'origine du compagnonnage. Il

est bien possible, en effet, qu'un mouvement d'association se soit produit dans l'antiquité orientale aux époques où les travaux gigantesques, dont les ruines seules suffisent aujourd'hui à nous frapper d'étonnement, réunirent en un même point de la terre des colonies considérables de travailleurs. En tous cas, il est bien impossible de reconstituer ce que pouvaient être ces groupements hypothétiques. Il est même impossible d'établir, sinon d'admettre, que c'est un héritage direct de ces époques antiques qui fut transmis aux ouvriers d'Occident par ceux de l'Orient à la suite des Croisades.

Ce qui semble seulement certain, c'est la coïncidence entre l'organisation des corps d'ouvriers et le merveilleux essor de l'art de bâtir qui se développa en France vers le commencement du XIII^e siècle, et qui est dû certainement au contact de nos bâtisseurs avec les modèles des civilisations byzantines et orientales (1).

Peut-être, en même temps qu'une science et des procédés nouveaux, les ouvriers français reçurent-ils de leurs nouveaux maîtres la tradition de formes d'association qui leur étaient inconnues.

Il est en tous cas certain que vers cette époque les ouvriers du bâtiment formèrent deux associations. La première réunissait les tailleurs de pierres sous le nom de *compagnons étrangers*, la seconde

(1) C.-F. VIOLLET-LE-DUC, *Dict. d'Architecture*, V^o Architecture, t. I, p. 134, seqq. — FÉLIX DE VERNEILH, *Architecture Byzantine en France*, Paris, 1872.

groupait les serruriers et menuisiers, qualifiés de *compagnons de la liberté*. Et ce qui tiendrait à faire admettre que c'est de cette époque que date la vraie organisation des Sociétés de compagnonnage en France, c'est que, de la sorte, elle serait contemporaine de la grande codification des statuts anciens des corporations par Etienne Boileau. Le système corporatif avait pour conséquence l'institution des compagnons, et par suite des Sociétés fraternelles formées par ceux-ci entre eux pour leur faciliter leur stage de maîtrise.

En 1265, une scission éclata dans les associations qui jusque-là avaient vécu en bonne intelligence. Un certain nombre de dissidents se réunirent sous la protection de Jacques Molay, alors grand-maître des Templiers, et formèrent deux nouvelles associations. Les tailleurs de pierres furent les *compagnons passants*, par opposition avec les anciens *compagnons étrangers*, tandis qu'en face des *compagnons de la liberté* se groupaient les *compagnons menuisiers du devoir*.

Les anciens compagnons, qui avaient conservé les antiques traditions de leur ordre, prirent alors le nom collectif d'*Enfants de Salomon*. Les dissidents, au contraire, furent les *Enfants de Maître Jacques*, du nom du grand-maître du Temple, qui avait été leur premier patron. Enfin, une troisième catégorie de compagnons réunit les charpentiers, à qui le père Soubise, moine bénédictin, donna des lois, en les unissant au compagnonnage. Ces derniers, les *Enfants du père Soubise*, sont ceux qui

ont conservé le plus longtemps les grandes traditions du compagnonnage et de la maîtrise (1).

Ces diverses associations, à l'esprit puissamment libéral en même temps que traditionaliste, exercèrent une très grande influence sur la masse des travailleurs français. Composées d'hommes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, pleins d'activité et profondément unis les uns aux autres, elles constituaient en même temps un corps politique et social aussi important que remuant. Aussi, par plusieurs fois, les gouvernements ont tenté de les détruire sans pouvoir y parvenir.

Certes, les Sociétés de compagnons n'étaient pas exemptes de tout reproche. A maintes reprises, l'esprit de caste et la rivalité avec les ouvriers étrangers avaient provoqué des luttes sanglantes. Cependant, il faut reconnaître que le principe fondamental de cette association, qui avait avant tout pour but un échange fraternel de secours entre des hommes qui avaient le plus grand besoin de se soutenir mutuellement, était excellent et bienfaisant. Et c'est assurément là qu'il faut chercher l'origine des Sociétés de secours entre les ouvriers qui se formèrent sous l'ancien régime et dont quelques-unes subsistent encore aujourd'hui.

Voici quels étaient, d'après le livre d'Agricol Perdiguier (2), les devoirs des compagnons entre

(1) Cf. VIOLLET-LE-DUC, *Dict. d'Arch.*, V^e Ouvrier, t. VI.— Voir aussi sur toute cette histoire du compagnonnage le livre curieux qui a pour titre : *Le Livre du Compagnonnage*, par Agricol PERDIGUIER, dit Avignonnais-la-Vertu, compagnon menuisier.

(2) Le surnom d'Avignonnais-la-Vertu, que prend Agricol Perdiguier, est un des vieux usages des compagnons, qui

eux : « Quand un compagnon arrive dans une ville,
« on l'embauche ; s'il n'a pas d'argent, il a du
« crédit ; si des affaires pressantes exigeaient son
« départ, étant, lui, dépourvu d'argent, la Société
« lui accordait des secours de ville en ville jus-
« qu'à ce qu'il fût à destination. Si un membre de
« la Société est mis en prison pour des faits non
« dégradants, on fait pour lui tout ce qu'on peut
« faire ; s'il tombe malade, chacun va le voir à son
« tour et lui porte ce qui peut lui être utile : dans
« certaines Sociétés on visite moins fréquemment
« le malade, mais on lui paye dix sous par jour,
« dont le montant lui est remis dès qu'il sort de
« l'hospice. Si un membre meurt, la Société lui
« rend le dernier service en l'accompagnant jus-
« qu'à sa dernière demeure. Au bout d'un an, son
« souvenir est rappelé à la mémoire des frères. Si
« la Société d'une ville éprouve des malheurs et

joignaient ainsi l'indication de leur pays à un sobriquet, choisi de manière à indiquer quelque-une de leurs habitudes ou de leurs marques caractéristiques. — Dans un chapitre plein de verve de ses *Va-nu-pieds*, Léon Cladel, fils et petit-fils de compagnons, a conté le départ et le voyage d'un compagnon bourrelier qui fait son tour de France. Voici comment il décrit le choix du nom : «....La Compagnie admit en son sein Pierre-le-Montalbanais, dont les chefs-d'œuvre furent exposés dans les chambres, où l'on délibéra sur le titre qu'on avait à lui conférer. Rude discussion à cet égard ! Aucuns voulaient le baptiser *Quercy l'Ornement du Deroir* ; mais d'autres, prétendant qu'il importait de figurer par des mots précis la physionomie du nouveau venu, qui, praticien hors ligne, exploitait admirablement le cuir et faisait des miracles sans avoir l'air de s'en douter et tout en pensant à l'on ne sait quoi, tenaient pour *Montauban le difficile à connaître*, ou bien : *Montauban, tu ne le sauras pas....* » Et le compagnon, qui fut baptisé de ce dernier nom, était le fils de *Quercy la clef des cœurs* et le petit fils de *Sainte-Misère*.

« demande des secours, les Sociétés des autres «-villes ne sont point sourdes à sa voix et la soulagent promptement et de toutes les manières. « Les lois du compagnonnage ne commandent que « l'amour et l'abnégation » (1).

On voit, en somme, que les compagnons, indépendamment du perfectionnement dans la pratique de leur métier, poursuivaient à peu près tous les buts que se proposent aujourd'hui les institutions de prévoyance. De nos jours, nous l'avons dit, le compagnonnage est mort. D'aucuns le regrettent au point de vue de l'initiative et de l'habileté des ouvriers (2). Il serait à souhaiter que tous les travailleurs d'aujourd'hui comprissent aussi bien les devoirs de la solidarité fraternelle et du secours réciproque que le faisaient les vieux *Compagnons du Devoir de Liberté*.



Nous avons indiqué qu'il faut aussi faire une place importante, dans l'histoire de l'assistance mutuelle, à la vaste association qui porte le nom de *franc-maçonnerie*.

Comme le compagnonnage, la franc-maçonnerie prétend remonter aux temps les plus reculés de l'Histoire de l'Orient. Il semble pourtant bien qu'elle ne se soit formée qu'à une époque assez reculée qui n'est pas antérieure au XIII^e siècle. C'est entre les ouvriers qui édifièrent les cathédrales de Cologne et de Strasbourg que se

(1) *Le Livre du Compagnonnage*, p. 31. — Cf. CHAPTAL, *de l'Industrie Française*, t. II, p. 312.

(2) VIOLLET-LE-DUC. Op. cit., V^e Ouvrier, t. VI.

forma une confrérie secrète dont les membres se reconnaissaient entre eux à certains signes et qui avait pour but de conserver entre les seuls initiés les règles du grand art de bâtir. On sait qu'à cette époque, où l'architecture religieuse principalement prit un si magnifique essor, les « logeurs du Bon Dieu » mêlaient à l'art d'assembler les pierres et de les orner la science hermétique. En même temps que les principes de la construction, les maîtres devaient connaître la symbolique mystique qui faisait de chaque édifice un immuable livre de pierre, pour l'instruction alchimique et cabalistique des races futures.

Les francs-maçons ou maçons libres, qui s'étaient associés pour conserver leurs mystères comme un précieux privilège, se distinguaient en maîtres et en compagnons. L'association elle-même était divisée en groupes particuliers, qui prenaient le nom de Loges, du nom de l'habitation qu'occupait l'architecte, *le maître de l'œuvre*, au pied de chaque édifice en construction.

Les statuts de la franc-maçonnerie étaient tenus secrets. Les règles que se transmettaient les maîtres ne devaient jamais être écrites. On n'admettait les frères dans l'association qu'après des serments solennels et un examen très rigoureux, dans lequel aux preuves de science devaient se joindre les garanties morales les plus complètes. Cette épreuve était d'autant plus sévère que la solidarité la plus étroite unissait les *maçons*, dont la confrérie répondait en corps. C'était la Loge qui souvent désignait pour la construction d'un édifice nouveau le maître de l'œuvre, les conducteurs et les compagnons qui

devaient y prendre part. Elle les conseillait, les réprimandait au besoin. Des tribunaux secrets étaient chargés de maintenir cette discipline entre les membres de la Maçonnerie (1).

A l'époque de la Renaissance, le caractère de la franc-maçonnerie évolua considérablement. L'art architectural, profondément modifié, échappait, petit à petit, au monopole des anciens maîtres, sous l'influence d'artistes qui, comme Buonarrotti ou de Vinci, joignaient au goût du peintre tous les talents de l'ingénieur. La franc-maçonnerie, cependant, ne cessa pas d'exister; mais, sous l'influence des idées philosophiques qui s'y firent place, la direction générale en fut totalement modifiée. D'industrielle qu'elle était d'abord, la secte devint philanthropique et philosophique. Elle conserva toutes les formes de l'ancien temps, mais la symbolique changea d'interprétation. Les outils et les signes de la profession de bâtisseur ne servirent plus à rappeler les secrets de l'art occulte, que l'on ne devait pas formuler clairement. Ils exprimèrent les vertus, les principes et les devoirs qui étaient inscrits dans le code de la Société. Le tablier de peau de l'ouvrier devint l'emblème du travail; l'équerre, celui de la droiture; le niveau, celui de l'égalité; le maillet, celui de la puissance. Enfin, Dieu fut appelé le grand Architecte de l'Univers.

A partir de cette époque, les maçons cessèrent de se recruter parmi les seuls constructeurs pour aller chercher des adhérents dans toutes les classes de citoyens. Ils groupèrent, pendant le XVII^e et le

(1) Sur tous ces points, voir CLAVEL, *Les Sociétés secrètes*, Paris, Pagnerre.

XVIII^e siècle, un grand nombre de libéraux ou de mécontents, dont l'esprit d'initiative, limité par un régime de pouvoir absolu, cherchait pour s'exercer l'appui aveugle d'un corps puissant, dont les ramifications s'étendaient sur tous les points du sol et dans toutes les classes de la société.

Sans doute, l'esprit de parti et les besoins de la politique firent souvent dévier de sa direction la franc-maçonnerie. Cependant, elle n'était, jusqu'à notre siècle, qu'une louable association de philanthropie fraternelle et d'assistance mutuelle, guidée par la conception d'un fort bel idéal moral.

De nos jours encore, un grand nombre de Loges maçonniques ne sont, ouvertement du moins, que des Sociétés civiles de bienfaisance et d'appui mutuel.



A côté de ces vastes associations, pour qui l'assistance de leurs membres n'était pas un but principal, mais un moyen d'assurer les destinées qu'ils poursuivaient d'autre part, en dehors aussi des corporations de l'industrie et de leur côté bienfaisant, il se fonda, dès le moyen âge, en France, un grand nombre de Sociétés, qui avaient pour objectif unique les secours à fournir à ceux qui en faisaient partie, moyennant le versement régulier d'une cotisation convenue.

Au premier rang de ces institutions de bienfaisance, il faut placer ces confréries de la Bonne Mort, dont l'origine est certainement fort ancienne, et qui existaient jadis dans presque toutes les pa-

roisses de France. A une époque où l'organisation des pompes funèbres n'existait pas, des Sociétés se formèrent dont les membres prenaient l'engagement mutuel d'assurer le transport des morts jusqu'à l'église de la paroisse, et de là jusqu'au cimetière. Beaucoup de ces Sociétés ajoutèrent au transport des défunts la fourniture des objets funèbres et le prix des offices de l'église. Les confrères s'engageaient également à assister au dernier service de leurs confrères; souvent, ils devaient assister aux offices paroissiaux et aux inhumations dans un costume spécial. Chaque manquement était l'objet d'une amende qui augmentait le fonds social, auquel était versé aussi le produit de la quête que les confrères étaient autorisés à faire aux offices de la paroisse.

Ces Sociétés, qui existent encore dans un certain nombre de paroisses et qui rendaient de réels services, notamment dans les campagnes et pendant les épidémies, tendent à disparaître devant l'organisation plus complète et plus générale des entreprises publiques de pompes funèbres. Il était pourtant bon de noter cette forme, si généralement acceptée pendant des siècles, du secours mutuel en nature.

Enfin, un certain nombre de Sociétés, d'un type voisin de celui que nous connaissons et dont certaines durent encore de nos jours, furent créées à Paris et dans les principales villes de France. La plupart d'entre elles sortirent d'anciennes confréries religieuses et toutes furent assurément dues à l'initiative charitable du clergé. La plus ancienne Société de secours mutuels dont on puisse trouver trace semble avoir été fondée à Lille en 1580.

La plus ancienne des Sociétés qui existent encore à Paris est la Société de Sainte Anne, qui remonte à l'année 1694. Elle fut fondée dans l'église du prieuré de Sainte-Marie du Temple, de l'ordre des Chevaliers de Malte. A son origine, elle portait le titre significatif de *Confrérie et Société hospitalière des Compagnons menuisiers et habitants du Temple*, sous l'invocation de Sainte Anne. Elle possédait dans l'église Sainte-Marie du Temple une chapelle dédiée à Sainte Anne, qui était entretenue aux frais de la Confrérie. Tous les ornements nécessaires à la célébration de la messe lui appartenaient. Le jour de la Sainte-Anne, qui était fêté solennellement, marquait l'époque du renouvellement des administrateurs de la Société.

Elle comprenait environ chaque année de soixante à quatre-vingt membres, qui versaient à la caisse un droit d'association et une cotisation mensuelle. Le fonds commun recevait en outre le produit de la quête annuelle faite, au jour Sainte-Anne, dans toutes les boutiques du quartier du Temple et principalement chez les maîtres menuisiers; il servait à payer toutes les dépenses de la Société et notamment à donner des secours aux confrères malades.

La Révolution vint bouleverser cet état de choses. Les confrères, réduits à une trentaine, vendirent les ornements religieux et tous les autres objets appartenant à la Confrérie; ils prirent le nom de *Société fraternelle de secours*, et sous cette nouvelle forme traversèrent sans être anéantis la tourmente révolutionnaire.

Douze autres Sociétés existaient encore à Paris

au XVIII^e siècle. L'une des plus anciennes, après la Société de Sainte-Anne, portait le nom de *Société panotechnique* de prévoyance et avait été fondée en 1720.

Elle fut d'abord placée sous le patronage de Notre-Dame de la Nativité, dans une chapelle de l'église Saint-Laurent. Jusqu'en 1780, ce n'était qu'une association religieuse comme toutes les autres Sociétés; mais à cette époque, les membres qui la composaient, mus par un sentiment d'humanité et de philanthropie, créèrent une caisse spéciale en vue de soulager les vieillards, les infirmes et les malades. Cette caisse était distincte de la caisse de la Confrérie. On pouvait être confrère sans être sociétaire, mais non le contraire. La cotisation fut de cinq sous par mois jusqu'en 1730. Depuis cette date jusqu'en 1810, elle fut portée à dix sous.

*
* * *

La Révolution fut loin d'être favorable aux Sociétés de secours mutuels. Les unes, en effet, étaient d'origine religieuse, et cela suffisait pour élever contre elles une prévention insurmontable. Les autres étaient issues du régime corporatif, que la Révolution tenait à détruire radicalement pour y substituer la libre concurrence. Les législateurs de cette période troublée ne virent pas le moyen de conserver un organisme bienfaisant, indépendamment des corps sociaux qui lui avaient donné naissance. Peut-être aussi ne prirent-ils pas suffisamment conscience de l'utilité pratique, de la nécessité de ces moyens de défense contre la tyrannie

des lois économiques, bien plus terrible que celle des rois, parce qu'on ne peut s'y soustraire.

Toujours est-il que la suppression des Sociétés de secours entre gens de métier était radicalement prononcée par la Constitution du 5 fructidor an III, qui prononçait, dans son préambule, qu'il n'y avait plus « ni jurandes, ni corporations de professions, arts ou métiers ».

Déjà la loi du 17 juin 1791 avait interdit à tous les entrepreneurs, commerçants ou ouvriers, de pouvoir, « lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaire, ni syndic, ni tenir de registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

La prévoyance et l'assistance privées ne disparurent pas cependant et, aussitôt après la Révolution, la Société de secours mutuels apparut sous sa forme moderne et prit un rapide développement que nous allons étudier maintenant.

En résumé, ce qu'il faut retenir de cette rapide revue de l'assistance mutuelle, c'est que pendant la longue durée de temps qui se termine à la Révolution, l'organisation de la prévoyance ne chercha jamais à s'établir sur des bases scientifiques. C'était la fraternité et la charité chrétienne inspirées naturellement par l'origine religieuse des Sociétés qui déterminaient les confrères à se prêter un appui matériel et moral, bien plus que la considération du profit réel et personnel qu'ils avaient à en retirer eux-mêmes.

Une telle conception de l'assistance réciproque pouvait suffire à une époque où les grandes aggro-

mérations ouvrières n'existaient point, où l'emploi des machines et la facilité des transports n'avaient pas encore modifié la condition des travailleurs. Aujourd'hui, encore une fois, cela ne suffirait plus. Celui qui vit du produit de son travail doit nécessairement prévoir et couvrir une série de risques qui le menacent ; il doit faire entrer cet élément de compte dans son budget domestique, comme un commerçant fait entrer les responsabilités diverses qu'il peut encourir dans le compte de ses frais généraux.

Et ce que l'association libre peut et doit donner au travailleur, c'est le moyen de faire cette dépense prévoyante dans les meilleures conditions possibles, de manière à être couvert complètement pour le moindre prélèvement qu'il se pourra.

La Société de secours mutuels vise ce but. La manière dont on en comprend le fonctionnement, l'organisation même que lui donnent les lois existantes, lui permettent-elles de remplir ce rôle indispensable d'une façon adéquate ? C'est ce que nous dira l'étude à laquelle nous allons nous livrer maintenant.

CHAPITRE II

LA FORME MODERNE DE LA PRÉVOYANCE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS AU XIX^e SIÈCLE

La forme sous laquelle les bienfaits de la prévoyance et de la mutualité sont mis à la portée des travailleurs, c'est la Société de secours mutuels. Avant de définir juridiquement cet intéressant organisme social, avant d'étudier les lois écrites auxquelles est astreint son fonctionnement, il est utile d'indiquer les conditions pratiques au milieu desquelles se créent et se développent d'ordinaire les Sociétés de cet ordre. Cet exposé fera comprendre pourquoi elles ont été jusqu'à ce jour maintenues en dehors des conditions scientifiques, qui sont la base de toute assurance, bien qu'elles empruntent à la théorie générale de l'assurance leur raison d'être, et leur moyen d'action.

Ainsi qu'on l'a vu dans les notes historiques qui précèdent, le secours mutuel date d'une antiquité reculée. Sa forme moderne même est un legs de l'organisation corporative de l'ancien régime au mouvement associationiste de notre siècle. Or, jusqu'aux dernières années du XIX^e siècle, la science mathématique de la mutualité n'était pas sortie du cercle des professionnels de l'assurance. Ce n'était pas elle qui pouvait provoquer la naissance d'un groupe mutualiste, dont les membres se fussent réunis en raison de la connaissance acquise par eux des bienfaits de la prévoyance mutualisée.

La vraie cause des rapprochements de ce genre fut, jusque vers 1875, le sentiment de solidarité qui lie les uns aux autres les travailleurs d'une même condition. L'aspect fréquent de la misère du voisin incite à la prévoyance et à l'économie ; lors même que certains n'ont point eu assez de sagesse pour amasser de quoi se soigner ou se nourrir aux mauvais jours, assez d'émotion se communique à ceux que menace une même misère pour qu'ils viennent au secours de l'imprévoyant. De là à la création d'une caisse commune qui se chargera de procurer à meilleur compte les soins du médecin et les remèdes du pharmacien, il n'y a qu'un pas. Les avantages en apparaissent nombreux pour tous. En premier lieu, ceux qui auront été prévoyants n'auront plus à craindre que le voisin sollicite leur aide en cas de malheur. Il est, lui aussi, inscrit à la caisse. Il a fait régulièrement ses versements, avec d'autant plus de soin que les sociétaires engagés mutuellement se surveillent les uns les autres. En second lieu, le fait d'être inscrit à la Société de secours et d'y verser sa cotisation avec soin sera une bonne recommandation aux yeux du patron, des propriétaires, des autorités même.

Enfin, le groupement entre les travailleurs d'une même industrie, d'une même profession, deviendra plus intime et, en dehors même des secours en argent que rend nécessaires le malheur, chacun d'eux bénéficiera de cette situation de faire partie d'un groupe uni. Le petit travailleur a souvent à souffrir d'être isolé. Il est privé de tous ces appuis moraux que procurent à l'homme aisé ce qu'il appelle « ses relations ». La Société dont il fait

partie, lui si faible dans son indétermination, peut devenir un élément puissant avec lequel on devra compter dans les milieux politiques comme dans les sphères administratives. Le moins que puisse fournir la Société, c'est un bureau de placement gratuit et fécond pour ceux de ses membres qui sont sans travail.

Faut-il aussi considérer comme un des éléments du succès qu'ont les Sociétés de secours mutuels cette sensation qu'elles donnent à leurs membres d'être propriétaires, d'avoir des droits, une créance sur quelque chose ? Cette pensée, qui entraîne l'attachement à la Société et, par conséquent, au coin du pays auquel elle est fixée, pourrait bien avoir des conséquences éminemment bonnes en donnant à la population ouvrière une stabilité qui est la première condition de son émancipation et de la décentralisation générale.

Naissant dans un tel esprit, on voit où les Sociétés de secours mutuels ont dû trouver tout d'abord un terrain favorable à leur développement. C'est dans les corps d'ouvriers, où la fortune patrimoniale est aussi rare que les gros revenus, où, d'autre part, les accidents ou les maladies sont fréquents et redoutables dans leurs conséquences. C'est là, mieux que partout ailleurs, qu'apparaît la nécessité du secours mutuel. C'est là aussi qu'elle peut trouver le plus facilement les moyens de se développer. En effet, la première condition pour qu'une Société de ce genre prenne naissance et suive une marche ascendante, au lieu de mourir bien vite, c'est qu'elle ait à sa tête quelques hommes suffisamment intelligents et instruits pour

pouvoir acquérir la petite compétence spéciale nécessaire ; il faut aussi que ces patrons de l'œuvre puissent, sans détriment pour eux, consacrer à la Société tout le temps nécessaire aux calculs et aux différentes démarches. Or, dans chaque industrie, on trouve à côté des ouvriers qui deviendront les membres de la mutualité, un certain nombre de gens, l'industriel lui-même, ses ingénieurs, ses comptables, qui pourront, après avoir pris l'initiative de l'œuvre, lui apporter l'appoint de travail nécessaire.

Un second élément, qui fait souvent défaut aux mutualités libres, c'est la possession, dès le premier jour de leur existence, d'un capital liquide plus ou moins considérable qui leur permette d'attendre pour employer le produit des cotisations que celles-ci se soient accumulées pendant quelques mois. Il suffirait, en effet, que les premiers mois soient particulièrement défavorables et chargés de sinistres, même minimes, pour absorber le produit des premières cotisations et mettre la caisse à sec bien avant l'époque où de nouveaux versements viendront l'alimenter. Il est donc de toute nécessité, pour qu'une Société qui se forme puisse vivre et faire honneur à ses engagements, qu'elle possède dès le premier jour un capital qu'elle ne peut trouver que dans le crédit (émission de bons ou d'obligations) ou dans la générosité de ceux qui s'intéressent à elle (subventions).

Ce second élément nécessaire est bien plus facile à trouver dans un milieu industriel qu'ailleurs. Là, en effet, un grand nombre de gens, à commencer par le patron lui-même, ont un intérêt direct à ce

qu'une Société de secours vienne atténuer autour d'eux la misère ouvrière et diminuer d'autant la petite responsabilité morale qui en relentit jusqu'à eux. Et ceux-là justement que la mutualité intéresse en ce sens sont à l'ordinaire dans une situation qui leur permet de coopérer à la constitution du capital nécessaire.

Aussi, voyons-nous que les premières Sociétés de secours mutuels ont été fondées à l'intérieur de grandes usines ou de grosses exploitations commerciales. Dans beaucoup de cas, c'est le patron lui-même qui a pris l'initiative de la création et qui a alimenté la caisse pendant les premières années; puis la Société s'est développée et les cotisations ont suffi à payer les charges sociales. Le versement en est, dans ce cas, d'autant plus régulier et d'autant moins pénible pour le travailleur qu'il se fait sans qu'il ait besoin d'intervenir activement, pour ainsi dire arrière de lui, par une retenue minime sur le salaire (1).

C'est donc la grande industrie qui a été au XIX^e siècle le berceau de la Société de secours actuelle. Aujourd'hui, il n'existe pour ainsi dire plus d'industriel ou de commerçant qui n'ait organisé parmi ceux qu'il occupe une coopération de ce genre contre le malheur. L'employeur, qui dans l'état actuel des questions ouvrières a presque autant besoin

(1) Sur l'impulsion que donne à la prévoyance ouvrière la création d'un moyen d'épargne qui fait passer directement le prélèvement sur le salaire de la caisse du patron dans la caisse ouvrière, voir une intéressante note de A. DE MALARGE, intitulée: *L'Institution des Bureaux d'Epargne des Manufactures*. — *Corresp.*, 25 déc. 1897, p. 1152.

des travailleurs que ceux-ci de lui, serait grandement imprudent s'il ne les mettait pas à couvert par ce moyen si simple, qui n'exige qu'un peu de bonne volonté et de foi, contre des arrêts de travail qui lui seraient aussi préjudiciables qu'à eux-mêmes (1).

Des industries séparées, la Société de secours mutuels est passée petit à petit dans les associations corporatives, qui groupent en un seul faisceau les travailleurs d'une même profession exerçant dans la même ville ou dans la même région. Enfin, depuis quelques lustres et à partir du vote définitif de la loi de 1898, qui a libéré les Sociétés de secours de la plupart des entraves que leur imposait la législation antérieure, de nombreux syndicats se sont formés entre les membres respectifs des professions les plus diverses, des médecins aux universitaires, des typographes aux employés de magasins ou aux garçons coiffeurs, et presque tous ces syndicats se sont créés en vue principalement d'alimenter une caisse nouvelle de secours mutuels.

Aujourd'hui, chaque jour voit éclore un nombre grandissant de Sociétés nouvelles. Il est intéressant de noter comment l'apparition se fait le plus souvent.

L'initiative pleine de bon vouloir d'un publiciste ou de l'une des autorités locales détermine une réu-

(1) Il est intéressant de rappeler que, parmi les revendications qui firent l'objet de la grève des établissements Schneider au Creusot en 1899, l'une des plus importantes avait trait à l'admission et à l'exclusion dans les diverses institutions de prévoyance créées par le chef de l'industrie ou par sa famille.

nion de tous ceux que l'on croit susceptibles d'être intéressés à l'œuvre à créer. Le premier objectif que l'on vise, c'est de déterminer l'adhésion de ceux qui rentrent dans la catégorie des futurs mutualistes. Il faut donc, en premier lieu, leur faire toucher du doigt les avantages matériels qu'ils pourront avoir à recueillir. S'aidant de l'exemple des Sociétés plus anciennes, l'un des patrons de la Société à venir fait un tableau forcément séduisant, puisque la chose est bonne, de ce qu'elle sera lorsqu'elle se sera équilibrée par quelques années d'exercice. C'est encore l'exemple d'une Société voisine, analogue, mais non forcément identique en besoins, qui sert pour la rédaction des statuts et la fixation du chiffre de la cotisation. Presque toujours, cette cotisation est unique, globale, et les secours que l'on se propose d'en faire sortir sont assez nombreux et assez divers. Avance ou paiement des frais médicaux ou pharmaceutiques, indemnité journalière en cas d'accident ou de maladie un peu prolongée, rente viagère différée jusqu'à un certain âge, 60 ou 65 ans, — telles sont les principales catégories de paiement en vue desquels les Sociétés veulent accumuler les versements de leurs membres.

La cotisation est toujours aussi peu considérable que possible et on la fixe bien plutôt en raison des disponibilités annuelles ou mensuelles des membres qu'en proportion de l'importance et de la date des paiements que l'on a l'intention de leur faire, et que l'on prendra l'engagement d'effectuer en les acceptant comme adhérents.

Un tel mode de procéder n'est pas, on le comprend, sans inconvénients. Il oblige la Société à compter,

pour équilibrer son budget des premières années, sur les cotisations des membres honoraires, sur les dons et les subventions.

Une autre condition défavorable vient encore d'ordinaire rendre difficile les débuts des mutualités. Quand nous avons exposé le principe de la répartition mutuelle des risques, nous avons établi que si l'on considère un groupe d'individus menacés tous par les mêmes dangers, courant tous les mêmes risques, il suffisait de diviser la totalité des sinistres à prévoir pour chaque année par le nombre des participants pour connaître le chiffre de la cotisation à réclamer à chacun d'eux. Mais il faut, pour que l'opération soit équitable, que les risques soient identiques. Supposons, au contraire, que l'un des sociétaires fasse courir à la collectivité un risque deux fois plus considérable que chacun des autres, il devra verser une cotisation double. Le couvrir de la totalité pour le même prix que ses camarades serait une iniquité.

C'est pourtant ce qui se passe dans toutes les Sociétés de secours mutuels. Habituellement, la cotisation est la même, quels que soient l'âge de l'adhérent, sa situation de famille, son état de santé ou le genre spécial de ses occupations. La Société, moyennant cette cotisation, garantit à tous les mêmes services, et cependant la charge varie d'un membre à l'autre. Il est bien évident que les chances de maladie ou d'accident qui menacent un homme de 50 ans sont sensiblement plus lourdes que celles que court un homme de 30 ans. A défaut du raisonnement, la statistique serait là pour le prouver. Et cependant, la cotisation reste la même pour tous.

De même en ce qui concerne la constitution des rentes viagères pour la vieillesse. Il est évident que là, l'âge des adhérents gouverne l'économie du contrat, et cependant, dans la plupart des Sociétés, la même rente sera servie à tous les sociétaires au même âge, quel que soit celui auquel ils ont commencé leurs versements. A peine si la rente variera suivant le nombre d'annuités payées ; mais il n'est pas d'exemple que l'on fasse varier le chiffre de la rente à verser en raison de l'âge qu'a le mutualiste au moment où elle commence à courir.

On voit quel est le grave défaut de la conception ordinaire des Sociétés de secours mutuels. Il leur manque d'être établies sur l'évaluation scientifique des charges qu'elles ont à supporter, de telle sorte qu'elles puissent demander à chacun une coopération à l'œuvre commune proportionnée avec les droits qu'il aura éventuellement sur la caisse.

La raison en est que d'ordinaire le budget des Sociétés est fait annuellement. Au lieu de considérer que l'entrée d'un membre dans la Société fait contracter à celle-ci une série d'engagements échelonnés sur un laps de temps plus ou moins considérable, au lieu de partir de cette considération pour établir un capital de réserve mathématiquement proportionné aux charges que l'on a pu évaluer exactement par avance, les Sociétés se contentent d'additionner en fin d'année tous les risques échus et d'en diviser le montant entre les divers adhérents. Heureux si ce chiffre dans les premières années reste inférieur à la cotisation.

Ce système de répartition, qui s'oppose au sys-

tème de capitalisation, rend évidemment les opérations plus faciles et dispense les Sociétés d'attendre, pour commencer leurs opérations, qu'elles aient constitué ou emprunté un capital de garantie. Mais, outre qu'il rend difficile et longue la période de lancement de la Société, il est établi que, dans un pareil système, la cotisation nécessaire est de 35 à 45 % plus coûteuse que dans le système scientifique (1).

Il est évidemment facile de répondre à ces critiques avec une certaine raison. Les différents reproches que nous faisons à l'organisation actuelle se résument en un seul : à savoir que dans toutes les Sociétés les uns payent plus qu'ils ne doivent et les autres récoltent plus que la moisson en vue de laquelle ils ont payé. Il est certain que de pareilles imperfections ne résistent pas au consentement qu'y donnent tous ceux qui auraient le droit de se trouver surchargés et lésés. Presque toutes les mutualités sont la résultante d'une grande et profonde fraternité des travailleurs, et il ne convient pas à des frères de compter ensemble. Au surplus, ce sont les plus jeunes et les plus vaillants qui seront les moins bien partagés. N'est-ce pas justice qu'ils pensent un peu au profit de ceux qui les ont précédés et soutenus dans la carrière du travail ?

Qu'importe que la charge de tel ou tel pèse plus lourdement sur la Société que celle de son voisin,

(1) Voir à ce sujet les graphiques et tableaux exposés par la *Mutual Life* à l'Exposition universelle de 1900 (Section des Etats-Unis), et publiés la même année par les soins de la C^{ie}. V. notamment p. 81 de l'album.

les autres plus heureux paieront joyeusement pour leurs frères infortunés, auxquels les relie une ferme et généreuse solidarité.

Voilà qui serait bien s'il s'agissait seulement de réparer des malheurs accidentels qui peuvent se produire de temps à autre et dont le poids serait peu considérable pour la collectivité. Mais il y a lieu de se rappeler à chaque instant que les besoins en vue desquels le travailleur doit nécessairement chercher une aide dans l'organisation mutuelle de la prévoyance, ne sont ni accidentels, ni légers. L'un d'eux, et des plus importants, vise la constitution *nécessaire* d'un pécule ou d'une retraite viagère pour la vieillesse. Les autres risques : mortalité prématurée, incapacité de travail résultant de l'accident ou de la maladie, chômage, sont également indispensables à couvrir, et ne le seront que d'une façon précaire tant qu'ils ne donneront pas lieu à une évaluation et à une répartition mathématique des charges. Car la fraternité a des limites, au moins dans ses effets, et la garantie de l'avenir du travailleur ne doit pas en avoir d'autres que celles que fixe la mathématique d'une part, la faculté d'économiser d'autre part.

Les conditions dans lesquelles se développent de nos jours les Sociétés de secours mutuels sont donc, en général, incompatibles avec l'idéal que nous nous sommes proposé. Il est insuffisant pour le travailleur de leur demander la protection intégrale contre les divers dangers qui peuvent l'atteindre.

Peut-être faut-il reconnaître qu'il serait impossible de développer *la Société de secours mutuels* d'une façon absolument conforme aux principes

de la science des actuaires. Il est certain que le sociétaire veut être débarrassé de tous soucis, notamment de l'intervention active que nécessiterait de sa part la contractation d'un engagement dûment évalué. En tout cas, quels que soient les défauts du système, quels que soient les remèdes qu'on pourrait y apporter ou les organismes qu'on pourrait y substituer, il faut reconnaître qu'il a recueilli, au cours de ce siècle, de nombreuses adhésions.

Voici quelques chiffres relatifs au mouvement ascensionnel de la mutualité dans le cours de ces cent dernières années :

En 1789, il n'y avait en France que 13 associations de secours mutuels. En 1800, ce nombre s'élève à 45; en 1815, à 59; en 1822, à 132; en 1830, à 496; en 1848, à 1,584; en 1852, à 2,438; en 1872, à 5,793; en 1882, à 6,525. De 1882 à 1892, la progression a été sans cesse en croissant. Au 1^{er} janvier 1892, nous avons environ 9,600 Sociétés.

Au 31 décembre 1893, le nombre des Sociétés existantes de toutes catégories s'élevait à 11,825 (1).

Passons au nombre des adhérents. En 1822, ils sont 11,000; en 1842, ils sont 17,500; en 1852, 250,000; en 1872, 800,000; en 1882, 1,000,000; en 1892, on comptait plus de 1,500,000 mutualistes (2). Enfin, en 1893, leur nombre s'élève à 1,900,479 (3).

Enfin, l'actif des Sociétés a grandi dans ces cinquante dernières années dans des proportions ana-

(1) ROCHETIN, *Assurances ouvrières*, p. 73 et 74.

(2) Rapport officiel sur les Soc. de sec. mut., publié par les soins du ministre de l'intérieur. Paris, 1901, p. X.

(3) Rapp. off., *eod. loc.*

logues. Il était en 1852 de 11 millions environ ; en 1887, elles accusaient 85 millions au fonds de réserve et 69 millions au fonds de retraites, en tout 154 millions. En 1891, le fonds de réserve a été porté à 92 millions, et celui des retraites à 91 millions, en tout 183 millions (1). Enfin, au 31 décembre 1898, le capital total des Sociétés de secours mutuels de tous ordres s'élevait à 278,755-397 fr. 65 (2). Et l'introduction du Rapport général sur les opérations des Sociétés de secours mutuels ajoute : En 1899, plus de 800 Sociétés nouvelles ont été créées. Le rapport sur les opérations de 1900 fera ressortir la création de 1,200 autres. Le premier trimestre de 1901 accuse la quantité de 500. Au moment où paraîtra le présent rapport (3), le contingent mutualiste français sera de 14,500 Sociétés, comptant 2,500,000 membres, et possédant plus de 300 millions de francs (4).

Il peut être intéressant de remarquer dans ces chiffres, qui représentent le mouvement général de la mutualité en France, le contingent de Paris seul entre pour la plus grosse part pendant la première moitié du siècle. Ainsi, en 1822, les 132 Sociétés existant ont toutes leur siège à Paris. En 1842, Paris compte 284 Sociétés et 17,389 mutualistes sur 17,500 en France. En 1844, 256 Sociétés et 20,600 membres ; en 1845, 262 Sociétés et 22,041 membres. En 1852, époque du décret réglementaire qui complète et modifie la loi du 15 juillet 1850, Paris comptait

(1) ROCHETIN, *eod. loc.*

(2) *Rapp. off.*, p. X.

(3) Mai 1901.

(4) *Rapp. off.*, p. XV

341 Sociétés et 43,874 sociétaires, contre, en France, 2,438 Sociétés et 271,077 sociétaires. Aujourd'hui, le développement de la mutualité se fait sur tous les points du territoire (1).

Il ne restera bientôt plus une commune de France où la mutualité n'ait groupé quelques fervents en une Société plus ou moins prospère ; la mutualité scolaire, dont tout n'est pas à louer comme combinaison, mais qu'il faut encourager sans réserves comme œuvre de propagande, fera petit à petit pénétrer dans les familles et dans les groupes sociaux la notion de la prévoyance bien comprise, et préparera le terrain à une organisation féconde du travail et de ses fruits, dans laquelle le travailleur s'appuiera sur la collectivité à laquelle il donne son adhésion sans rien perdre de sa personnalité indépendante, condition *sine qua non* du progrès général.

(1) Les départements qui ont vu se développer le plus rapidement dans leur sein les institutions de mutualité sont naturellement ceux qui renfermaient les principaux centres industriels : la Gironde, le Nord, le Rhône, la Haute-Garonne, le Haut et le Bas-Rhin, le Tarn, le Var et la Seine-Inférieure.

DEUXIÈME PARTIE



La condition juridique des Sociétés
de Secours Mutuels

(LOI DU 1^{er} AVRIL 1898)



DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I^{er}

LES CAUSES DE LA LOI

I

Quelle était, au moment où fut déposé sur le bureau de la Chambre la proposition de loi de M. Maze, qui est le point de départ de la loi actuelle, quelle était la législation applicable aux Sociétés de secours mutuels ?

La loi organique était celle du 15 juillet 1850, complétée par le décret portant règlement d'administration publique du 14 juin 1851. Il sera nécessaire d'en exposer sommairement les dispositions, ne fut-ce que pour montrer à quelle distance nous sommes aujourd'hui de cette notion primitive du secours mutuel (1).

Au seuil même de la loi du 15 juillet 1850, dans les premiers articles de son texte, comme dans la discussion qui en précéda le vote, on retrouve les traces de la difficulté qui s'élèvera toujours en pareille matière, résultat du conflit de l'initiative

(1) Une série de décrets : 26 mars 1852 — 28 novembre 1853 — 26 avril 1856 — 18 juin 1864 — 22 septembre 1870 — 27 novembre 1870 — 31 mars 1894 et 30 mars 1896, avaient complété les dispositions de cette loi.

individuelle et du rôle de l'Etat. Les Sociétés de secours mutuels étaient devenues assez nombreuses ; les difficultés croissantes de la condition des petits travailleurs avaient amené de nombreuses adhésions à ces organismes sociaux d'une nouvelle espèce, dont les sociologues éminents que compte la première moitié de ce siècle comprenaient toute l'importance et hâtaient le développement. La mutualité n'était pas encore devenue la panacée universelle du mal social. Il n'était permis que d'entrevoir alors les conceptions nébuleuses d'une refonte de la Société sur la base de l'assurance par l'Etat contre tous les risques, comme l'aurait voulu ce rêveur parfois génial que fut Emile de Girardin. On ne pouvait non plus à cette époque comprendre, faute de les bien connaître, les études mathématiques de la notion du risque et de la répartition mutuelle, dont les liens avec la vie pratique n'avaient pas été suffisamment mis en lumière.

Néanmoins, l'importance du mouvement mutualiste, qui s'imposait à tous, rendait nécessaire une loi qui guidât les initiatives généreuses de manière à donner toutes garanties aux mutualistes, en même temps qu'elle favoriserait le développement des mutualités. Car, l'organisation des Sociétés de secours mutuels n'aurait besoin d'aucune règle, si elles ne prenaient aucun engagement vis-à-vis de leurs membres, et si elles pouvaient limiter leurs secours aux ressources dont elles disposent. Mais il n'en est pas ainsi. Il y a réellement contrat, et comme chaque travailleur ne fait adhésion à une Société que pour être efficacement

soutenu contre les éventualités qu'il prévoit, il est nécessaire qu'une loi vienne limiter la liberté des Sociétés, de manière à assurer la sécurité de leurs adhérents.

Aussi, en 1849, reprenant devant l'Assemblée Constituante un projet de constitution d'une caisse des retraites qui datait de 1843, M. Dufournel y adjoignit-il une proposition d'organisation des Sociétés de secours mutuels. Et c'est ce projet, modifié par le gouvernement dans certaines de ses parties, qui fut voté par 560 voix contre 1 le 15 juillet 1850.

L'idée générale de la loi est de donner aux Sociétés existantes ou à créer la faculté de se faire déclarer établissements d'utilité publique et de profiter de tous les avantages qui sont attribués à ces établissements, sous la condition de respecter le régime établi par la loi, toutes les autres Sociétés devant se voir refuser l'autorisation et rester pour ainsi dire hors la loi.

Les règles que la loi établit pour les Sociétés qui veulent bénéficier de la reconnaissance d'utilité publique sont fort précises et restreignent considérablement leur champ d'action.

Et voilà qu'apparaît l'éternelle difficulté ! La loi, qui est faite pour patronner et favoriser la mutualité, va poser des bornes étroites à son activité et imposer de multiples conditions à son exercice. En vain, le rapporteur de la loi, M. Benoit d'Azy, fit-il remarquer que la loi eût dû être faite de manière à laisser la plus grande liberté à ceux qu'elle visait, le projet du gouvernement et la loi qui le suivit furent bourrés de précautions qui n'étaient peut-

être pas inutiles, mais qui devaient à coup sûr être défavorables au développement des Sociétés qu'elles avaient pour but de sauvegarder. On a cru, dit le rapporteur, que l'intervention du gouvernement par son approbation donnée aux statuts impliquait une sorte de garantie à donner à ceux qui s'y associent, garantie que ces Sociétés seraient constituées dans les meilleures conditions possibles, l'Etat ne devant pas encourager des institutions qui ne porteraient pas en elles des conditions de sécurité et de durée suffisantes. L'étude des Sociétés anglaises dans ce qu'elles ont de bon comme dans les dangers qu'a amenés l'irréflexion, qui, en Angleterre comme en France, a présidé à presque toutes les constitutions de ces Sociétés, a fait croire qu'il fallait prendre *dans la loi* des précautions contre ce qui avait pu avoir de sérieux inconvénients.

« C'est sous l'impression de ces pensées qu'ont été rédigées les dispositions que nous n'avions pas admises dans notre projet. Une partie de ces dispositions était indiquée et conseillée dans le rapport, mais nous n'avions pas cru devoir en faire des prescriptions de la loi pour respecter la liberté d'une foule d'associations faites sur des principes très différents, mais donnant cependant d'excellents résultats (1) ».

Ce sont là de sages paroles et qui définissent très justement ce que doit être le rôle de l'Etat dans l'organisation de la prévoyance. Nous l'avons déjà dit, et jamais cela ne nous apparaîtra d'une façon plus évidente. Le gouvernement, lorsqu'il s'inquiète

(1). Rapport supplémentaire de M. BENOIT d'AZY (*Moniteur* du 17 février 1850, p. 592). D. P. 50-4-155.

de ces questions de prévoyance, doit fixer les limites au delà desquelles il serait dangereux pour les sociétaires, et surtout pour la Société elle-même, de la laisser s'engager. Lorsqu'il a assuré le mutualiste que la Société à laquelle il donne son adhésion ne pourra pas s'engager sans contrôle dans une voie dangereuse pour les intérêts qui lui ont été confiés, il lui reste à faciliter la bonne organisation en mettant à la disposition des gens de bonne volonté tous les moyens d'étude qu'il est mieux à même de créer que de simples particuliers. L'appoint des subventions et la bienveillance de l'administration, si nécessaire à tous, même dans les pays de liberté, viendront compléter le concours de l'Etat. Mais combien il est dangereux de trop dire dans la loi même, et combien il importe que l'autorité ne fasse sentir son action que d'une façon discrète. Pour encourager les premiers pas d'une institution naissante et la protéger contre les chutes dangereuses, il faut mieux s'adresser au maître d'école qu'au gendarme.

« Notre pensée, disait encore le rapporteur, est de très peu définir, très peu prescrire pour ne pas restreindre, de laisser par la généralité des termes de la loi toute liberté à la bienfaisance et à l'esprit d'association dans les formes qui, suivant les pays ou les besoins, seront le mieux appropriées au caractère et à l'esprit local. L'uniformité ne nous paraît nullement nécessaire dans des institutions de ce genre... » (1).

II

Résumons rapidement les dispositions principales de cette loi et la manière dont elle comprend l'orga-

(1) Rapport BENOIST D'AZY, *eodem loco*, § 2.

nisation des Sociétés de secours mutuels. On saisira sur le champ combien la loi récente sur le même objet doit paraître libératrice et bienfaisante.

Le premier souci du législateur fut de définir le champ d'action des Sociétés qu'il réglementait en le restreignant à « assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes, et à pourvoir aux frais funéraires des sociétaires. »

Nous sommes bien loin, on le voit, de la large application de la mutualité à la réparation de tous les risques évaluables. C'est en vain qu'à le premier projet proposait de faire servir la Société de secours mutuels à remédier par des pensions de retraite à la vieillesse ou à l'infirmité de ses membres.

Les plus libéraux d'entre les législateurs d'alors n'osent pas aller si loin. Ils considèrent comme impossible qu'une Société de secours mutuels qui prendrait un tel engagement puisse le remplir avec ses seules ressources. « Il est évident que toute Société de secours mutuels qui promet des retraites contracte un engagement au delà de ses forces, à moins que la bienfaisance ne puisse suppléer à l'insuffisance de ses ressources. Il est donc naturel que pour les Sociétés à autoriser la loi fasse une prescription absolue de ce qui paraît une condition essentielle de durée » (1).

Il est encore une autre promesse que la loi voulut interdire aux Sociétés de secours mutuels. C'est celle de subvenir, en cas de chômage, aux besoins des ouvriers sans travail. L'approbation d'une telle promesse, dit l'Instruction générale du 29 mai 1852 pour l'exécution du décret relatif aux Sociétés

(1) Rapport BENOIT D'AZY, *eodem loco*, § 4.

de secours mutuels. « ne serait pas seulement un principe de ruine et de démoralisation, puisqu'elle tendrait à encourager la paresse et à faire payer au travail une prime à l'insouciance; mais elle porterait en elle le germe de toutes les grèves et l'espérance de toutes les coalitions. Assurément, rien de plus légitime et de plus sage pour l'ouvrier que de chercher à se créer des ressources pour le temps où manque le travail; mais la caisse d'épargne a précisément pour but de garder en réserve le petit trésor qui permettra de passer les mauvais jours, et elle échappe à tous les dangers de l'association contre le chômage » (1).

Chaque Société ne peut comprendre moins de 100 membres ni plus de 2,000. Une Société ne peut faire du bien que si elle comporte une certaine extension minima, et pour qu'elle fasse tout le bien dont elle est susceptible, le nombre de ses membres ne doit pas s'augmenter jusqu'à relâcher les liens d'affection et de surveillance réciproque qui les unissent. Si le caractère de la connaissance individuelle de tous les associés disparaît, l'association change de nature, elle devient une pure question de chiffres *ou la base de coalitions souvent dangereuses* (2).

L'article 3 admet pourtant, à la suite de divers amendements, des cas exceptionnels où le maxi-

(1) Instruction générale du 29 mai 1852, D. J. G. V^o Sec. publics, n^o 233 (Note).

(2) Rapport BENOIT D'AZY, § 7. Qu'on nous permette de rappeler la date de ce rapport: 19 février 1850. C'est à l'époque que l'histoire qualifie de deuxième République et sous le régime qui était l'œuvre de la Révolution de 1848.

mum, ainsi que le minimum, pourraient être dépassés, après autorisation ministérielle.

Les Sociétés placées sous la protection et la surveillance de l'autorité municipale, qui a toujours le droit de se faire représenter à leurs réunions, choisissent leurs administrateurs, lesquels fonctionnent conformément aux Statuts. Les fonds provenant des cotisations sont versés à la Caisse des dépôts et consignations dès qu'ils atteignent 1,000 ou 3,000 fr., suivant que la Société a moins ou plus de 100 membres. Enfin, ces fonds pourront être employés en dépôts à la Caisse d'épargne.

Les Sociétés déclarées d'utilité publique auront qualité pour recevoir toutes libéralités après, bien entendu, y avoir été dûment autorisées.

Enfin, la loi impose aux communes, et aux départements à défaut de celles-ci, l'obligation de fournir aux Sociétés les locaux et les imprimés nécessaires et dispense tous les actes les intéressant des droits de timbre et d'enregistrement.

III

On voit combien cette loi toute bienfaisante restait timide avec les meilleures intentions. Le Prince-président, frappé des immenses services que les Sociétés de secours mutuels sont appelées à rendre aux populations ouvrières, voulut leur faire une condition qui, tout en prévenant les abus, les élevât à un rôle plus large, en assurant le succès et en répandit le bienfait dans toute la France. C'est dans ce but que fut rendu le décret du 26 mars 1852. Ce qu'il y a à retenir principalement de ce décret, en dehors des bonnes dispositions qu'il

manifeste chez le chef du pouvoir, c'est l'autorisation que donne l'art. 6 du décret de promettre des pensions de retraites lorsque les Sociétés compteront un nombre suffisant de membres. C'est là un premier pas dans la voie moderne de la prévoyance. Encore la circulaire du 29 mai 1852 conseille-t-elle aux préfets de ne le faire qu'avec la plus grande circonspection.

Le décret accorde, en outre, aux Sociétés qui se seront fait approuver de nombreuses subventions et exonérations nouvelles (1).

Il est vrai que ces dispositions d'apparence libérale sont compensées par des restrictions réelles apportées à la liberté des Sociétés. Tout d'abord, le nombre de leurs membres est définitivement limité à 500. L'éternelle peur des « dangereuses coalitions » fait interdire aux mutualités un développement, qui est cependant la condition de leurs bienfaits. De plus, les Sociétés demeurent soumises à l'autorisation administrative, ce qui, sous le régime d'alors, ne les obligeait pas seulement à respecter les droits et les intérêts de leurs membres et à se développer pour le mieux de leur but, mais aussi à vivre en bon accord politique avec un pouvoir tout puissant qui pouvait, sous le moindre prétexte, les anéantir par le retrait d'une autorisation toujours précaire.

Le décret et les circulaires qui le suivirent prescrivaient la création d'une Société de secours dans tous les cantons où il n'en existait point. Le maire et le curé étaient chargés de provoquer et d'assu-

(1) Voir DALLOZ, J. G. V^e Sec. publics, n^o 244.

rer cette organisation, et les administrateurs de la caisse devaient être nommés par l'Empereur.

On comprend facilement qu'un tel régime, qui fut celui de la mutualité pendant tout le second Empire, ne devait pas être très favorable à l'accroissement du nombre des mutualistes d'esprit libre. La nécessité de subir un contrôle administratif, tenu de s'opposer à toute extension des Sociétés comme nombre et comme champ d'action, devait nécessairement rendre difficile la création de nouveaux groupes. L'interdiction de joindre, par des placements avantageux, un appoint qui peut être considérable à la capitalisation des cotisations, limitait la quotité des avantages que les Sociétés pouvaient faire à leurs membres. Enfin, l'absence de personnalité civile et les limitations apportées à la capacité de recevoir leur enlevaient encore une source de revenus et par conséquent de bienfaits très importants.

Et cependant, sous ce régime étroit en droit, souvent tyrannique en fait, le nombre des Sociétés continue à croître. Les adhésions se multiplient (1). Une fonction économique nouvelle s'affirme de plus en plus et réclame impérieusement un régime légal qui, la libérant définitivement, lui permette de prendre un développement conforme à son importance.

Il fallut onze ans aux réclamations des prévoyants pour devenir une proposition de loi.

Nous allons voir, maintenant, à travers quelles vicissitudes le projet aboutit à la loi actuelle.

(1) Voici, d'après BATBIE, les chiffres du mouvement

CHAPITRE II

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

La proposition de loi qui aboutit au texte-voté par la Chambre le 22 mars 1898 fut déposé par M. Maze, le 19 novembre 1881. Peut-être pourrait-on s'étonner qu'une loi qui devait régler un des points les plus importants de la vie sociale nouvelle soit restée en discussion devant le Parlement pen-

de la mutualité pendant les dix années qui suivirent le décret réglementaire de 1852 :

ANNÉES 31 décembre)	NOMBRE DES SOCIÉTÉS	NOMBRE DES SOCIÉTAIRES	DONT MEMBRES Honoraires	AVOIR DES SOCIÉTÉS
<i>A. Mouvement général des Sociétés de secours mutuels</i>				
				Fr.
1852	2.438	271.077	21.635	10.714.877
1853	2.773	318.256	28.810	12.089.561
1854	2.940	351.401	35.300	13.332.073
1855	3.123	386.662	41.434	14.978.104
1856	3.404	426.453	47.281	16.532.311
1857	3.609	470.414	53.533	18.897.921
1858	3.860	506.980	58.066	20.755.451
1859	4.118	534.233	61.378	22.058.509
1860	4.327	559.820	65.137	25.404.038
1861	4.410	605.246	68.991	27.905.358
<i>B. Statistique des Sociétés approuvées</i>				
1852	50	11.794	2.318	728.318
1853	439	66.646	15.435	1.707.154
1854	787	104.033	24.292	3.748.329
1855	1.063	128.576	29.798	4.702.001
1856	1.406	167.568	37.431	5.803.304
1857	1.672	215.999	44.160	8.028.160
1858	1.940	284.698	48.580	9.641.685
1859	2.274	316.754	52.282	11.452.247
1860	2.514	359.332	57.324	14.592.961
1861	2.653	385.080	60.220	15.685.605

dant près de dix-sept ans. Certes, une sage lenteur permet seule de se garer des décisions aventureuses dans une matière nouvelle et dont la portée à venir est si considérable. Cependant, si l'on rapproche de cette circonspection la rapidité avec laquelle les mêmes législateurs ont clos leurs débats sur un nombre considérable de sujets, en ces jours de la première quinzaine d'avril qui terminent la législature et appellent la réunion des collèges électoraux, on comprend que M. Lourties, dans le très remarquable rapport qu'il fit au Sénat, le 23 décembre 1897, prenne, dès l'abord, la précaution de justifier ce retard de la Chambre et du Sénat par l'excellence de leurs travaux. « On peut dire que l'œuvre du législateur, telle qu'elle se présente aujourd'hui, à la suite des nombreux remaniements qu'elle a subis depuis sept ans, sera un dédommagement, pour la mutualité, d'une aussi longue attente » (1).

(1) Rapport LOURTIES. Annexe 100, *J. off.*, 20 février 1898, p. 813. Il nous a paru intéressant de donner ici la liste complète des travaux préparatoires de ces dix-sept années :

Chambre des députés. — Proposition de M. Maze le 19 nov. 1881 (annexe n° 102, *Journ. off.* du 17 janv. 1882, p. 6). — Projet de loi présenté par M. Goblet, ministre de l'intérieur, et M. Léon Say, ministre des finances, le 18 mars 1882 (annexe n° 625, *Journ. off.* du 4 avril 1882, p. 841). — Projet modificatif présenté par MM. Goblet et Léon Say le 1^{er} juillet 1882 (annexe n° 1081, *Journ. off.* du 3 août 1882, p. 2093). — Rapport de M. Maze le 25 nov. 1882 (annexe n° 1424, *Journ. off.* des 13 et 18 déc. 1882, p. 2257). — Avis présenté par M. Ribot, au nom de la commission du budget, le 3 mars 1883 (annexe n° 1755, *Journ. off.* du 17 mars 1883, p. 392). — Rapport supplémentaire de M. Maze le 2 juill. 1883 (annexe n° 2089, *Journ. off.* du 30 juill. 1883, p. 1066). — Première délibération les 13 et 15 mars 1883. — Deuxième délibération et adoption le 12 nov. 1883.

Sénat. — Présentation par M. Waldeck-Rousseau, ministre

Nous avons montré plus haut combien une loi s'imposait en cette matière par l'insuffisance et le manque d'aisance de la législation antérieure. Donner aux mutualistes un régime plus libre et plus large fut bien l'idée du législateur. Cette préoccupation se traduit à chaque moment de la discussion par des affirmations de principes.

M. Lourties, dans ce même rapport de 1897, qui est comme le commentaire le plus net de la loi, dit encore : « Ce serait un anachronisme et une injustice à la fois que de laisser plus longtemps les So-

de l'intérieur, et M. Tirard, ministre des finances, le 21 janv. 1884 (annexe n° 11, *Journ. off.* du 1^{er} févr. 1884, p. 13). — Rapport de M. Léon Say le 6 avr. 1885 (annexe n° 117, *Journ. off.* du 15 janv. 1886, p. 84). — Avis présenté au nom de la commission des finances par M. Merlin, le 4 juin 1885 (annexe n° 172, *Journ. off.* du 23 janv. 1886, p. 187). — Rapport supplémentaire de M. Léon Say le 4 mars 1886 (annexe n° 67, *Journ. off.* des 16 et 17 mai 1886, p. 115). — Première délibération les 9, 11, 13 juin 1885, 8 et 10 avr. 1886. — Deuxième délibération les 11, 15, 19, 24 juin 1886.

Chambre des députés. — Présentation par M. Sarrien, ministre de l'intérieur, le 3 juill. 1886 (annexe n° 953, *Journ. off.* du 26 janv. 1887, p. 318). — Rapport de M. Audiffred le 19 nov. 1888 (annexe n° 3199, *Journ. off.* des 6 et 7 avril 1889, p. 560). — Rapport supplémentaire de M. Audiffred, le 16 mars 1889 (annexe n° 3613, *Journ. off.* du 25 juill. 1889, p. 560). — Première délibération et adoption le 31 mai 1889. — Deuxième délibération le 14 juin 1889.

Sénat. — Présentation par M. Constans, ministre de l'intérieur, le 20 février 1890 (annexe n° 17, *Journ. off.* des 20 et 21 mai 1890, p. 47). — Rapport de M. Maze le 15 déc. 1890 (annexe n° 32, *Journ. off.* du 1^{er} avr. 1891, p. 321). — Rapport de M. Cuvinot le 3 juin 1892 (annexe n° 130, *Journ. off.* du 15 déc. 1892, p. 352). — Première délibération le 14 juin 1892. — Deuxième délibération et adoption avec modifications le 23 juin 1892.

Chambre des députés. — Présentation par M. Loubet, ministre de l'intérieur, le 12 nov. 1892 (annexe n° 2413, *Journ.*

ciétés de secours mutuels sous le régime d'une tutelle étroite que rien ne justifie plus depuis longtemps ». Et il ajoute : « La codification nouvelle est empreinte d'un sage esprit de libéralisme. Elle aura pour effet d'aider puissamment la mutualité à prendre à bref délai un nouvel et rapide essor, de restreindre de jour en jour le domaine de l'assistance publique, en substituant à l'aumône, qui humilie celui qui la reçoit, la prévoyance, qui sauvegarde la dignité humaine et relève à ses propres yeux celui qui a la sage inspiration d'y recourir. Enfin, elle aura pour effet certain de créer par l'épargne à long terme une nouvelle classe de petits

off. du 5 mars 1893, p. 2274).— Rapport de M. Audiffred le 23 mars 1893 (annexe n° 2661, *Journal off.* du 1^{er} juin 1893, p. 358). La législature a pris fin avant l'ouverture de la discussion.

Chambre des députés. — Proposition de M. Audiffred le 2 déc. 1893 (annexe n° 80, *Journ. off.* des 20 et 22 janv. 1894, p. 221). — Rapport de M. Audiffred le 22 nov. 1894 (annexe n° 1010, *Journ. off.* des 2 et 8 mars 1895, p. 167).— Rapport supplémentaire de M. Audiffred le 23 janv. 1896 (annexe n° 1754, *Journ. off.* du 18 févr. 1896, p. 26). — Première délibération les 7, 9 mars, 30 mai, 1^{er} juin 1896.— Deuxième délibération les 21, 28 mai et 4 juin 1897.

Sénat. — Transmission le 11 juin 1897 (annexe n° 159, *Journ. off.* du 23 janv. 1898, p. 439).— Rapport de M. Lourties le 23 déc. 1897 (annexe n° 100, *Journ. off.* du 20 févr. 1898, p. 813). — Avis présenté au nom de la commission des finances, par M. Hippolyte Morel, le 3 févr. 1898 (annexe n° 32, *Journ. off.* du 21 mai 1898, p. 68).— Déclaration de l'urgence, discussion et adoption les 10, 11, 15 févr. 1898.

Chambre des députés. — Transmission le 19 févr. 1898 (annexe n° 3053, *Journ. off.* du 21 mai 1898, p. 715).— Rapport de M. Audiffred, le 10 mars 1898 (annexe n° 3117, *Journ. off.* du 7 mai 1898, p. 838).— Déclaration de l'urgence et adoption le 22 mars 1898.

capitalistes et d'élargir ainsi les bases de la paix sociale » (1).

De son côté, M. Audiffred, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, annonçait dans son rapport (10 mars 1898) les mêmes dispositions : « Dix-sept années d'études ont permis au Parlement de donner à la mutualité une législation qui, sans être parfaite, lui permettra de se développer plus librement et de réaliser des améliorations » (2).

C'était le 19 novembre 1881, avons-nous dit, que la Chambre fut saisie, par M. Hippolyte Maze, d'une proposition de loi « sur les Sociétés de secours mutuels, considérées en elles-mêmes et dans leurs rapports avec la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (3) ».

Quelques mois après, MM. Goblet, ministre de l'intérieur, et Léon Say, ministre des finances, déposaient eux-mêmes un projet de loi sur les Sociétés de secours mutuels, lequel visait les diverses questions traitées par la loi, ainsi que la condition des caisses de retraites. Le projet, après un rapport de M. Maze, fut voté le 12 novembre 1883. Le texte alors approuvé spécifiait la création d'un Conseil supérieur de la mutualité et attribuait aux Sociétés approuvées un certain nombre d'avantages de diverses natures. Après un certain nombre de voyages entre la Chambre et le Sénat, qui l'une et l'autre décidèrent d'apporter au projet primitif de nombreuses modifications, la Chambre allait être saisie à nouveau, quand le décès du rapporteur,

(1) Rapport LOURTIES, *eodem loco*.

(2) Rapp. AUDIFFRED. Ann. 3.117, *J. Off.*, 7 mai 1898, p. 838.

(3) Ann. n° 102, *J. Off.*, 17 janvier 1882, p. 6.

M. Maze, survenu au lendemain du dépôt de son rapport, fut l'occasion d'un nouvel ajournement de deux ans.

Enfin, les 7 et 9 mars 1893, la discussion générale eut lieu à la Chambre sur un projet déposé le 2 décembre 1893 par M. Audiffred, avec les signatures notamment de MM. Aynard, J. Ricard et Guieysse.

C'est à cette époque que se produisit un fait intéressant dans l'histoire législative et qui, pour ne pas être sans précédent, n'en reste pas moins à peu près isolé. Se faisant l'écho des doléances de nombreux mutualistes, qu'effrayaient les dispositions votées précédemment par la Chambre, la Ligue nationale de la Prévoyance et de la Mutualité adressa à la commission M. Cheysson, l'éminent actuaire, que sa connaissance profonde de l'assurance scientifique rendait plus propre que tout autre à une telle démarche, avec mission de défendre, point par point, les intérêts et l'avenir de la mutualité.

Ce qu'il y a d'éminemment nouveau dans le cas, c'est que M. Cheysson put, en quelque sorte, déposer, lui aussi, un projet de loi mûrement élaboré par les laborieux spécialistes que patronnaient le comte de Chambrun et son Musée Social, et que c'est ce projet qui fut presque intégralement voté en dernier lieu par le Parlement.

S'il est permis parfois de regretter la disparition du rôle du Conseil d'Etat dans l'élaboration des projets de lois, c'est bien dans ces matières, où le simple sens droit ne suffit pas, où des connaissances aussi spéciales qu'étendues doivent être mises en jeu, où la cohésion des textes est aussi

nécessaire que leur clarté même. Peut-être a-t-on le droit d'espérer que la place conquise rapidement dans l'étude des questions sociales par les hommes éminents que le comte de Chambrun a chargés de continuer son œuvre, les désignera de plus en plus au Parlement comme les sûrs conseils techniques à qui l'on devra revenir chaque fois que s'approchera la discussion des lois sociales et ouvrières.

On trouve dans le rapport Lourties (1) l'énumération des points sur lesquels portaient les observations de M. Cheysson; toutes, d'une façon générale, tendent à donner plus d'extension et plus de liberté aux Sociétés mutuelles. Remarquons en passant, comme une heureuse tendance, la demande d'introduction dans le Conseil supérieur de deux membres agrégés de l'Institut des actuaires. La Ligue de la prévoyance et de la mutualité pensait, comme nous nous sommes permis de l'exprimer plusieurs fois, que, pour donner tous ses fruits, la mutualité doit entrer résolument dans la voie de l'évaluation scientifique des risques, et que plus on approximera le calcul des charges et des contributions, plus la force nouvelle, débarrassée d'un poids nuisible, pourra planer libre et victorieuse, prévenant et réparant les misères de tout ordre.

La plupart des doléances exposées par M. Cheysson à la commission furent admises par elle, et c'est sur ces bases qu'un projet à peu près identique à la loi actuelle fut voté une première fois le 4 juin 1897, et après modification de deux articles par le Sénat, adopté définitivement le 22 mars 1898.

(1) Rapp. LOURTIES, p. 4, 5 et 6.

CHAPITRE III

LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES SOCIÉTÉS

Le texte de la « loi des 1^{er}-5 avril 1898, relative aux Sociétés de secours mutuels » (1), est divisé en cinq titres. Le premier énonce les dispositions communes à toutes les Sociétés et établit entre elles une division en Sociétés libres approuvées ou reconnues d'utilité publique. Chacune de ces classes de Sociétés fait l'objet de dispositions spéciales contenues respectivement dans les titres II, III et IV de la loi. Le titre V crée un Conseil supérieur de la mutualité et formule un certain nombre de prescriptions relatives à l'établissement de statistiques.

Un appendice contient les dispositions transitoires applicables aux Sociétés précédemment existantes et une modification du décret-loi du 27 mars 1858 relatif aux médailles d'honneur des mutualistes.

A. Définition de la Société de secours mutuels

Nous avons, dans un chapitre précédent, indiqué que, lors de la formation des Sociétés de secours mutuels, la fixation de la cotisation précédait presque toujours l'indication des divers services que la Société se proposait d'assurer à ses membres. Lorsqu'il s'agit ensuite de définir le but de la Société à fonder, les organisateurs, sans se préoccuper suf-

(1) *Journal officiel* du 5 avril 1898. — Bull. n° 34,403.

faisamment de l'importance des ressources qu'ils peuvent escompter, prennent de nombreux engagements et garantissent, pour quelques francs par mois, toutes les sécurités imaginables.

En ce qui concerne surtout la constitution des rentes viagères différées pour la vieillesse, l'imprévoyance la plus fatale vient souvent se loger au cœur même des institutions destinées à la combattre. Et cette imprévoyance de la collectivité est d'autant plus grave que chacun des adhérents, croyant avoir fait assez pour l'avenir en apportant sa cotisation, se repose à juste titre du soin de protéger sa vieillesse sur une Société qui s'y est imprudemment engagée (1).

Cf. CHEYSSON. *L'Imprévoyance dans les institutions de Prévoyance*. Paris, 1888.

Cf. Encore Maurice VAULAER. *La Vieillesse de l'ouvrier*. Paris, 1872. « Au début, tout paraît facile en matière de « retraites; on a des recettes et peu de dépenses. C'est « l'époque des illusions, c'est la *lune de miel* des Sociétés « de secours mutuels. L'encaisse s'accroît rapidement au « point d'éblouir les plus sages. Pendant cet âge d'or, tout « semble sourire à la jeune Société. Elle alimente plus géné- « reusement ses services, les indemnités, les secours médi- « caux ou pharmaceutiques, comme aussi le parasitisme « des frais généraux, avec les employés débordants, les « bureaux, la paperasse. Dans les Assemblées générales, « c'est à qui fera les motions les plus hardies pour de nou- « velles libéralités et pour l'accroissement du chiffre de la « pension. Comment résister à de pareilles tentations et « remonter le courant en face de finances florissantes, qui « semblent justifier toutes les témérités? A mesure que la « Société vieillit, les charges moyennes de la maladie aug- « mentent, mais plus vite encore le nombre des retraités. « Ils viennent en flots de plus en plus pressés réclamer « leur pension. Après avoir remonté la côte, on la descend. « Ce n'est plus le printemps avec sa sève et ses promesses; « ce n'est plus l'été avec la richesse de ses moissons, c'est

Aussi, le premier devoir d'une loi qui est faite pour assurer le bon fonctionnement des Sociétés mutuelles et prévenir des expériences qui seraient fâcheuses pour les travailleurs, est d'indiquer aux mutualistes un champ d'action limité aux besoins qui sont actuellement assez bien étudiés pour qu'on puisse entreprendre d'y remédier sans craindre de mécomptes.

C'est ce que fait l'art. 1^{er} de la loi. Il réserve la dénomination de Sociétés de secours mutuels et les bénéfices qui pourront y être attachés aux « associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves et orphelins des membres participants décédés. »

On voit que déjà le texte de la loi nouvelle est singulièrement plus libéral que l'ancienne législa-

« l'automne avec ses tristesses et ses brumes, c'est enfin l'hiver avec ses frimas. On n'ose, de peur d'effrayer les sociétaires, élever le taux des cotisations. Et on se voit réduit ou bien à diminuer le chiffre de la pension, ou à reculer la limite d'âge, ou à voir s'allonger indéfiniment la liste des *candidats* à la retraite — beaucoup d'appelés, mais peu d'élus — qui attendent des années entières que leur tour vienne et qui meurent avant que leur tour soit venu. Encore les Sociétés ne parviennent-elles pas toujours, par ces mesures d'une prudence tardive, à éviter la débâcle finale, c'est-à-dire la liquidation pour insuffisance d'actif ». (*Corresp.* du 10 mars 1892, p. 856).

tion, qui réservait la dénomination légale de Société de secours mutuels aux Sociétés qui pratiquaient avant tout l'assurance contre la maladie (1). Ce n'est qu'accessoirement que les Sociétés pouvaient s'occuper d'un autre risque et notamment de la protection de la vieillesse. Aujourd'hui, elles peuvent inscrire à leur programme principal l'assurance contre les différents risques d'incapacité de travail, résultant de l'accident ou de l'affaiblissement sénile, et couvrir ces risques avec une cotisation globale. Enfin, le chômage provenant de causes étrangères à la capacité de travail de l'ouvrier peut être couvert aussi (art. 1^{er}, § 2). Mais comme il résulte d'autres causes difficiles à prévoir, il devra être alimenté par des cotisations distinctes ou par des recettes spéciales.

On voit en somme que le législateur a été amené à mettre à la portée du travailleur, dans les Sociétés de secours mutuels, les divers ordres de prévoyance qui sont *nécessaires* à la vie de la famille ouvrière.

Il ajoute à ce champ d'action la faculté d'organiser, aux dépens de caisses spéciales, des cours d'enseignement professionnel et des offices gratuits de placement. Il faut louer le législateur de cette indication, qui a été déjà suivie souvent. Il n'y a peut-être à regretter que la limitation trop étroite apportée par cette énumération à l'initiative des Sociétés ; on ne voit pas bien quels dangers auraient pu résulter pour la collectivité de ce fait qu'elle aurait rendu à ses sociétaires quelques services de plus, comme par exemple de contracter

(1) Rapp. de M. LOURTIES au Sénat, le 23 déc. 1897. Annexe n° 100. *J. Off.* du 20 fév. 1898, p. 813.

pour eux des polices collectives d'assurance contre l'incendie. La stipulation que toute autre opération faite dans l'intérêt commun devrait trouver ses ressources dans une cotisation distincte semble bien constituer une garantie suffisante pour tous.

Voici donc limitée la sphère d'action des Sociétés de secours mutuels.

Mais, dans ces limites mêmes, elles seront soumises à un grand principe directeur, dont la violation les ferait écarter de la catégorie privilégiée à laquelle la loi a voulu donner une liberté et des avantages spéciaux. Les Sociétés devront organiser leurs opérations de telle manière que jamais elles ne « créent au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres des avantages particuliers. Les Sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages, sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés » (art. 2). Cette disposition, qui fut introduite dans la loi par la Commission de la Chambre en 1894 (1), a pour but d'empêcher la création de Sociétés qui, sous un titre et avec un programme quelconque, aboutiraient à la création de catégories privilégiées parmi leurs associés. Nombre d'associations se sont créées, en effet, et ont fonctionné, sous le couvert d'une autorisation trop peu éclairée, dans des conditions telles que, malgré l'apparence généreuse de leur plan, les fondateurs se trouvaient devoir seuls bénéficier des avantages brillants qu'ils avaient van-

(1) Rapp. AUDIFFRED, 22 nov. 1894 (Annexe n° 1010. J. Off. des 2 et 8 mars 1895, p. 167).

tés. Une insuffisante analyse des conditions financières de l'opération, un écart énorme entre le nombre des adhésions prévues et la réalité, une méconnaissance absolue des lois de la survie, aboutissent à une décroissance rapide, année par année, des bénéfices de l'opération pour chacun des associés.

« Ces Sociétés, dit M. Lourties (1), manquent à la fois à la règle de l'équivalence des primes et des risques et au caractère fraternel qui est l'essence même de nos Sociétés mutuelles, en réservant des avantages particuliers à certains membres au détriment des autres. » Et l'éminent sénateur citait parmi ces Sociétés, « qui n'ont à la vérité de la mutualité que le nom », les Prévoyants de l'Avenir, la France Prévoyante, le Grain de Blé, l'Avenir du Prolétariat...

On sait en particulier l'échauffourée à laquelle aboutit, de nos jours mêmes, cette gigantesque association qui fut fondée par le typographe Chate-lus sous le nom de Prévoyants de l'Avenir. D'un aspect très séduisant, la combinaison préconisée consistait à recevoir une cotisation minime (1 fr. par mois) de chaque adhérent, quel que soit son âge. Le produit des cotisations était capitalisé pendant dix ans, sans que pendant ces dix années les Sociétaires aient aucun droit sur lui. A la dixième année, le montant total des revenus annuels du capital constitué devaient être partagés également entre tous les adhérents survivants de la 1^{re} année, le revenu de la 12^e année entre les Sociétés survivants qui avaient adhéré dans la 1^{re} et la 2^e année d'exis-

(1) Rapp. au Sénat, *J. Off.*, loc. cit.

tence de la Société, et ainsi de suite. Tout sociétaire continue à payer sa cotisation sa vie durant sous peine de déchéance, et le décès avant dix ans d'adhésion fait perdre tout droit sur la rente et sur les cotisations versées.

Le nombre des sociétaires qui ont apporté et apportent chaque année leur souscription à cette combinaison, construite en trompe l'œil, est extrêmement considérable; si considérable, que les capitaux nécessaires pour assurer des rentes constantes à tous ces adhérents ne sauraient croître à proportion et qu'il faudrait au moins quarante ans d'exercice prospère pour que l'accroissement annuel des participants fut seulement égal au nombre des disparus, ce qui amènerait l'égalité des pensions d'année en année.

Malheureusement, ce jour-là, le chiffre de la pension à laquelle chacun aurait droit serait minime, à peine le quart de ce qu'il aurait été dans une Société de secours mutuels ordinaire, moyennant paiement de la même cotisation.

Les chiffres qui ont séduit les adhérents sont ceux des premières années, ceux dont bénéficieront les hommes avisés qui ont créé cette belle machine. D'après le calcul de M. Audiffred, le rapporteur de 1894 à la Chambre, « les premiers arrivés auront droit à une part, pour la première année, de 1.146 fr.; pour la seconde année, de 113 fr.; pour la troisième, de 70 fr. (1).

(1) M. Lourties, dans son rapport au Sénat (loc. cit.), examine longuement les statuts de cette Société et établit d'une façon indiscutable que dans cette association, les fondateurs toucheront des sommes considérables, tandis que les autres sociétaires toucheront des sommes dérisoires.

C'est pour prévenir un état de choses aussi fâcheux, qui apparaissait comme injuste, que le Ministre de l'intérieur, par une lettre adressée au président de la Société, en juillet 1901, l'invita à modifier la combinaison en question de manière à établir une égalité absolue de traitement pour tous les sociétaires. La Société s'était formée sous le couvert d'une autorisation essentiellement précaire, dont le retrait serait la sanction des observations du Ministre. On sait que la question n'est pas encore tranchée à la date où ces lignes sont écrites. La Société a décidé de faire, pendant le délai qui lui a été accordé, un vaste referendum. Non seulement la réponse des 300.000 Prévoyants n'a pas été unanime, mais le résultat du vote est contesté de toutes parts. Deux partis cependant se dessinent nettement parmi les sociétaires. Les uns, apparemment les plus anciens, veulent le maintien pur et simple de l'ancien état de choses, arguant de ce qu'on ne peut après coup priver les gens de bénéfices en vue desquels on les a engagés dans une affaire. Les autres, qui ont formé un Syndicat de défense et d'action, demandent la refonte des statuts et l'unification des rentes, ramenées à un chiffre raisonnable dès la première année, ce qui aurait pour résultat d'augmenter d'autant les parts des années subséquentes.

Adhuc sub judice lis est ! Il ne nous appartient pas de prononcer dans quel sens on devra chercher le remède à une combinaison que l'on a eu le tort de laisser s'engager sur des bases tellement inéquitables.

De pareilles Sociétés, en dépit de leur étiquette,

n'ont rien à voir avec la mutualité, à qui elles font le plus grand tort par la défaveur qu'elles s'attirent et que le public étend naturellement à tout ce qui leur ressemble, fût-ce de très loin.

Une courte incursion dans ce domaine n'était cependant pas inutile, pour montrer l'opportunité des dispositions restrictives appliquées par le législateur aux conditions fondamentales du fonctionnement des Sociétés de secours mutuels.

B. Qui peut faire partie des Sociétés

L'article 3 de la loi indique quelle pourra être la composition des Sociétés de secours mutuels.

En premier lieu, il consacre la distinction traditionnelle entre les deux ordres d'adhérents, qui apportent une contribution à l'actif de la Société. Les uns se contenteront de donner sans rien recevoir: ce sont les membres honoraires; les autres, membres actifs, verseront une cotisation pour en tirer profit, en même temps que de l'apport de ceux qui se sont fait inscrire *honoris causâ*.

Cette faculté (1) pour les Sociétés de secours

(1) Il est à remarquer que la présence des membres honoraires, qui est devenue une faculté depuis le 1^{er} avril 1898, était obligatoire sous le régime du décret-loi du 26 mars 1852. L'art. 2 disait expressément: « Ces Sociétés se composent « d'associés participants et de membres honoraires; ceux-ci « payent les cotisations fixées ou font des dons à l'association, sans participer aux bénéfices des statuts. » C'était évidemment l'un des premiers devoirs d'une loi, qui prétendait émanciper la mutualité, que de permettre au moindre groupe social de se constituer en Société mutualiste, sans être dans la nécessité de rechercher des patrons fortunés en dehors même des membres de la Société. On comprend qu'en 1852 cette obligation pour les travailleurs de ne s'as-

mutuels de se donner des membres honoraires, est à nos yeux une des parties les plus discutables de la loi.

Elle a, en effet, pour conséquence de créer au profit des travailleurs mutualistes une source de revenus à la production de laquelle ils sont restés absolument étrangers. Cet argent, versé gratuitement par des gens qui n'y ont aucun intérêt immédiat, et qui en ont pris l'engagement d'une façon bénévole et toujours révocable, servira à alimenter la caisse, où les participants puiseront la réparation de leurs misères. Eh bien ! qu'on l'appelle de quelque nom que ce soit, le versement ainsi fait est une simple charité, et c'est un élément de perturbation considérable dans une Société mutuelle de prévoyance.

Il est vrai que l'existence des membres honoraires est pour ainsi dire traditionnelle dans notre pays ; et il est remarquable que tel qui rougirait d'accepter de son voisin plus fortuné un secours en argent pour payer sa note chez le boulanger, n'hésiterait pas à aller solliciter du même son adhésion à la Société de secours mutuels dont il fait partie et à recevoir de ce chef une cotisation qui servira, en dernière analyse, à payer sa note chez le pharmacien ou chez le médecin.

Nous ne voulons pas insister sur le caractère bizarre de cette charité acceptée par les travailleur qu'avec le concours de gens dont les intérêts étaient distincts des leurs et souvent en opposition avec eux, ait semblé au législateur une bonne précaution contre les « coalitions ». On comprendrait mal que le moderne législateur ait conservé une prudence tellement contraire à l'émancipation mutualiste.

leur dans des conditions aussi humiliantes, en dehors de toute effusion de cœur de la part de celui qui donne, sans la possibilité de la moindre reconnaissance de la part de celui qui reçoit le montant d'une souscription librement consentie.

Mais il faut s'arrêter aux conséquences économiques du principe, qui sont nombreuses et graves. Première conséquence fâcheuse : l'introduction dans les comptes d'une Société qui se base sur les prévisions de l'avenir d'un élément essentiellement variable, qui peut décroître et même disparaître d'un moment à l'autre, interdit de donner aux Sociétés de secours mutuels des bases positives et scientifiques. Cette contribution spontanée exclut toute idée d'engagement, de garantie, d'assurance. Elle échappe au calcul. Or, le premier devoir d'une Société qui veut vivre, est de proportionner exactement ses charges probables avec les ressources qu'elle est assurée de posséder. Comment établir ce calcul rigoureux, qui est la base même du système, en y introduisant un élément aussi incertain que l'apport de la charité ?

Qu'il nous soit permis de rappeler un principe formulé par nous dans l'introduction de cette étude, qu'à des maux nécessaires il faut des remèdes nécessaires ; que la source des moyens de secours doit être tellement liée à la source des dangers, que le prélèvement se règle pour ainsi dire automatiquement sur l'augmentation des risques encourus. Et nous affirmions que, seule, l'épargne devait être la source des bénéfices que, seul, le travailleur prévoyant est appelé à recueillir. Voici que la pratique vient donner une sérieuse confirmation à

cette conclusion théorique, qui était sortie pour nous des données mêmes du problème.

On voit du même coup quelle autre grave perturbation l'admission des membres honoraires introduit dans la mutualité. Imposée ou seulement indiquée comme possible par la loi, elle tend à laisser croire à l'ouvrier qu'il est incapable de créer par lui-même, au moyen d'une épargne bien organisée, le fonds de prévoyance qui lui est nécessaire, ce qui est une erreur considérable. Des institutions bien comprises, et sur lesquelles nous reviendrons, ont pratiquement démontré la possibilité pour l'ouvrier de trouver dans son salaire et la nourriture présente et la protection contre toutes les éventualités de la vie ; or, c'est détruire le plus grand des mobiles qui pourraient pousser le travailleur à la prévoyance, que de lui inspirer la pensée qu'il devra nécessairement la protection de son bien-être à d'autres qu'à lui-même.

Le travailleur ne peut s'émanciper de toutes les sujétions que lui imposent les dangers de sa vie qu'en organisant son travail et les profits qu'il en retire, de manière à se couvrir lui-même contre tous les risques possibles à prévoir. Tant qu'il cherchera, en dehors de sa sphère, une partie quelle qu'elle soit des secours dont il a besoin, il restera sous la domination de quelqu'un ou de quelque chose. Et l'institution de membres honoraires est de celles qui tendent à perpétuer de la façon la plus fâcheuse cette dépendance de celui qui ne possède que la force productrice à l'égard de celui qui possède l'argent (1).

(1) Cf. FERROUILHAT. *Rapp. sur les Soc. de sec. mutuels.*
« L'aumône organisée, régulière, ne saurait, sans les plus

Cependant, il est à craindre que, pendant longtemps encore, les mutualistes ne sachent pas se passer de l'appoint sérieux que constituent les cotisations des membres honoraires ; la chose est entrée dans les mœurs, avons-nous dit ; il faut reconnaître qu'elle n'étonne plus personne. Il est pourtant possible d'envisager l'hypothèse d'une organisation meilleure de la mutualité, dans laquelle les sociétaires compteraient uniquement sur l'apport de cotisations bien calculées pour les couvrir de risques bien évalués. Ce jour-là, les gens généreux pourraient toujours exercer leurs libéralités ; ceux-là surtout, qui sont directement intéressés à la prospérité ouvrière (chefs d'industrie, municipalités) auraient toujours la faculté d'offrir leurs subventions ; mais ce serait là une recette imprévue qui viendrait grossir les réserves de la Société sans que celle-ci en ait escompté le produit pour équilibrer son budget (1).

* * *

Tout le monde peut faire partie des Sociétés de

« graves inconvénients, intervenir dans la fondation d'ins-
« titutions qui ont spécialement pour but de faire naître et
« de développer la prévoyance. Il faut que l'ouvrier
« apprenne à compter sur lui-même, sur son travail, sur
« son économie ; qu'il mette son orgueil et sa gloire à
« secouer le joug de la misère ».

(1) Notons, cependant, que la loi autorise les Sociétés à prévoir des conditions spéciales pour faciliter l'admission des membres honoraires au titre de membres participants, « à la suite de revers de fortune ». On pourrait, par exem-

secours mutuels ou en créer sans distinction : hommes et femmes, Français et étrangers, les femmes mariées sans l'assistance de leur mari, les mineurs sans le concours de leur représentant légal.

Il n'y a à cela aucun inconvénient, puisque, comme le faisait remarquer à la Chambre M. L. Ricard dans la discussion du 21 mai 1897, ils ne sont membres participants que tant qu'ils apportent à la caisse sociale la cotisation fixée par les statuts. Ils ne contractent donc d'autre obligation que celle de payer régulièrement les cotisations, ce qui n'engage ni la responsabilité du mari, ni celle du tuteur.

C. De l'administration des Sociétés

L'administration des Sociétés sera confiée (art. 3, § 5) à un conseil d'administration, qui comprendra un bureau, les membres de l'un et de l'autre devant être « nommés par le vote au bulletin secret » (1).

Ils devront être Français, majeurs, non déchus de leurs droits civils ou civiques. Les femmes, comme les hommes, pourront faire partie de l'admi-

ple, décider que, en ce qui concerne les pensions de retraite, le point de départ des cotisations versées comme membre honoraire marquera le commencement de la période d'inscription nécessaire pour avoir droit à une rente viagère, le nouveau participant étant censé avoir fait au fonds spécial, qui alimente les rentes, un versement égal à la moitié de sa cotisation de membre honoraire.

(1) *Assemblée générale. Elections. Contestations.* Lorsque l'assemblée générale sera convoquée, les pouvoirs dont les

nistration de leur Société, sous la réserve, pour les femmes mariées, des autorisations du droit commun. Cela se comprend; si l'on peut permettre aux femmes mariées de s'inscrire sans autorisation maritale à une Société, on ne peut permettre

sociétaires seront porteurs, si les statuts autorisent le vote par procuration, pourront être donnés sous seing privé, et seront affranchis de tous droits de timbre et d'enregistrement; ils seront déposés au siège social.

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans le délai de quinze jours, à dater de l'élection, devant le juge de paix du siège de la Société. Elles sont introduites par simple déclaration au greffe.

Le juge de paix statue dans les quinze jours de cette déclaration, sans frais ni forme de procédure, et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

La décision du juge de paix est en dernier ressort; mais elle peut être déférée à la Cour de cassation. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il est formé par simple requête déposée au greffe de la justice de paix et dénoncée au défendeur dans les dix jours qui suivent. Il est dispensé du ministère d'un avocat à la Cour et jugé d'urgence sans frais ni amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de cassation. La chambre civile de cette Cour statue directement sur le pourvoi.

Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis (Loi du 1^{er} avril 1898, art. 6).

La loi s'est souciée d'organiser une procédure simple, rapide et sans frais, pour la contestation de la validité des élections. La transmission des pièces se fera par l'intermédiaire du parquet pour profiter de la franchise postale (Rapport Lourties de 1897).

En ce qui concerne l'affranchissement des droits de timbre et d'enregistrement, nous verrons plus loin qu'il s'étend à tous les actes intéressant certaines catégories de Sociétés (art. 49 de la loi). Mais il profite à toutes les Sociétés en matière d'élections.

néanmoins qu'elles acceptent telle ou telle fonction qui peut les engager dans des responsabilités personnelles qui retentiraient forcément sur les biens du mari, conformément au droit commun, sans que celui-ci ait préalablement consenti à cela. Une femme devenue trésorière d'une Société, par exemple, comptable des sommes qu'elle a reçues, est exposée à un procès en responsabilité. Comment le mari pourrait-il être responsable des conséquences de la gestion de sa femme s'il n'a pas été appelé à donner tout d'abord son agrément aux fonctions exercées par celle-ci? (1).

Par exception à la disposition qui impose aux administrateurs des Sociétés d'être français, les administrateurs des Sociétés composées exclusivement d'étrangers pourront être des étrangers. Ces Sociétés ne peuvent, d'ailleurs, se former qu'en vertu d'une autorisation ministérielle, toujours révocable.

Les administrateurs et directeurs ne pourront être choisis que parmi les membres de la Société : cette disposition fut inspirée par le désir de préserver les Sociétés contre certains entraînements, notamment contre la menace ou l'éventualité de tutelles administratives, auxquelles elles pourraient se laisser aller.

Pourtant, les administrateurs de la Société pourront être choisis parmi les membres honoraires aussi bien que parmi les membres participants. Le législateur a sagement prévu le cas où les membres participants seraient dans l'incapacité ou dans

(1) Débats parlementaires, Chambre des Députés, 21 mai 1897. *Journ. off.* du 23 janvier 1898.

l'impossibilité d'apporter à la gestion des Sociétés les soins éclairés et fréquents qui y sont nécessaires (1).

D. Comment on forme une Société de secours mutuels

La seule formalité à laquelle soient astreintes les Sociétés de secours mutuels de tout ordre pour avoir le droit de se créer consiste essentiellement dans le dépôt contre récépissé, un mois avant le fonctionnement de la Société, à la préfecture ou à la sous-préfecture dont dépend le siège de la Société, d'un exemplaire des statuts et de la liste des noms et adresses des personnes qui, sous un titre quelconque, sont chargées de l'administration ou de la direction de la Société, jusqu'à son organisation définitive.

Le préfet ou le sous-préfet informent le maire de la commune où la Société se forme de ce dépôt. Un extrait des statuts est inséré dans le *Recueil* des actes de la préfecture et la Société peut dès lors s'organiser (2). L'assemblée générale peut se réunir et nommer un bureau définitif pour l'administration de la Société.

Les statuts déposés peuvent être rédigés avec la plus grande liberté. La loi ne leur impose, pour être valides, aucune disposition spéciale : mais elle

(1) Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies contre les administrateurs et les directeurs et punies d'une amende de 1 à 15 fr. inclusivement (Loi du 1^{er} avril 1898, art. 10, § 1).

(2) Tout changement dans les statuts doit être publié et notifié de la même manière.

exige qu'ils aient prévu toutes les diverses éventualités qui pourront se présenter, et à propos desquelles le silence des statuts pourrait constituer un danger pour la Société.

L'article 5 de la loi prescrit à cet effet que les statuts doivent déterminer :

1^o Le siège social, qui ne peut être ailleurs qu'en territoire français ;

2^o Les conditions et les modes d'admission et d'exclusion des membres, tant participants qu'honoraires ;

3^o La composition du Bureau et du Conseil d'administration, le mode d'élection de leurs membres (1), la nature et la durée de leurs pouvoirs, les conditions du vote à l'assemblée générale et du droit pour les sociétaires de s'y faire représenter ;

4^o Les obligations et les avantages des membres participants ;

5^o Le montant et l'emploi des cotisations des membres soit honoraires, soit participants, les modes de placement et de retrait des fonds ;

6^o Les conditions de la dissolution volontaire de la Société ;

7^o Les bases de la liquidation à intervenir si la dissolution a lieu ;

8^o Le mode de conservation des documents intéressant la Société ;

9^o Le mode de constitution des retraites pour lesquelles il n'a pas été pris d'engagement ferme et dont l'importance est subordonnée aux ressources de la Société ;

(1) Nous avons vu que ce vote doit avoir lieu au scrutin secret (art. 3, § 5).

10° L'organisation des retraites garanties et spécialement la fixation de leur quotité et de l'âge de l'entrée en jouissance;

11° Les prélèvements à opérer sur les cotisations pour le service spécial des retraites, lorsque, conformément à la clause précédente, les cotisations des membres honoraires ou participants devront être affectées pour partie à la constitution de retraites garanties, que ce soit au moyen d'un fonds commun ou de livrets individuels ouverts au nom des sociétaires.

Comme on le voit, la loi laisse aux Sociétés la liberté la plus entière dans le choix de leur mode de fonctionnement spécial. En principe, elle ne leur impose qu'une condition, c'est de stipuler dans leurs statuts d'une façon précise et formelle le mode et la nature des engagements qu'elles entendent prendre vis-à-vis de leurs adhérents, avec l'indication des moyens qu'elles entendent employer pour y parvenir. Nous verrons pourtant, quand nous étudierons les diverses classes de Sociétés, que la loi a su restreindre dans une mesure considérable leur capacité juridique et imposer à leur liberté d'action apparente des bornes aussi réelles qu'étroites.

E. Comment se dissolvent les Sociétés

Les Sociétés peuvent être dissoutes soit par une décision de justice, à la requête du ministère public, soit par la volonté de leurs membres.

La demande en dissolution peut être introduite par le ministère public, lorsque, à la faveur d'une

fausse déclaration ou de toutes autres manœuvres frauduleuses, on a tenté de dissimuler sous le nom de Société de secours mutuels une association ayant un autre objet ; les administrateurs et directeurs sont passibles d'une amende de 16 à 300 fr. et les juges de répression ont la faculté de prononcer la dissolution (art. 10 *in fine*).

Si, au cours de son existence, une Société était détournée de son but de Société de secours mutuels, le préfet lui donne, par un arrêté, un premier avertissement, et si dans les trois mois la Société persiste à ne point se conformer aux dispositions de la loi ou à celles de ses statuts, le ministère public introduit encore une action en dissolution devant le Tribunal civil (art. 10, § 2) (1).

Comme on le voit, la loi prévoit la dissolution forcée des Sociétés dans deux cas distincts : ou bien l'autorité administrative provoquera la dissolution d'une Société de secours constituée d'une façon régulière, mais fonctionnant irrégulièrement, et l'action se déroule devant les tribunaux civils ; ou bien des poursuites étant dirigées devant le Tribunal correctionnel contre les administrateurs d'une association qui s'est frauduleusement dissimulée sous

(1) Le ministère public introduira l'action en dissolution par un mémoire présenté au président du Tribunal, énonçant les faits et accompagné des pièces justificatives ; ce mémoire sera notifié au président de la Société, avec assignation à jour fixe.

Le Tribunal jugera en audience publique, sur les réquisitions du procureur de la République, le président de la Société entendu ou régulièrement appelé.

Le jugement sera susceptible d'appel.

L'assistance de l'avoué ne sera obligatoire ni en première instance ni en appel (Loi du 1^{er} av. 1898, art. 10).

le nom de Société de secours mutuels, les juges correctionnels, connaissant en même temps de l'action civile accessoire prononcent par un même jugement la condamnation et la dissolution de la Société



La dissolution volontaire peut résulter uniquement d'une décision de l'assemblée générale des sociétaires, convoquée spécialement à cet effet. La convocation doit indiquer le but de la réunion, où la résolution doit être prise à une majorité des deux tiers des membres présents et à la majorité des membres inscrits (art. 11).

La liquidation s'opère conformément aux règles établies à cet effet par les statuts. Dans tous les cas, aucun encaissement de cotisations ne peut plus être fait que des sommes échues au jour de la liquidation. Si elle a été ordonnée par le Tribunal, celui-ci nomme par son jugement un administrateur, qui est chargé de procéder à la liquidation définitive. Il peut prendre communication de tous les registres, procès-verbaux et pièces de toute nature.

La liquidation doit être homologuée par le Tribunal, à la diligence du procureur de la République.

Nous verrons plus tard qu'en ce qui concerne les Sociétés approuvées, l'art. 31 a établi certaines règles pour leur liquidation et la répartition du fonds social.

F. Des unions de Sociétés

L'article 8 de la loi autorise les Sociétés de se-

cours mutuels à former entre elles des unions, tout en conservant chacune leur autonomie. Ces unions ont pour but d'organiser entre les Sociétés adhérentes des services, communs et réciproques, qui peuvent se faire d'une façon d'autant plus avantageuse qu'ils s'appliquent à un nombre plus considérable d'individus.

La loi ne semble pas avoir limité le champ d'action du consortium établi entre les Sociétés de secours mutuels; il est bien évident qu'il ne peut avoir pour objet des opérations qui seraient interdites aux Sociétés qui le composent, mais il semble bien, par contre, qu'il peut s'appliquer à toutes celles qui leur sont permises, dès l'instant qu'il y a un intérêt à les faire en commun.

La loi indique cependant quelques-uns des services les plus importants que les unions pourraient organiser pour le compte des Sociétés qui les forment. Elle énumère :

1° L'organisation, en faveur des membres participants, des soins et secours médicaux ou pharmaceutiques, notamment par la création de pharmacies communes appartenant à l'Union. C'est, en somme, l'application de la coopérative de consommation à l'achat et à la préparation des remèdes ;

2° L'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les Sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment la création de caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs Sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée. Toutes les fois, en effet, que le bienfait que l'on attend de la Société de secours ne dépend pas de l'intervention ou de la

surveillance personnelle de ses membres, mais bien d'une bonne capitalisation et d'une répartition mathématique d'argent accumulé, il y aura évidemment intérêt à grouper la plus grande quantité possible de capitaux. Il y aura le même profit pour les Sociétés à s'être groupées en union que pour les individus à s'être groupés en Société, et l'avantage en retentira naturellement jusqu'à chacun des mutualistes ;

3^e Les Sociétés qui forment une union pourront s'entendre pour faciliter le passage de l'une à l'autre de ceux de leurs membres participants qui ont changé de résidence. L'une des grosses difficultés que peut rencontrer la mutualité à ses débuts consiste, en effet, dans la répugnance que peut avoir le travailleur à se lier par des engagements et en vue de profits à long terme à une Société locale, de laquelle il pourra se trouver éloigné tôt ou tard par les nécessités de son existence. Comment alors, effectuer régulièrement ses versements ? Comment obtenir les secours immédiats que peut nécessiter une maladie ou un accident ? Comment enfin faire liquider et toucher sa pension de retraite ?

La difficulté pour la Société de suivre chacun de ses membres dans les diverses conditions et les diverses résidences qu'il traverse est considérable. Or, elle serait complètement levée si, une entente étant intervenue entre diverses Sociétés, chacun des membres de l'une d'elles peut se faire inscrire aux autres quand il change de pays, tout en gardant dans la nouvelle Société la situation qui lui était attribuée dans l'ancienne, en raison de sa date d'entrée et de l'importance de ses versements.

Que le mutualiste soit muni d'un livret qui porte son compte, et que la Société qu'il abandonne verse le solde de ce compte à celle à laquelle il est amené à s'affilier, et celle-ci pourra lui rendre les mêmes services et lui servir la même rente que lui aurait donnés celle-là.

Tout particulièrement, une telle organisation pourra seule rendre possible le fonctionnement des œuvres de mutualité scolaire, dont la création se fait plus activement de jour en jour, et dont les conséquences pourraient être si intéressantes pour la vulgarisation des idées mutualistes. Il est évident que l'enfant devenu jeune homme, déraciné par les nécessités de la carrière, se détacherait vite de l'œuvre à laquelle on avait intéressé son enfance s'il était obligé de s'adresser à la caisse de l'école où il a appris à lire pour obtenir, à une distance quelquefois considérable, des secours de maladie, impossibles d'ailleurs à continuer en dehors de tout contrôle de la Société. Au contraire, la possibilité de recevoir de la caisse scolaire de l'endroit où il se trouve les secours auxquels lui donne droit le livret établi par sa Société d'origine, lui constitue une garantie durable de l'efficacité dans l'avenir des versements consentis. De même en ce qui concerne la liquidation ou le paiement des arrérages des pensions viagères de retraite ;

4^e Enfin, la loi indique encore, parmi les objets en vue desquels pourraient se former des unions, le service des placements gratuits, pour lesquels les relations de région à région sont si précieuses. Peut-être aussi les Sociétés d'une ville pourraient-elles se mettre à la disposition des ouvriers qui

font partie d'une Société éloignée pour lui procurer du travail comme aurait pu le faire sa Société, à l'image de ce que faisaient les anciens compagnons pour leurs camarades en voyage.

G. Autres dispositions communes à toutes les Sociétés

Le titre 1^{er} de la loi contient encore un certain nombre de dispositions d'ordres divers, qui sont communes à toutes les Sociétés de secours mutuels. L'article 9 de la loi admet les Sociétés de secours mutuels à contracter des assurances soit en cas de décès, soit en cas d'accidents, aux caisses d'assurances instituées par la loi du 11 juillet 1868, dans les conditions indiquées par les articles 7 et 15 de la dite loi. Elles fournissent à cet effet une liste indiquant le nom et l'âge des membres à assurer. La caisse sociale fait le versement de la prime et, chacun des membres a droit aux avantages suivants, qui sont les mêmes pour tous les participants de l'assurance collective: en cas de décès, l'assurance est faite pour une année seulement, chaque assuré qui décède pendant l'année a droit à une somme fixe qui ne peut pas dépasser mille francs; en cas d'accidents, si l'incapacité de travail est absolue, la caisse d'assurance verse à la Caisse des retraites un capital qui comprend : 1^o 320 fois la cotisation versée annuellement pour le compte de l'assuré; 2^o une somme égale provenant des ressources distinctes des cotisations; 3^o s'il y a lieu, un supplément provenant de la même source et destiné à élever le taux de la pension à 200 fr. pour une cotisation de cinq francs et 150 fr. pour une

cotisation de trois francs. L'assuré touche la rente qui correspond au capital versé d'après les tarifs de la Caisse des retraites. Si l'accident a entraîné seulement une « incapacité permanente du travail de la profession », le capital constitué ainsi que le minimum des rentes garanties sont réduits de moitié.

Cette faculté, qui était déjà accordée aux Sociétés de secours mutuels approuvées conformément au décret du 26 mars 1852, ainsi qu'aux diverses administrations publiques et établissements industriels, constitue un avantage considérable pour la petite épargne prévoyante, du fait des subventions considérables qui ont pour résultat de doubler les cotisations amassées.

Reste à savoir si, sur ce point comme sur beaucoup d'autres de la même loi, les avantages accordés par l'Etat, par le budget, à certaines espèces d'institutions, en attirant vers elles la faveur des mutualistes, ne les entraîne pas forcément dans une voie qui pourrait ne pas être la meilleure. Il est certain que si, tout en laissant aux travailleurs la liberté entière de s'organiser à leur guise pour s'assurer mutuellement, la loi donne à ceux qui ont adopté telle ou telle combinaison de préférence des gratifications considérables, il sera bien difficile à une organisation différente, et qui présenterait des avantages autres et plus considérables, de lutter avec ses propres forces et de retenir, par le seul appât d'un fonctionnement plus rationnel et plus sûr, les mutualistes auxquels s'offrent les subventions et les immunités budgétaires. Nous aurons à revenir longuement sur le

rôle, néfaste à notre sens, de la subvention de l'État en matière de prévoyance; mais il était bon de signaler en passant l'un des points que visera la critique plus générale à laquelle nous devons nous livrer dans la troisième partie de cette étude.

Une autre disposition fort importante est celle qui rend inaccessibles et insaisissables « les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets, et généralement toutes sommes et tous titres à remettre par les Sociétés de secours mutuels à leurs membres participants », à concurrence de 360 fr. par an pour les rentes et de 3,000 fr. pour les capitaux assurés.

On comprend aisément que le législateur ait voulu rendre insaisissables les épargnes accumulées par le travailleur en vue de se protéger contre un danger à venir. C'est, en effet, le seul moyen de rendre efficace la protection que celui-ci cherche dans la prévoyance que de lui garantir que les sommes auxquelles il pourra avoir droit, dans certaines éventualités, ne seront point diverties au profit d'un créancier du service qu'elles devaient rendre. Le législateur a même fait porter cette insaisissabilité sur la totalité des sommes que peuvent donner à leurs membres participants les Sociétés approuvées, si elles ne veulent se voir priver de toutes les prérogatives énoncées à l'article 28 de la loi. Nous verrons, en effet, que les Sociétés approuvées ne peuvent constituer de rentes supérieures à 360 fr. par an, ni accorder de capitaux, en cas de vie ou de décès, supérieurs à 3,000 fr. sous peine d'être privées des subventions, de la garantie de taux d'intérêt et du dégrèvement des droits de timbre et d'enregistrement.

Mais ce qui semble dépasser peut-être les limites de la protection due par la loi au travailleur, c'est d'avoir rendu incessibles les rentes et capitaux qui sont insaisissables. Que l'on protège la rente de vieillesse de l'ouvrier contre les conséquences d'une dette, qui peut fort bien n'être pas imputable à son imprévoyance ou à sa dissipation, en empêchant le créancier de saisir des arrérages qui ont un caractère strictement alimentaire, cela se comprend ; mais que l'on interdise au titulaire de la rente d'en céder le bénéfice à titre onéreux ou à titre gratuit, c'est vouloir protéger contre lui-même un homme qui, par son inscription prolongée à une Société de secours mutuels, semble bien avoir donné les preuves qu'il est capable d'une certaine prévoyance. Ne serait-il pas d'une législation plus respectueuse de la liberté et plus conforme avec les principes mêmes, de laisser au prévoyant la libre disposition d'un actif qui n'est, qui ne devrait être exclusivement que le produit de ses épargnes bien calculées et accumulées ? En ce qui concerne notamment l'assurance en cas de décès, c'est anéantir un des premiers et des plus importants profits moraux de cette précieuse institution.

L'article 13 de la loi accorde aux Sociétés qui ont satisfait aux prescriptions des articles précédents le droit d'ester en justice tant en demandant qu'en défendant. Ce droit est exercé en principe par le président ; il peut l'être par un délégué ayant mandat spécial à cet effet. Les Sociétés de secours mutuels peuvent obtenir l'assistance judiciaire aux

conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851, c'est-à-dire à charge de justifier de ce qu'elles sont dans l'impossibilité de faire les avances de frais nécessaires.

* * *

L'article 7 oblige les Sociétés à fournir au Ministère de l'intérieur, par l'intermédiaire des préfets, dans les trois premiers mois de chaque année, une statistique établissant leur effectif, le nombre et la nature des cas de maladies relevées parmi leurs membres, telle qu'elle est prescrite par la loi du 30 novembre 1892. Cette déclaration a pour but de renseigner l'administration sur les maladies épidémiques et contagieuses.

* * *

Enfin, l'article 10 édicte contre les administrateurs et les directeurs des Sociétés une amende de 1 à 15 francs pour les infractions aux dispositions de la loi. Il fallait bien, en effet, donner à la loi une sanction distincte de la dissolution de la Société, dont nous avons déjà parlé, et qui ne doit être appliquée que dans les cas où le fonctionnement de l'institution est radicalement vicié. Il fallait aussi que cette sanction soit bénigne et en proportion des infractions possibles. La loi, en formulant une pénalité spéciale, dispense le ministère public d'invoquer contre les Sociétés qui fonctionneraient irrégulièrement les dispositions beaucoup plus sévères des art. 291 et suivants du Code pénal (1).

* * *

(1) Chambre des Députés, séance du 30 mai 1896. Amendement J. Goujon.

Nous voici arrivés au terme de la première partie de la loi. Jetons un regard en arrière sur l'œuvre contenue dans ces 13 articles initiaux. La loi a défini comment pourront s'organiser des associations ayant pour but de couvrir leurs membres contre les différents risques qu'elle a énumérés. Elle a déterminé le champ de leur action et leur a imposé certaines règles dictées par le souci de protéger les intéressés envers lesquels elles s'engagent. La loi accorde à ces associations une personnalité civile, en leur permettant de demander ou de défendre en justice. Il semble bien qu'il ne reste plus grand chose à faire. La loi paraît, par la largeur avec laquelle est conçu son article 5, laisser toute liberté aux Sociétés dans le choix des moyens à employer pour remplir les divers buts qu'elles se proposent. Tout au plus pourrait-on établir un comité consultatif destiné à guider les Sociétés dans leur placements et leurs combinaisons, et aussi un contrôle officiel des opérations, qui constituerait une garantie pour les participants de la bonne gestion de leurs administrateurs.

Et de fait, si une Société veut se former tout simplement en conformité avec les dispositions que nous avons relatées jusqu'ici, elle peut le faire. La loi ne contiendra plus, en ce qui la concerne, qu'un certain nombre de dispositions restrictives de sa capacité juridique.

Cependant, la loi libérale de 1898, à côté de ces Sociétés qu'elle appelle Sociétés libres, a créé deux autres catégories de Sociétés dites approuvées et reconnues comme d'utilité publique, auxquelles elle accorde toute une série de prérogatives considé-

rables. Indépendamment même des subventions et des décharges de droits qui leur sont attribuées à l'exclusion des Sociétés libres, leur capacité de posséder ou d'aliéner est singulièrement plus étendue. Elles peuvent accomplir toute une série d'actes qui sont interdits aux Sociétés libres.

Nous aurons à expliquer maintenant la nature et les causes de cette distinction, sauf à nous demander plus tard si les conséquences en sont ou non légitimes et louables.

CHAPITRE IV

ETUDE DE LA LOI (*Suite*)

LES TROIS CATÉGORIES DE SOCIÉTÉS

Il existe trois catégories de Sociétés de secours mutuels :

- 1° Les Sociétés libres ;
- 2° Les Sociétés approuvées ;
- 3° Les Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Nous savons déjà qu'aucune différence essentielle n'existe entre elles. Leur but est le même, et de même étendue, les règles de leur organisation sont les mêmes ; mais il existe entre elles des différences de deux ordres distincts : tout d'abord, leur capacité juridique est différente ; en second lieu, le mode et la quotité des avantages qu'elles peuvent garantir à leurs membres ne sont pas les mêmes.

I. SOCIÉTÉS LIBRES

Les Sociétés libres ont le droit d'organiser au profit de leurs membres tous les services prévus par l'art. 1^{er} de la loi. Aucun mode d'opérer ne leur est imposé. Aucune limite n'est posée au chiffre des secours ou des pensions qu'elles s'engagent à servir.

Mais elles ne peuvent faire, pour atteindre ce résultat si vaste, que « des actes de simple administration » (art. 15).

Voici quelle est l'énumération, limitative bien entendu, que donne l'article unique consacré à ces Sociétés, des actes qu'elles peuvent accomplir :

Elles peuvent, naturellement, recevoir et employer les sommes provenant des cotisations de leurs membres, tant honoraires que participants.

Elles peuvent posséder des objets mobiliers, prendre des immeubles à bail pour l'installation de leurs services.

Elles peuvent même acquérir ceux de ces immeubles qui seraient « exclusivement affectés à leurs services ».

Elles peuvent recevoir, avec l'autorisation administrative, les dons et legs *mobiliers* (1). Mais si l'emploi n'en a pas été indiqué par le donateur ou testateur, il sera prescrit par le décret ou arrêté d'autorisation (2).

Elles peuvent enfin recevoir des dons ou legs immobiliers, mais *à charge de les aliéner* et après en avoir obtenu l'autorisation administrative par voie de décret.

(1) « Les Sociétés libres et unions de Sociétés libres peuvent, avec l'autorisation du préfet, recevoir des dons et legs mobiliers.

« Toutefois, si la libéralité est faite à une Société dont la circonscription comprend des communes situées dans des départements différents, il est statué par un décret. S'il y a réclamation des héritiers du testateur, il est statué par un décret du président de la République, le Conseil d'Etat entendu (art. 15, § 2 et 3) ».

(2) « Les ordonnances ou arrêtés d'autorisation déterminent, pour le plus grand bien des établissements, l'emploi des sommes données, et prescriront la conservation ou la vente des effets mobiliers lorsque le testateur ou le donateur auront omis d'y pourvoir (Ordonnance du 2 avril 1817, art. 4) ».

Mais elles ne peuvent acquérir aucun immeuble, sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité sauf, comme nous l'avons dit, ceux exclusivement affectés à leurs services (1).

Sous ces réserves, les Sociétés libres auront le droit de faire à leurs membres telles promesses qu'elles voudront. Elles pourront employer, pour arriver à les tenir, les moyens les plus librement choisis. Dotées d'une richesse uniquement mobilière, elles pourront l'employer et la faire travailler sans autre contrôle que l'habileté de leurs directeurs et les décisions de l'assemblée générale des membres.

Il semble qu'en ce qui concerne cette catégorie de Sociétés, le législateur ait fait à la fois le rôle de l'Etat trop étendu et trop restreint.

Pourquoi interdire à ces Sociétés la faculté d'acquérir, de vendre, d'échanger des immeubles, ce qui constitue évidemment une opération utile au point de vue des placements, puisque la même loi (art. 20) autorise les Sociétés approuvées à y employer les trois quarts de leur avoir?

Serait-ce parce que ces placements présentent un certain aléa par suite des fluctuations possibles de la valeur des immeubles? Assurément non, puisque l'on n'a point songé à limiter les Sociétés libres dans le choix de leurs placements mobiliers, dont la valeur peut s'anéantir presque complètement dans un mouvement de la Bourse?

Faut-il donc considérer cette incapacité, qui peut

(1) « La nullité sera prononcée en justice, soit sur la « demande des parties intéressées, soit d'office, sur les « réquisitions du ministère public » (art. 15, *in fine*).

gêner les Sociétés en leur interdisant des profits certains, comme la peine d'avoir dédaigné une approbation administrative qu'on n'aurait pas pu leur refuser, et, avec elle, la série des avantages et des immunités qui lui étaient attachés? On le croirait presque, en lisant dans le rapport de M. Lourties, que nous avons déjà cité : «... On ne comprend pas comment les Sociétés civiles pourraient hésiter un seul instant à demander l'approbation, qui est de droit, à ces conditions si simples et si modestes, et qui leur confère, avec la jouissance de la personnalité civile, le droit aux subventions de l'Etat (1). »

On ne peut trouver de raisons légitimes d'avoir restreint à ce point la capacité de Sociétés, qui sont le type général de la Société de secours mutuels et qui resteront forcément l'exception, par suite de l'inégalité de traitement entre elles et les Sociétés autorisées (2).

Il semble qu'il eût mieux valu donner une entière liberté d'action aux Sociétés et établir un contrôle sérieux de la manière dont elles organisaient leurs opérations et remplissaient leurs engagements. Aucun moyen de connaître la situation financière

(1) Rapport Lourties, p. 44.

(2) A la séance de la Chambre du 30 mai 1896, M. Dussaussy présenta l'amendement suivant à l'art. 15 :

« Les Sociétés libres peuvent acquérir, vendre, échanger, hypothéquer, recevoir des biens immobiliers et faire tous autres placements de fonds permis aux Sociétés autorisées ou déclarées d'utilité publique. Elles peuvent prendre des hypothèques ».

L'amendement combattu par le rapporteur, M. Audiffred, fut repoussé.

des Sociétés libres n'a été établi. Aucun moyen, par conséquent, de savoir l'instant où elles sortent des voies raisonnables pour aventurer les intérêts de leurs adhérents. Il semble bien que l'on aurait pu prescrire aux Sociétés libres le dépôt annuel d'un compte rendu de leur fonctionnement analogue à ceux que l'article 23 et l'article 29 imposent aux Sociétés libres. Si nous désirons que l'Etat s'abstienne de faire tout ce que l'initiative privée est à même d'édifier, tout au moins nous considérons qu'il est pour lui de stricte obligation de veiller au sort d'institutions bienfaisantes et de leur imprimer, par des encouragements et des inhibitions appropriés, la direction utile sur laquelle leurs administrateurs pourraient être insuffisamment renseignés.

Il semble malheureusement que les législateurs aient laissé de côté et dans l'ombre cette catégorie de Sociétés, considérant que les avantages accordés aux Sociétés approuvées étaient suffisants pour que toutes se décident à demander l'approbation. Cependant, cette approbation, qui est de droit, impose aux Sociétés qui l'ont obtenue des restrictions telles qu'elles paraissent, aux yeux de beaucoup de mutualistes, ne pas être payées par les avantages de tous ordres qui y sont attachés (1). Les conditions d'âge et de temps d'inscription imposées aux bénéficiaires des retraites ou des allocations annuelles (art. 23 et 25 de la loi) peuvent être impossibles à accorder avec les besoins qu'une Société

(1) Le nombre des Sociétés approuvées était, au 31 décembre 1897, de 8.211. Il est devenu, au 31 décembre 1898, de 8.572. Les Sociétés libres ont, dans le même laps de temps, passé de 3.144 à 3.253.

donnée aura à prévoir. De même, la limite maxima que l'art. 28 impose aux capitaux assurés, aux rentes viagères et aux indemnités journalières peut paraître insuffisante à beaucoup de classes de travailleurs, auxquels cependant la mutualité est indispensable.

Et il faut bien que ces raisons et d'autres du même ordre soient sérieuses pour qu'un si grand nombre de Sociétés s'abstiennent de réclamer une approbation qu'on ne pourrait pas leur refuser et qui leur accorderait de si précieux privilèges (1).

En résumé, en formulant les règles de la Société de secours mutuels pure et simple, appliquant la mutualité et fonctionnant par ses propres forces, la loi lui a fait, en dépit des déclarations libérales des commissions parlementaires, une situation inférieure qui pourrait lui rendre inabordable le problème qu'elle est destinée à résoudre. C'est un cadeau amèrement ironique que celui d'une absolue liberté qui n'est pas accompagnée des moyens d'en user !

II. SOCIÉTÉS APPROUVÉES

Après avoir réglé dans son art. 15 le sort des Sociétés libres, la loi du 1^{er} avril 1898 consacre les 16 articles de son titre III^e aux Sociétés approuvées. Cette seule disparité montre assez que le législateur a voulu considérer les Sociétés de cette seconde catégorie comme le modèle à proposer aux mutualistes. Mais cette idée est d'ailleurs amplement confirmée par le fait qu'aux seules Sociétés approuvées l'État réserve son concours financier. Et nous ver-

(1) Cf. p. 100 et 101.

rons, au cours des pages qui vont suivre, combien cet appoint est considérable.

A. L'approbation

La qualité de Société approuvée est soumise à deux ordres de conditions: les unes nécessaires pour obtenir l'approbation, les autres pour la conserver.

Pour devenir Sociétés approuvées, il faut et il suffit que les Sociétés de secours mutuels obtiennent un arrêté ministériel approuvant leurs statuts.

L'approbation ne dépend plus du bon vouloir administratif, l'obtention en est de droit pour les Sociétés, sous la seule condition que leurs statuts soient en conformité avec les dispositions de la loi, et qu'ils prévoient des recettes proportionnées aux dépenses pour la constitution des retraites garanties ou des diverses assurances en cas de vie, de décès ou d'accident.

Dans les trois mois de la demande d'approbation, un décret doit intervenir pour l'accorder ou la refuser. Dans ce second cas, le refus doit être motivé par une infraction aux lois et notamment par l'inobservation de la règle que nous venons d'énoncer relativement à la proportionnalité des ressources et des engagements.

La loi accorde une sanction à ce droit qu'ont les Sociétés d'obtenir l'approbation administrative en créant à leur profit un recours devant le Conseil d'Etat contre une décision défavorable du ministre (1).

(1) Ce recours sera dispensé de tout droit ; il pourra être formé sans ministère d'avocat (art. 16, § 6).

Tout changement de statuts d'une Société approuvée doit

« La loi (1) ne poursuit qu'un but : exiger que les
« engagements pris soient tenus ; que chaque socié-
« taire obtienne non plus une espérance pouvant
« devenir illusoire, mais qu'il ait une absolue cer-
« titude de recevoir soit l'indemnité de maladie,
« soit la pension de retraite, soit pour lui le capital
« garanti en cas de survie, pour ses ayants droit
« ce capital en cas de décès.

« Aucune autre condition n'est requise pour
« l'approbation.

« On ne saurait évidemment réclamer moins ».

Les conditions requises pour l'obtention de l'approbation sont donc aussi réduites que possible ; mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que dès l'instant où elle est entrée dans la catégorie où elle aspirait à se ranger, la Société se trouve soumise par cela même à une série nouvelle de dispositions spéciales auxquelles elle devra se soumettre, sous peine de se voir retirer l'approbation et de retomber dans la condition des Sociétés libres.

Nous indiquons seulement ici quelques-unes de ces règles spéciales que nous étudierons à leur temps, pour montrer qu'indépendamment des conditions requises pour obtenir l'approbation il en est d'autres requises pour la conserver.

L'article 5 demande aux statuts de déterminer les

être l'objet d'une nouvelle demande d'approbation, et aucune modification statutaire ne peut être mise à exécution si elle n'a pas été préalablement approuvée.

Il sera procédé pour les changements dans les statuts comme en matière de statuts primitifs pour tout ce qui concerne les dépôts, les délais et les recours (art. 16, § 7 et 8).

(1) Rapport Cuvinot au Sénat (1892) (Annexe n° 130, *J. off.* du 14 décembre 1892, p. 352.).

modes de placement et de retrait de leur fonds, ainsi que leur emploi, en leur laissant toute liberté dans le choix de cet emploi. Mais, en ce qui concerne les Sociétés approuvées, la liberté du choix n'existe plus. L'article 20 énumère les modes d'emploi qu'elles devront seuls adopter.

De même en ce qui concerne les avantages des participants, pour lesquels les articles 23, 25 et 28 établissent des limites d'âge et de chiffres.

De même encore pour les bases de la liquidation à intervenir en cas de dissolution volontaire, qui sont déterminées impérativement par l'article 31.

On comprend moins après cette remarque que M. Cuvinot, dans le rapport (1) que nous venons de citer, ajoute : « La liberté des Sociétés est respectée
« dans ses plus extrêmes limites. Il n'y a donc plus
« lieu, comme on l'a fait longtemps (2), de demander
« pour les Sociétés libres, connues autrefois sous le
« nom de Sociétés autorisées, les mêmes avantages
« que pour les Sociétés approuvées. Le législateur
« n'intervient que pour assurer l'exécution des
« engagements librement contractés, lorsque ces
« engagements ont été pris pour garantir l'épargne,
« conserver le patrimoine des sociétaires, prévenir
« une faillite certaine. Réduites à ce minimum, les
« exigences de la loi ne peuvent plus retenir per-
« sonne, et les Sociétés de secours mutuels les plus
« jalouses de leur indépendance ne peuvent plus
« avoir de raisons de refuser une approbation don-
« née dans ces conditions. »

(1) Rapport de M. CUVINOT au Sénat (annexe n° 130, *J. Off.*, du 14 décembre 1892, p. 352).

(2) Voir la note page 124.

En résumé, la loi impose comme condition aux Sociétés qui demandent l'approbation de se mettre tout d'abord dans les conditions exigées de toutes les Sociétés, et de se soumettre ensuite à la série de restrictions spéciales qui leur seront applicables en tant que Sociétés approuvées. C'est, semble-t-il, ce dont aucun des nombreux rapporteurs de la loi ne s'est rendu compte, et c'est ce qui a fait traiter avec une réelle partialité les Sociétés qui prétendent rester complètement libres; nous comprenons assez pourquoi.

Nous étudierons, en même temps que le contrôle de l'État sur les Sociétés approuvées, les formes du retrait de l'approbation.

B. Condition des Sociétés approuvées. — Leur capacité juridique.

Le *Rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels pendant l'année 1898*, dans ses considérations générales sur l'état de la législation, comparant les Sociétés libres avec les anciennes Sociétés autorisées qu'elles ont remplacées, dit (1):
« Les Sociétés autorisées n'avaient aucune person-
« nalité civile, elles ne pouvaient ester en justice;
« elles n'avaient ni le droit de recevoir des dons et
« legs, ni celui d'acquérir des immeubles. Les Socié-
« tés libres jouissent d'une certaine capacité civile ».

En ce qui concerne les Sociétés approuvées, la loi est allée plus loin. Sans formuler expressément, comme le faisait l'art. 14 du texte voté par le Sénat en 1892, que l'approbation donne, aux Socié-

(1) P. XIV.

tés qui l'ont reçue, la personnalité civile, le texte promulgué leur accorde une série de capacités dont l'ensemble constitue une personnalité fort étendue, et que nous allons avoir à énumérer successivement.

Tout d'abord, les Sociétés approuvées jouissent des mêmes droits que les Sociétés libres et unions de Sociétés libres (art. 16, § 1).

Elles ont, de plus, les prérogatives suivantes: Elles peuvent recevoir, sous réserve bien entendu de l'autorisation du Conseil d'État, des dons et legs immobiliers, et peuvent être autorisées à conserver ces immeubles par le décret qui en autorise l'acceptation. Si le décret ordonne l'aliénation, il en prescrira également les formes et les délais, qui pourront être prorogés en cas de nécessité (art. 17).

Les Sociétés et unions de Sociétés approuvées peuvent, comme les Sociétés libres, acquérir les immeubles nécessaires soit à leurs services d'administration, soit à leurs services d'hospitalisation. Elles doivent être autorisées par décret rendu en Conseil d'État.

Elles peuvent « posséder des objets mobiliers » et notamment des valeurs de placement; mais leurs placements ne pourront être effectués que dans les limites de la liste suivante: dépôt aux Caisses d'Épargne et à la Caisse des Dépôts et Consignations; rentes sur l'État, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'État; obligations des départements ou des communes, du Crédit Foncier de France ou des Compagnies françaises de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêts de l'État (art. 20).

Elles peuvent, en outre, posséder, acquérir, vendre ou échanger des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir (1).

Les titres au porteur appartenant aux Sociétés de secours mutuels approuvées sont déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations, qui est chargée de l'encaissement des arrérages, coupons et primes de remboursement de ces titres.

Enfin, les Sociétés approuvées ont le bénéfice des subventions que l'État, les départements ou les communes sont tenus de leur accorder sous diverses formes.

Comme on le voit, la personnalité civile des Sociétés de secours mutuels comprend presque tous les droits qui pourraient échoir à une Société civile ou commerciale dûment constituée. Tous les actes juridiques leur sont permis, sous la réserve des autorisations de l'administration, sous la tutelle de laquelle elles se sont placées, et de l'approbation de la majorité de leurs membres.

C. Les ressources des Sociétés approuvées

L'actif des Sociétés qui ont fait approuver leurs statuts s'alimente par deux sources distinctes : la contribution propre de la Société et la contribution de l'État.

Le premier ordre de ressources comprend les

(1) Pour être valables, ces opérations devront être votées à la majorité des trois quarts des voix par une assemblée générale extraordinaire, composée au moins de la moitié des membres de la Société présents ou représentés (art. 20, § 3).

cotisations (1) et amendes (2) versées par les membres honoraires et participants, conformément au barème établi dans les statuts, et le produit des libéralités dont la Société a pu être l'objet (3).

Dans la deuxième catégorie de l'actif, nous avons à ranger les diverses remises ou bonifications auxquelles les Sociétés approuvées ont droit, savoir :

1^o Les locaux nécessaires aux réunions, les livres et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité que les communes ou, à leur défaut, les départements sont tenus de fournir aux Sociétés qui le demandent (4);

2^o La remise des deux tiers du montant des taxes municipales sur les convois dont les Sociétés peuvent avoir à supporter les frais aux termes des statuts, dans les villes où ces taxes existent;

3^o L'exemption des droits de timbre et d'enregistrement qui est applicable à tous les actes intéressant les Sociétés approuvées, aux reçus des cotisations, aux reçus des sommes versées aux pensionnaires, ainsi qu'aux registres à souche qui constatent le paiement des indemnités journalières de maladie, ainsi qu'aux certificats, actes de notoriété et autres pièces relatives aux assurances ou

(1) Le produit, en 1898, des cotisations et droits d'entrée a été, pour les Sociétés approuvées, de 20.832.171 fr. 71.

(2) Le produit des amendes a été de 480.756 fr. 89, soit en moyenne 0 fr. 39 par membre participant.

(3) Le montant des libéralités diverses a été de 2.253.217 fr. 30.

(4) Dans le cas où la Société s'étend sur plusieurs communes ou sur plusieurs départements, cette obligation incombe d'abord à la commune dans laquelle est établi le siège social, ensuite au département auquel appartient cette commune (art. 18, § 1).

contrats de retraites que les Sociétés auraient contractés avec la Caisse nationale d'assurances ou avec la Caisse nationale des retraites (1);

4^e La garantie d'un minimum d'intérêt de 4 1/2 pour cent aux fonds déposés par les Sociétés approuvées à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit en compte courant, soit comme fonds de retraites.

C'est là une des dispositions capitales de la loi, par les conséquences économiques et budgétaires qu'elle entraîne; il est nécessaire d'en indiquer d'une façon précise l'application et la portée.

L'article 13 du décret-loi du 26 mars 1852 décidait que lorsque les fonds réunis dans la caisse d'une Société de secours mutuels approuvée excéderaient un certain chiffre (2), l'excédent serait versé à la Caisse des Dépôts et Consignations, et que le taux de l'intérêt des sommes déposées serait de 4 1/2 pour cent par an.

Le décret du 26 avril 1856, en instituant un fonds de retraites au profit des Sociétés approuvées, étendit (art. 2) la garantie de ce taux d'intérêt aux sommes qui constituaient ce fonds de retraites, qu'elles provinssent de la dotation des Sociétés de secours mutuels, des contributions versées par les Sociétés elles-mêmes ou des libéralités dont le fonds de retraites pourrait être l'objet.

(1) Ces dernières pièces devront, de plus, être délivrées gratuitement, conformément à l'art. 19 de la loi du 41 juillet 1868 et à l'art. 24 de la loi du 20 juillet 1886. — L'exemption des droits du Trésor n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles, et immeubles, soit entre vifs, soit par décès (art. 19, § 3).

(2) 1.000 fr. si la Société est de moins de cent membres;
3.000 fr. si elle comprend plus de cent membres.

L'article 5 du même décret de 1853 dit que « les pensions seront servies par la Caisse nationale des retraites ».

Or, de 1852 à 1861, la Caisse nationale des retraites capitalisait à 5 %; de 1861 à 1873, la capitalisation fut réduite à 4 1/2 %, pour recommencer à 5 % jusqu'en 1886.

La loi du 20 juillet 1886 décida, par son article 12, que le taux d'intérêt serait fixé au mois de décembre de chaque année pour l'année suivante par un décret du Président de la République, en tenant compte du taux moyen des placements effectués par la Caisse au cours de l'année écoulée. C'est ainsi que depuis 1886 le taux de l'intérêt fut réduit à 4 %. Le décret du 27 décembre 1891 le réduisit, pour 1892, à 3 1/2 %, taux qui s'est maintenu jusqu'à ce jour.

Dans ces conditions, les Sociétés n'ont point hésité; au lieu de s'adresser à la Caisse des retraites, elles ont mieux aimé bénéficier du taux d'intérêt de 4 fr. 50 % servi aux fonds libres déposés à la Caisse des dépôts et consignations, et servir les arrérages de leurs pensions sur les intérêts de ce fonds libre.

A chacun des retours du projet de la loi de 1898 devant l'une des deux Chambres, cette question du taux de l'intérêt fut l'objet de longues discussions.

Il semblait constant tout d'abord que l'Etat ne pouvait guère revenir sur les engagements pris en 1852 envers les Sociétés de secours mutuels, comme l'un des bénéfices de la condition de Société approuvée. Mais comment combler le vide inévitablement croissant entre le taux nécessaire de 4 1/2 % et le

taux réel des placements, qui va sans cesse en diminuant, et que l'affluence dans les caisses de l'Etat des sommes appartenant aux Sociétés autorisées qui demanderaient l'approbation, devait encore avilir ?

Le premier moyen consiste à décréter purement et simplement la fixité légale du taux de l'intérêt; le second à verser par voie de subvention, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, la différence entre le taux réel de sa capitalisation et celui de 4 1/2 % que l'Etat s'est engagé, en 1852, à fournir aux mutualistes; soit à la Caisse nationale des retraites, une majoration des capitaux versés par les Sociétés pour constituer des pensions, de manière à produire une augmentation de la rente versée par la Caisse.

Quel que soit le moyen employé, il aboutit toujours à une contribution annuelle de l'Etat, car la garantie que la Caisse des dépôts versera aux mutualistes un intérêt supérieur à celui qu'elle a elle-même retiré de leur argent, aboutit à une diminution des bénéfices qu'elle produit et, par conséquent, à une moins-value dans les ressources du budget.

La discussion à laquelle se livra le Parlement aboutit à une solution mixte ainsi formulée :

« Le compte courant et le fonds commun (c'est-à-dire la totalité des sommes déposées par les Sociétés à la Caisse des Dépôts et Consignations) portent intérêt à un taux égal à celui de la Caisse nationale des retraites.

« La différence entre le taux fixé par le paragraphe précédent et le taux de 4 1/2 % déter-

« miné par le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856 sera versée, à titre de bonification, à chaque Société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la Caisse des Dépôts et Consignations (fonds libres et fonds de retraites) au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du Ministère de l'Intérieur. » (Art. 21, § 7 et 8).

L'apport de l'Etat, pour ce chef, s'est élevé à 821,908 fr. 94 pour les trois derniers trimestres de 1898, et l'on doit prévoir qu'il ira sans cesse en augmentant, suivant la même proportion que l'avoir des Sociétés elles-mêmes (1).

5° Les ressources des Sociétés approuvées comprennent encore le produit des subventions annuelles et des arrérages du fonds de dotation.

On sait qu'un fonds spécial de dotation a été constitué aux Sociétés de secours mutuels *approuvées*, par les décrets du 22 janvier et 27 mars 1852, au capital de 10,000,000 fr. Sur ce fonds, quatre répartitions furent faites de 1853 à 1856, pour encourager la création des Associations de prévoyance; elles montèrent ensemble à 1,208,040 fr.

En 1860, les capitaux disponibles furent employés à l'achat de rente 3 %; en 1874, 1875, 1876, 1880 et 1882, de nouvelles acquisitions de rentes 3 % furent faites avec l'excédent des revenus annuels, de telle sorte qu'aujourd'hui le revenu annuel du fonds de dotation est de 510.000 fr.

A cette somme, vient s'ajouter chaque année un crédit inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur, et qui s'est élevé, entre 1881 et 1898, de 160.000 fr.

(1) Sur toute cette discussion, voir le Rapport Lourties, déjà cité, p. 49 et suivantes.

à 810.000 fr. Il est vrai que cette somme n'a pas été dépensée intégralement, et qu'au 31 décembre 1898, « le capital disponible produit par le revenu de la « dotation et le reliquat des crédits budgétaires. « défalcation faite des dépenses des exercices antérieurs, s'élevait à 2.328.540 fr. 96 » (1).

Enfin, en dehors des subventions budgétaires, le Parlement a voté chaque année, depuis 1894, des crédits spéciaux variant de 400.000 fr. jusqu'à 1.200.000 fr. pour la majoration des pensions constituées dans l'année par les Sociétés approuvées.

L'article 26 de la loi prescrit que le montant de ces arrérages et subventions sera employé à accorder aux Sociétés approuvées des allocations : 1^o pour encourager la formation des pensions de retraite à l'aide du fonds commun ou du livret individuel ; 2^o pour bonifier les pensions dont le montant, y compris la subvention de l'État, ne dépassera pas 360 fr. ; 3^o pour donner, en raison du nombre de leurs membres, des subventions aux Sociétés qui ne constituent pas de retraites (2).

(1) Rapp. sur les opér. des Sociétés de secours mutuels pendant l'année 1898, p. 129.

(2) Pour chacune de ces affectations, la répartition du crédit aura lieu dans les proportions et suivant les barèmes arrêtés par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil supérieur (art. 26, § 2).

Voici comment le titre IV de la loi organise ce Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels :

Art. 34. Il est institué, près le Ministère de l'Intérieur, un Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels ; ce Conseil est composé de 36 membres, savoir :

Deux sénateurs élus par leurs collègues ;

Deux députés élus par leurs collègues ;

Deux conseillers d'État élus par leurs collègues ;

6^e Les Sociétés approuvées bénéficient encore des 3/5 du montant des comptes prescrits des Caisses d'Épargne, qui leur sont distribués à titre de subvention par application de l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895.

7^e Enfin, la dotation s'augmente encore des subventions restituées par les Sociétés dissoutes et du reliquat de leur actif après la répartition prescrite par l'article 31 de la loi.

En somme, c'est une coopération de près de qua-

Un délégué du Ministre de l'Intérieur;

Un délégué du Ministre de l'Agriculture;

Un délégué du Ministre du Commerce;

Un membre de l'Académie des Sciences morales et politiques désigné par l'Académie;

Un membre du Conseil supérieur du travail nommé par ses collègues;

Deux membres agrégés de l'Institut des actuaires français désignés par le Ministre de l'Intérieur;

Le Directeur général de la comptabilité au Ministère des Finances;

Le Directeur du mouvement général des fonds au même Ministère;

Le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations;

Un membre de l'Académie de Médecine désigné par l'Académie et un représentant des Syndicats médicaux élu par les délégués de ces Syndicats;

Dix-huit représentants de Sociétés de secours mutuels, dont six appartenant aux Sociétés libres, élus par les délégués des Sociétés.

Tous les membres sont nommés pour 4 ans, leurs pouvoirs sont renouvelables, leurs fonctions sont gratuites. Le Ministre de l'Intérieur est président de droit du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels.

Le Conseil choisit parmi ses membres ses deux vice-présidents et son secrétaire. Il est convoqué par le ministre compétent au moins une fois tous les six mois, et toutes les fois que cela lui paraîtra nécessaire.

tre millions que l'État a versés aux Sociétés approuvées en 1898. Et ce chiffre ne comprend point les sommes auxquelles il a renoncé par les diverses exonérations de droits que nous avons mentionnées. Les recettes provenant des seuls mutualistes se sont élevées dans la même année à 26 733 802 fr.

C'est donc environ 15 % que représente la part fournie par l'Etat dans les charges totales des Sociétés approuvées, les Sociétés libres ne recevant rien, sous quelque forme que ce soit.

D. L'emploi des fonds

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer que les Sociétés approuvées avaient la capacité d'acquérir et de posséder des immeubles et des valeurs mobilières. Nous savons aussi que l'Etat leur garantit un intérêt de 4 1/2 % pour les sommes qu'elles auront déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations, *soit en compte courant, soit au fonds commun*. Ceci mérite explication.

L'art. 13 du décret du 26 mars 1852 prescrivait le versement à la Caisse des Dépôts et Consigna-

Il reçoit communication des états statistiques et des comptes rendus de la situation financière fournis par les Sociétés de secours mutuels, ainsi que des inventaires au moins quinquennaux et des autres documents fournis par les Sociétés de secours mutuels, en exécution des articles 8, 28 et 29 de la loi.

Il donne son avis sur toutes les dispositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des Sociétés de secours mutuels et notamment sur le mode de répartition des subventions et secours qui seront attribués sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions pour les retraites constituées soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide de livrets individuels.

tions de l'excédent d'actif des caisses des Sociétés approuvées quand il dépassait 1,000 ou 3,000 fr., suivant les cas. L'intérêt de ces sommes était fixé à 4 1/2 % par an.

Le décret du 26 avril 1856 créa un fonds de retraites inaliénable au profit des Sociétés approuvées qui prendraient l'engagement de consacrer elles-mêmes à ce fonds une partie de leur capital de réserve.

Les Sociétés qui adhèrent à cette combinaison avaient donc un actif divisé en deux parts. L'une, disponible, destinée à assurer les divers services de la Société (paiement des indemnités et des secours, versement d'arrérages de pensions); l'autre, qui devenait inaliénable et qui devait servir exclusivement à la constitution de pensions servies par la Caisse générale des retraites pour la vieillesse (art. 5 du décret du 26 avril 1856).

Lorsque les auteurs de la loi de 1898 en vinrent à aborder cette question, ils voulurent y apporter l'esprit libéral qui les avait guidés dans presque toutes les autres. Ils décidèrent, en ce qui concerne les fonds disponibles des Sociétés, qu'ils continueraient à être conservés par la Caisse des Dépôts et Consignations (1).

Les Sociétés approuvées seront libres dorénavant de constituer ou non un fonds commun inaliénable destiné à l'alimentation des retraites. Si elles en

(1) La Caisse des Dépôts et Consignations aura la faculté de faire emploi des fonds versés aux comptes ci-dessus désignés (fonds libres et fonds de retraites) dans les mêmes conditions que pour les fonds des Caisses d'épargne (art. 21 *in fine*).

créent un, elles pourront le placer soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit en immeubles ou valeurs mobilières, conformément aux art. 17 et 20 de la loi, soit à la Caisse des retraites.

Mais les Sociétés qui avaient, antérieurement à la loi de 1898, un fonds commun inaliénable ne pourront pas le supprimer. On en comprend aisément la raison. Le fonds commun est le résultat des prélèvements annuels opérés sur les recettes de la Société pendant un laps de temps qui peut être considérable. Il n'est donc pas, à proprement parler, la propriété des membres qui composent la Société à un moment donné, mais bien plutôt celle de cet être impersonnel et tout de raison qui s'appelle la « SOCIÉTÉ ». Les membres actuels l'ont reçu de leurs prédécesseurs, ils l'ont grossi de leur apport, mais ils devront le transmettre à leurs successeurs sans avoir le droit d'en disposer, comme une sorte de bien de main-morte.

De même les Sociétés qui auront créé un fonds commun, conformément à la faculté que leur en donne la nouvelle loi, ne pourront plus l'anéantir.

Cette disposition n'est pas sans prêter à des critiques sérieuses. La possibilité même de créer, dans une Société de secours mutuels, un fonds inaliénable distinct des réserves disponibles que la Société doit constituer en vue de ses engagements à terme, soulève de graves objections. Voici en quels termes elles sont résumées par M. Lourties (1), d'après le rapport officiel présenté en 1893 au Ministère de l'Intérieur par M. Marie, au nom de la commission de comptabilité statistique et financière des Sociétés de secours mutuels :

(1) Rapport au Sénat, p. 65 et 66.

« Il n'est pas douteux que la création d'un *fonds social inalienable* dépend uniquement du rapport entre les ressources, tant ordinaires qu'extraordinaires d'une part, et d'autre part, les sommes attribuées aux participants, sous forme d'indemnités immédiates ou de réserves garantissant les indemnités futures, lesquelles sont la propriété des sociétaires qui ont contribué à leur formation et doivent être dépensées pour tenir envers chacun d'eux les engagements pris par l'association, tandis que les fonds sociaux inaliénables appartiennent à la Société tout entière, être impersonnel. La vérité, c'est que la création des fonds sociaux ne peut être obtenue qu'au détriment des participants actuels, puisqu'elle est due aux économies réalisées sur les ressources disponibles. Les Sociétaires présents font ainsi, volontairement ou inconsciemment, œuvre de charité à l'égard des participants futurs.

« Or, dans bien des Sociétés, les ressources sociales ne suffisent presque jamais à indemniser complètement les sociétaires. C'est même cette insuffisance qui conduit tant de Sociétés au déficit et à la réduction ultérieure des avantages accordés aux premiers participants. Les économies que l'on prélève sur ces ressources ne sont donc pas prises sur un superflu; elles viennent, au contraire, réduire la part, déjà trop faible, des malheureux qui ont eu la prévoyance de verser les modiques cotisations destinées à leur procurer l'aide dont ils peuvent avoir besoin. Ce n'est pas le véritable but de la mutualité, qui consiste à répartir sur tous les associés le poids d'une charge accidentelle qui acca-

blerait chacun pris en particulier. Elle ne saurait avoir pour objet de réduire la part des travailleurs, nos contemporains, au profit de successeurs inconnus, qui seront sans doute moins besoigneux, car il est probable que les conditions d'existence sociale iront sans cesse en s'améliorant dans l'avenir. Donner de grosses rentes à des gens qui ne les devraient qu'aux sacrifices de leurs prédécesseurs, ce ne serait plus encourager la prévoyance, ce serait faire la charité, c'est-à-dire détourner la mutualité de son véritable but. »

Cependant, M. Marie lui-même ne croit pas qu'il soit possible dès maintenant aux Sociétés mutuelles de se passer d'un fonds commun. Il semble que les mutualistes voient, dans cette propriété impersonnelle, comme le symbole et la confirmation de la permanence de la Société, indépendamment de la fluctuation et du renouvellement de ses membres. Le fonds commun exerce sur eux l'attraction séduisante qu'a pour les actionnaires et les clients d'une Compagnie d'assurances le capital social.

D'autre part, il est impossible de donner aujourd'hui une autre destination équitable aux fonds de retraites qui avaient été créés antérieurement à la loi.

On comprend donc que la loi, en donnant aux Sociétés approuvées la faculté de ne point créer de fonds inaliénables en vue des retraites, les ait cependant autorisées à en établir, avec stipulation qu'une fois existants ils ne pourraient être supprimés, non plus que ceux qui existaient précédemment.

E. La constitution des rentes

La loi de 1898 s'est occupée d'une façon tout spécialement étendue de la constitution des rentes. Il est facile d'en comprendre la raison. Tous les autres services auxquels les Sociétés ont à pourvoir constituent des charges à échéance immédiate. Dès l'instant qu'elles auront été sagement évaluées et qu'une cotisation bien proportionnée aura été perçue en vue de les couvrir, la répartition des fonds se fera chaque année sans difficulté.

Lorsqu'il s'agit, au contraire, de constituer au profit des sociétaires une pension de retraite au moyen de versements répartis sur un long laps de temps, la difficulté devient plus considérable en raison du retentissement que peut avoir sur le résultat final chacun des éléments suivants : taux de la cotisation, taux de la capitalisation des réserves, âge où commencent les versements du sociétaire, âge auquel il commencera à toucher sa rente, vitalité moyenne des sociétaires avant et après l'époque initiale de la retraite. La plus petite différence dans l'un de ces éléments produit, en se répétant chaque année pendant toute la période active du sociétaire, un écart important sur le chiffre de la pension qu'il aura à toucher. Il importe donc, pour éviter aux Sociétés une aventure périlleuse, de les guider dans la détermination de chacun de ces éléments.

Ici encore, l'inégalité de traitement se montre grande entre les Sociétés libres et les Sociétés approuvées. Aux premières, pas une limite, pas même un conseil ; la liberté absolue, même de se casser le cou. Aux autres, des règles d'une précision étroite

et qui pourraient fort bien, avec les meilleures intentions du monde, entraver le développement de certaines Sociétés ou les empêcher de solliciter l'approbation.

*
* * *

Les retraites ou pensions alimentaires que les Sociétés versent à leurs membres peuvent avoir fait l'objet d'un engagement statutaire ; le bénéfice en est alors garanti aux sociétaires ; ou bien elles peuvent faire l'objet d'une distribution annuelle dans les conditions prévues par les statuts, mais sans engagement de la part de la Société.

Le service des retraites que les Sociétés approuvées garantissent à leurs adhérents peut se faire de deux manières : au moyen du fonds commun dont nous avons parlé, ou bien au moyen du livret individuel.

*
* * *

Si la Société possède un fonds commun inaliénable, voici comment se fait l'opération :

La Société verse chaque année au fonds de retraites : 1^o la cotisation spéciale ou la part de la cotisation globale qui est dévolue à ce service par les statuts ; 2^o toutes les autres sommes qui sont destinées au même service par les statuts, conformément à l'article 21 de la loi (1).

(1) Pour l'avenir, les statuts de chaque Société... déterminent les moyens de l'alimenter (le fonds commun). Ils décident notamment si la Société devra verser à ce fonds, en totalité ou en partie, les subventions de l'Etat, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles (art. 21, § 6, *passim*).

Ces sommes, qui deviennent inaliénables, sont capitalisées, sans distinction, jusqu'au jour où le sociétaire est dans les conditions requises par les statuts pour obtenir une pension. Ces conditions sont déterminées librement par les Sociétés (art. 5); cependant, dans les Sociétés approuvées, le participant pour avoir droit à une retraite doit être âgé d'au moins cinquante ans, et avoir acquitté la cotisation sociale pendant quinze ans au moins.

Lorsque le moment est venu de verser la pension, elle est fournie par le fonds commun, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le capital constituée par les versements du sociétaire et celui fourni par l'apport de la Société.

Le service des arrérages peut se faire de plusieurs manières: ou bien la Société en prélève le montant chaque année sur les revenus du fonds commun, et fait elle-même le versement; ou bien sur ce fonds commun elle verse, soit à la Caisse des retraites, soit à une caisse autonome, constitué en conformité des articles 8 et 27 de la loi, le capital nécessaire pour garantir à l'associé la pension statutaire.

Cette rente peut, bien entendu, être constituée seulement à capital réservé, puisque les fonds qui l'assurent sont inaliénables et doivent faire retour à la Société au décès du pensionnaire.

Nous avons remarqué que ce système n'établit pas de corrélation entre les sommes versées par le participant et celles qu'il aura à recevoir. Mais il est évident que le montant du fonds social sera suffisant, le temps venu, pour garantir le service de la rente, puisqu'il s'agit de Sociétés de deuxième

catégorie, dont l'approbation est subordonnée à la condition que les statuts prévoieront des recettes proportionnées aux dépenses pour la constitution des retraites garanties (article 16, § 4).

Cependant, comme les évaluations et les prévisions pourraient devenir erronées par suite de l'évolution des conditions dans lesquelles se développent les Sociétés, celles qui auront adopté le système du fonds commun pour la constitution des pensions devront fournir tous les cinq ans à l'administration un inventaire de la situation de leurs engagements éventuels ou liquides, et des ressources correspondantes. Si cette situation quinquennale révélait une disproportion entre les charges et les ressources, la Société ne serait évidemment plus dans les conditions de l'art. 16, et devrait modifier ses statuts en conséquence, pour conserver l'approbation.

* * *

Le deuxième système consiste dans la constitution des rentes au moyen du livret individuel.

On sait que la loi du 18 juin 1850 en organisant la Caisse des retraites disposait dans son art. 8 qu'il serait remis à chaque déposant un livret sur lequel seraient inscrites toutes les sommes versées à son actif et les rentes viagères correspondantes. Le montant de la rente est calculé (art. 3) en tenant compte d'une part de l'intérêt composé du capital, des chances de mortalité en raison de l'âge des déposants et de l'âge auquel commence la retraite, et, d'autre part, du fait que le capital sera ou non remboursé au décès, suivant le choix qu'en aura fait le rentier au moment du versement.

L'art. 25 de la loi de 1898 donne aux Sociétés le droit de prendre un livret individuel au nom de chacun de leurs sociétaires, soit à la Caisse des retraites, soit à toute autre caisse autonome dûment organisée pour faire les mêmes opérations que celle-ci.

Sur ce livret individuel, la Société fera porter :
1^o Le montant de la cotisation spéciale ou de la part de cotisation globale destinée à la constitution d'une retraite ;

2^o La part revenant au sociétaire dans les revenus du fonds commun inaliénable, s'il en existe un ;

3^o Sa part dans les diverses ressources attribuées à ce service par les statuts (1).

Le capital porté au livret est donc composé de deux parties : l'une fournie par les versements du futur crédirentier, l'autre versée par la Société. La Société et le sociétaire pourront, chacun pour la part qu'il a fournie, stipuler que la rente à constituer le sera avec ou sans réserve du capital en cas de décès. Si le capital est réservé, il fera retour à la Société et aux ayants droit du sociétaire défunt, chacun pour sa part.

Ce second mode de constitution des retraites est bien plus judicieux que celui qui a recours à un fonds commun. Le premier de ses avantages réside évidemment dans ce fait que la pension à laquelle chaque sociétaire aura droit étant en corrélation directe avec le montant des sommes versées à son compte par lui ou pour lui, il n'y a pas lieu de fixer de minimum d'âge initial ou de durée des versements. Il n'y a pas à craindre que la Société soit entraînée à se créer des charges supérieures à ses

(1) Art. 5, § 12. Cf. note p. 146.

facultés, puisque lesdites charges, c'est-à-dire les arrérages de la pension, ont été calculées en tenant compte et de l'âge du sociétaire et de l'époque où doit commencer la retraite. Les Sociétés peuvent donc stipuler en toute liberté ; le chiffre de la rente en sera augmenté ou diminué, mais jamais la charge ne pourra devenir supérieure aux ressources, puisqu'elle est déduite du chiffre de celles-ci.

Le système du livret individuel a encore l'avantage de laisser toute liberté aux Sociétés dans l'emploi statutaire à venir de leurs fonds, sans préjudicier à la situation des membres participants qui ont déjà effectué des versements.

Enfin chaque sociétaire demeure propriétaire du livret dont il est titulaire (art. 22), sur lequel le compte de son avoir est porté d'une façon distincte et liquide. Le sociétaire qui se retire de l'association peut donc conserver le bénéfice des sacrifices qu'il a faits, sous la réserve, bien entendu, des dispositions inscrites à cet égard dans les statuts.

Il y a donc lieu de considérer comme très favorable cette disposition de la loi qui autorise les Sociétés de secours mutuels à constituer des rentes par le livret individuel.

* * *

Nous avons dit que les Sociétés pouvaient avoir le désir de verser à leurs sociétaires une pension de retraite sans avoir les moyens de leur en garantir le service.

Dans ce cas, les allocations, qui seront annuelles et non viagères, seront distribuées sur les ressources disponibles chaque année, en vertu d'une déci-

sion de l'assemblée générale, qui fixe quel en sera le montant et qui en désigne les titulaires. Les statuts prescrivent quelles conditions sont nécessaires pour avoir droit à ces allocations à titre de retraites

Mais la loi, comme pour les rentes constituées au moyen du fonds commun, établit que les bénéficiaires ne pourront être âgés de moins de 50 ans et qu'ils devront avoir soldé pendant 15 ans au moins la cotisation sociale.

Les Sociétés pourront voter annuellement une indemnité pécuniaire sur leur fonds de réserve à ceux de leurs membres participants devenus infirmes ou incurables, sans être dans les conditions d'âges requises pour la pension viagère ou pour l'allocation annuelle visée au § 1 de l'article 25.

On comprend mal cette restriction en ce qui concerne l'âge et la durée des versements des sociétaires. Quand il s'agit de la constitution des rentes garanties au moyen du fonds commun, les partisans de la limite d'âge font valoir que le chiffre des retraites varie très rapidement avec la durée des versements et l'âge du bénéficiaire. C'est ainsi que, « dans une Société ou les mem-
« bres participants versent une cotisation de 10 fr.
« par an pour la retraite, la rente acquise par un
« membre admis à l'âge de 25 ans peut varier de
« 21 fr. 48 à 291 fr. 27, c'est-à-dire dans la propor-
« tion de 1 à 14, quand l'âge d'entrée en jouissance
« est porté de 45 à 70 ans. Elle est de 115 fr. 41 à
« 60 ans (1) ». Dans beaucoup de Sociétés, le montant des retraites se trouve donc réduit dans une

(1) Rapport Lourties, p. 68.

proportion considérable, par le seul fait qu'on les accorde à des sociétaires trop jeunes et après un stage trop court. Or, la plupart des mutualistes sont hors d'état de consacrer de grosses cotisations au service des retraites. On ne peut donc maintenir les pensions à un chiffre utile qu'en en retardant l'âge d'entrée en jouissance.

Ce raisonnement est fort judicieux, et l'on comprend fort bien qu'il soit appliqué à toutes les Sociétés qui ne sont en mesure de faire qu'un faible versement à leur fonds de retraite. Mais n'y aurait-il pas lieu de laisser aux Sociétés plus riches la faculté de faire bénéficier leurs membres dans certains cas d'une retraite anticipée, en maintenant, bien entendu, la proportion nécessaire entre le chiffre des versements, celui des arrérages et la date de l'entrée en jouissance ? La seule préoccupation à avoir, c'est que les ressources consacrées au service des rentes soient en correspondance avec les engagements pris. Qu'importe que les Sociétés assument une lourde charge, si elles justifient en même temps de ressources suffisantes pour y faire face ?

Il pourrait être également avantageux qu'une Société ait la liberté de verser une pension à tel de ses membres qui, tout en ayant l'âge requis, ne peut pas justifier de versements continués pendant quinze ans. On n'aperçoit pas l'inconvénient si la rente est réduite dans une juste proportion, et on sent très bien au contraire l'injustice si elle est supprimée purement et simplement.

Mais où la loi semble sortir amplement de son rôle tutélaire, c'est quand elle impose les mêmes

conditions de temps aux allocations alimentaires sans obligation que Sociétés votent à ceux de leurs membres qui y ont droit en vertu de l'article 25 de la loi.

Contre quelle espèce de danger a-t-on voulu prémunir les Sociétés ? A-t-on craint qu'elles ne puissent pas faire face à leurs engagements ? Mais le vote de l'allocation est purement facultatif, et doit être renouvelé chaque année, aux termes de la loi, de même que chaque année le montant doit en être à nouveau fixé. Il n'y a donc à craindre aucun entraînement à des dépenses qui seraient supérieures aux ressources, puisqu'au contraire elles sont déterminées en raison des ressources actuellement existantes. Le législateur s'est laissé guider par voie d'analogie, sans se rendre compte que le recul du point de départ d'une rente garantie peut avoir une influence considérable sur son chiffre, parce que la capitalisation des intérêts composés dure plus longtemps, mais que son effet n'est pas le même sur la répartition d'une somme déterminée entre un certain nombre de sociétaires. Il est certain que plus on abaissera la limite d'âge, plus on augmentera le nombre des ayants droit, plus par conséquent on réduira la quote-part de chacun. Mais encore une fois n'était-il pas sans danger de laisser aux Sociétés la libre appréciation de ce qu'elles devaient faire ? Les conséquences de leur décision se manifestent immédiatement par une simple opération de division, au lieu d'être lointaines et complexes comme en matière de rentes capitalisées. Et le résultat annuel de la répartition serait sans doute suffisant pour maintenir les Socié-

tés dans une limite raisonnable qui ne peut être la même pour toutes.



Enfin, la loi de 1898 apporte encore une autre restriction à la faculté qu'elle donne aux Sociétés de secours mutuels de constituer des rentes. Elle exclut du bénéfice des subventions, de la bonification d'intérêts et des exemptions de timbre et d'enregistrement les Sociétés qui accordent à tous ou à certains de leurs membres des pensions supérieures à 360 fr. par an ; c'est imposer aux Sociétés approuvées de ne point dépasser ce chiffre, car on ne voit pas bien quel avantage elles auraient à demander une approbation qui n'aurait plus pour conséquence le concours financier de l'Etat.

La raison de cette disposition, telle qu'elle résulte des discussions de la loi devant les Chambres, est que le bénéfice des subventions doit aller à ceux-là seuls qui ont besoin d'encouragement et d'assistance, et que les Sociétés qui peuvent accorder à leurs membres des pensions dépassant 1 fr. par jour ont le moyen d'y satisfaire sans le concours de personne, car une telle rente suppose chez celui qui la garantit une véritable richesse (1).

Or, les allocations de l'Etat étant loin d'être méprisables, il est juste d'en faire profiter les petits prévoyants, à l'exclusion « des personnes aisées qui « usent du levier puissant de l'association pour

(1) Cf. Rapp. Audiffred 1894. (Annexe 1010. *J. Off.*, des 2 et 8 mars 1895, p. 167). « Les Sociétés qui sont en mesure d'accorder... des pensions supérieures à 360 fr. par an... peuvent évidemment se suffire. »

« supporter plus facilement des charges toujours
« lourdes pour les individus isolés » (1).

La loi pousse même plus loin ses rigueurs. Elle ordonne aux Sociétés d'exclure les sociétaires qui se seraient affiliés à plusieurs Sociétés en vue d'obtenir des avantages dont le total dépasse la limite interdite à une seule Société. Et la Société qui se refuserait à cette exclusion serait écartée du bénéfice des divers avantages que nous avons indiqués.

Il semble que là encore nos législateurs aient dépassé la limite de la surveillance des intérêts du budget et de la bonne gestion des Sociétés. Il est certain que leur décision peut et doit avoir pour conséquence d'écarter un certain nombre de Sociétés de l'approbation. Après que la loi a établi une catégorie privilégiée et comme un modèle des Sociétés de secours mutuels, il semble qu'une disposition qui peut avoir pour conséquence d'empêcher certains mutualistes d'en accepter les règles, doit se justifier par des raisons bien fortes et par la nécessité impérieuse d'employer ce moyen à défaut de tous autres.

Or, si l'on y regarde d'un peu près, on s'aperçoit tout d'abord que le danger entier consiste dans ce fait qu'une partie des subventions votées par les Chambres pourrait se trouver accordée à des Sociétés qui n'en ont point un besoin éminent. Mais n'y avait-il pas dans la loi un excellent remède préventif d'un tel mal? Il est d'abord entendu que les crédits votés par le Parlement pour encourager la mutualité ne varieront pas en plus ou moins parce

(2) Rapp. Lourties précité, p. 73.

que telle catégorie de Sociétés aura ou n'aura pas touché une part des subventions. Or, le crédit une fois établi, l'art. 26 dispose que la répartition en sera faite entre ceux à qui il est destiné dans les proportions et suivant les barèmes arrêtés par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil supérieur. N'est-ce pas bien, en effet, le rôle de l'administration de rechercher, non plus dans le droit, mais dans les faits, dans quelle proportion chacun mérite qu'on lui applique les bienfaits d'un concours pécuniaire ? Nous eussions fait volontiers crédit à la compétence du Ministre de l'Intérieur, et l'aurions chargé de décider à quel moment et dans quelle mesure le chiffre des avantages accordés par une Société indique qu'elle peut se passer des subventions de l'Etat. Le caractère administratif de cette décision lui eût permis de n'être point irrévocable et inflexible comme a le tort de l'être une disposition de la loi.

Mais qui peut nous assurer que l'aisance d'une Société mutuelle est révélée d'une façon absolue par le chiffre des avantages qu'elle peut garantir à ses membres, en particulier des rentes viagères qu'elle accorde ? Il est bien certain que la richesse ne résulte ni du chiffre des ressources ni de celui des charges prises, mais seulement du rapport des unes avec les autres. Et il semble qu'on entrevoit la possibilité de Sociétés fort riches qui ne croiraient devoir s'intéresser à la constitution des rentes que pour une petite part, cet ordre de services n'étant point de première nécessité pour les membres qui les composent, alors que d'autres Sociétés dont les membres ont bien plutôt besoin de garantir leur

vieillesse contre le besoin que leur âge mûr contre la maladie, s'imposeront des sacrifices considérables et à peine suffisants pour garantir à leurs membres une rente viagère de 50 fr. par mois.

Cette disposition de l'art. 28, qui devrait être si puissamment étayée dans sa rigueur, manque donc absolument de nécessité. On a voulu protéger le budget contre l'avidité de capitalistes qui se réuniraient pour ajouter à leurs épargnes le profit des subventions de l'Etat. La loi a dépassé le but, et en visant des gens peu dangereux et faciles à dévoiler, elle a pu atteindre des mutualistes fort intéressants au cœur même de la prévoyance (1).

Nous en avons fini avec la question des rentes alimentaires. La loi s'y est attachée longuement. Peut-on dire qu'elle ait ainsi fait beaucoup pour les mutualistes ? En somme, le droit d'instituer un fonds commun inaliénable est écrit dans le décret-loi du 26 avril 1856. Celui de créer des livrets individuels au profit des membres était dans la loi qui institua, en 1850, la Caisse des retraites. Quant au droit pour les Sociétés de distribuer chaque année des allocations à leurs membres, il n'avait même pas besoin d'être écrit. La seule part d'innovation indiscutable réside dans les restrictions apportées à la liberté des Sociétés, quant aux conditions d'admission à la retraite et au chiffre de celle-ci. Il semble que, sur

(1) Les mêmes raisons nous font désapprouver l'insertion dans la loi de la défense — sous la même sanction — d'accorder aux sociétaires des indemnités moyennes ou supérieures à 5 fr. par jour, et des capitaux en cas de vie ou en cas de décès supérieurs à 3.000 fr. Pour cela aussi, le contrôle administratif était suffisant, et aurait permis suivant les cas des solutions plus équitables.

ce point au moins, l'œuvre libérale qu'entreprirent les députés en 1881 (1) n'ait pas tenu à beaucoup près ses promesses.

F. Le contrôle de l'Etat

Les Sociétés qui ont fait approuver leurs statuts sont soumises à certaines obligations que nous avons essayé de définir méthodiquement. Il est donc naturel que la loi ait établi un contrôle qui permette à l'administration de veiller à l'application des règles en question dans les Sociétés qui sont placées sous sa tutelle.

Indépendamment de la statistique médicale (2) que toutes les Sociétés doivent fournir après chaque année d'exercice, les Sociétés approuvées doivent adresser dans les trois premiers mois de chaque année au Ministère de l'Intérieur (3) le compte rendu de leur situation morale et financière.

Elles sont tenues de communiquer leurs livres, registres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature aux préfets, sous-préfets et à leurs

(1) « Ce serait un anachronisme et une injustice à la fois « que de laisser plus longtemps les Sociétés de secours mutuels sous le régime d'une tutelle étroite que rien ne justifie plus depuis longtemps ». — « La codification nouvelle est empreinte d'un sage esprit de libéralisme..... Nous avons grande confiance que le Sénat lui fera l'accueil qu'il réserve à toutes les œuvres de progrès et de liberté ». (Rapp. Lourties, p. 7, 82 et 83).

(2) Exigée par l'art. 7 et non par l'art. 8, comme le porte l'art. 29 de la loi.

(3) Par l'intermédiaire des préfets et dans les formes prescrites (art. 29).

délégués (1). L'infraction à cette dernière prescription est punie d'une amende de 16 à 500 fr.

De plus, les Sociétés qui ont un fonds commun sont tenues par l'article 23, comme nous l'avons vu plus haut, de fournir tous les cinq ans un inventaire de leurs engagements éventuels et liquides et des ressources correspondantes.

De plus les caisses autonomes de retraites ou d'assurances organisées en conformité des articles 8 et 27 de la loi sont soumises à la vérification des inspecteurs des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement où est le siège de la caisse.



La loi a naturellement établi une sanction du contrôle qu'elle exerce sur les Sociétés approuvées. En cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la loi, l'approbation peut être retirée par un décret rendu en Conseil d'Etat, sur la proposition motivée du Ministre de l'Intérieur et après avis du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels, lequel sera convoqué dans le plus bref délai (art. 30) (2).

Cette sanction ne préjudicie pas, naturellement, à celle qu'établit l'article 10 contre les Sociétés qui auraient été détournées de leur but, avec ou sans

(1) Cette communication a lieu sans déplacement, sauf le cas où il en serait autrement ordonné par arrêté du préfet (id.).

(2) La décision portant retrait d'approbation sera susceptible d'un recours au contentieux devant le Conseil d'Etat, sans ministère d'avocat et avec dispense de tous droits (art. 30, § 2).

mauvaise foi. Qu'elles aient été approuvées ou non, le Ministère public pourra demander aux tribunaux de les dissoudre et de prononcer correctionnellement contre les directeurs ou administrateurs déloyaux.

G. La dissolution des Sociétés autorisées.

Règles spéciales.

La dissolution, volontaire ou non, des Sociétés approuvées est soumise à des règles spéciales en raison de ce fait que leur actif comprend pour partie le montant des subventions qu'elles ont reçues de l'Etat. Il serait évidemment injuste de faire bénéficier par voie de répartition les sociétaires inscrits à l'époque de la dissolution des Sociétés des sommes que l'Etat avait accordées à la Société en vue de charges à venir. Il est donc légitime que les subventions que les Sociétés ont reçues à titre inaliénables fassent retour, soit aux caisses qui les ont fournies, soit au fonds de dotation de la mutualité.

Aussi voici comment devra se faire l'emploi de l'actif d'une Société autorisée qui se dissout :

Il est fait une masse de tout l'avoir de la Société liquide comme il est dit à l'article 11, compris le fonds commun s'il en existait un.

On prélève alors dans l'ordre suivant :

1^o Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers — ce qu'on pourrait appeler les dettes de la Société ;

2^o Les sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés par la Société vis-à-vis

des membres participants, notamment en ce qui concerne les pensions de retraite et les assurances en cas de décès, de vie ou d'accident.

Ces sommes devront, quoique la loi n'en dise rien, être consacrées à constituer aux ayants droit les divers avantages qui leur ont été garantis, dans les conditions prévues par les statuts.

Après que ces prélèvements de rigueur auront été faits, le liquidateur retirera de l'actif restant :

1^o Une somme égale au montant des subventions et secours accordés par l'État à la Société depuis son origine, à titre inaliénable. Cette somme, qu'elle soit provenue ou non du fonds de dotation, y est versée.

2^o Des sommes égales au montant des subventions ou secours accordés à la Société depuis son origine à titre inaliénable, soit par les départements, soit par les communes. Ces sommes sont réintégrées dans les caisses qui les avaient fournies.

3^o Des sommes égales au montant des dons et legs faits à titre inaliénable à la Société. Si les donateurs ou testateurs en ont prévu l'emploi pour le cas de liquidation, ces sommes sont employées conformément à leurs volontés. Sinon, elles sont versées au compte de la dotation de la mutualité.

Cette restitution des munificences reçues à titre inaliénable n'aura lieu, bien entendu, que si les engagements pris par la Société sont complètement couverts. Si après le prélèvement des sommes nécessaires pour faire face aux engagements sociaux il ne restait qu'une somme inférieure aux subventions reçues, elle serait répartie au marc le

franc de leurs versements entre l'État, les départements, les communes et les bienfaiteurs particuliers.

S'il reste encore un certain actif, il est réparti entre tous les membres participants qui font partie de la Société au jour de sa dissolution et qui ne sont point pourvus d'une pension ou d'une indemnité annuelle (art. 25). La répartition a lieu au prorata des versements faits par chacun d'eux depuis son entrée dans la Société, sans qu'aucun puisse recevoir une somme supérieure à la contribution personnelle qu'il a fournie.

Enfin, dans le cas où, après cette répartition, il resterait encore un actif disponible, il est versé au fonds de dotation de la mutualité.

III. SOCIÉTÉS RECONNUES COMME ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE

La loi de 1898 n'a rien innové quant aux formes dans lesquelles les Sociétés pourront être reconnues comme établissements d'utilité publique.

La demande doit être adressée au préfet avec les pièces suivantes : la liste nominative des personnes qui y ont adhéré, et trois exemplaires du projet de statuts et du règlement intérieur.

La reconnaissance d'utilité publique est faite par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Quant à la capacité de cette catégorie de Sociétés, elle est la même que celle des Sociétés approuvées. Elles pourront en outre posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles, dans la forme

et dans les conditions déterminées par le décret déclarant l'utilité publique.

Enfin, en ce qui concerne la liquidation, elles sont soumises aux dispositions générales de l'art. 11 de la loi de 1898.

Pour le surplus de leur organisation, les Sociétés reconnues d'utilité publique restent soumises à la loi organique de 1850 et au décret-loi de 1852. Mais la loi de 1898 accordant aux Sociétés approuvées et par conséquent aux Sociétés reconnues d'utilité publique la personnalité civile presque complète, les dispositions de faveur de la législation de 1850 à l'égard de ces dernières « n'ont plus qu'un intérêt moral et peu appréciable » (1).

(1) Rapp. sur la *Situation des Sociétés en 1898*, p. XI.

CHAPITRE V

ESSAI DE SYNTHÈSE DE LA CONDITION JURIDIQUE ACTUELLE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET DES IDÉES CONDUCTRICES QUI LA RÉGISSENT

Avant de clore cette étude de la loi qui est aujourd'hui comme la charte constitutive de la prévoyance mutualiste, nous voudrions essayer de résumer rapidement les grandes lignes de ses dispositions et d'indiquer quelles tendances elles manifestent dans l'esprit des législateurs et des mutualistes eux-mêmes.

Car s'il est vrai que toute loi est en correspondance avec l'époque qui l'a vue naître et qu'elle soit pour ainsi dire le produit des idées alors répandues, cette constatation est plus vraie encore lorsqu'elle s'applique à des monuments législatifs qui se sont appliqués à résoudre quelque une des questions dites sociales. Dans ces cas, la loi a toujours été précédée par les innovations plus ou moins heureuses des individus, et lorsqu'elle apparaît enfin, c'est qu'elle est provoquée et réclamée par l'importance des intérêts mis en jeu. Il est donc naturel que la formule législative se ressente des dispositions prises spontanément par les organismes sociaux qu'elle va réglementer.

*
* *

La première idée générale qui se dégage de la lecture de cette loi, c'est la liberté donnée à tous de

se réunir sans autorisation préalable et sans contrôle subséquent pour organiser entre eux, à leur gré, des secours mutuels.

Une pareille disposition indique déjà que la Société de prévoyance mutuelle n'est plus seulement aujourd'hui une œuvre sans danger que l'on peut tolérer et même encourager dans une certaine mesure et tant qu'elle ne sort pas de certaines limites. Elle est devenue un organisme social utile et normal qui, dans certains cas, peut être nécessaire à des groupes donnés d'individus, et dont tout le monde, par conséquent, doit pouvoir approcher. Elle ne doit donc pas être dans la dépendance de l'administration, ni pour se former, ni pour se maintenir.



Deux conditions seulement : l'association ne sera pas clandestine ; elle tiendra compte de ce fait qu'elle est engagée vis-à-vis de ses membres et, par conséquent, ses statuts prévoieront tout ce qu'il est nécessaire de prévoir sous peine d'aller à la désillusion et à la ruine.

Ces deux dispositions sont dictées, l'une par l'intérêt de la sûreté de l'État, l'autre par le souci de la sécurité des mutualistes confiants. Il ne conviendrait pas que l'épargne accumulée sou à sou par des prévoyants sans ressources soit perdue par l'imprévoyance des statuts.



Il ne conviendrait pas plus qu'elle soit détournée du but en vue duquel on s'en est imposé le sacrifice.

Aussi le montant des créances que pourront avoir les sociétaires contre la Société est-il incessible et et insaisissable à concurrence de la portion alimentaire.



Les Sociétés s'étant organisées vont avoir besoin : 1^o de constituer un actif ; 2^o de le placer, en le réservant pour les charges futures ; 3^o d'administrer les différents services auxquels la Société s'est destinée.

Les individus auxquels s'impose le groupement en Société de secours mutuels sont d'ordinaire peu fortunés, les sacrifices qu'ils doivent s'imposer sont onéreux, et les besoins qu'ils sont destinés à prévoir sont plus considérables encore. L'État pourra donc, devra même, contribuer pour une certaine part aux dépenses de la mutualité. Nous avons vu que cette contribution s'élève aujourd'hui à quatre millions environ.

Il n'apparaît pas tout d'abord qu'il y ait lieu de faire des différences dans le sort des Sociétés, ni en ce qui concerne la capacité d'administrer leurs affaires, ni en ce qui concerne le concours financier à leur accorder.

La loi a cependant institué deux catégories de Sociétés. Les unes ont toutes capacités et bénéficient des subventions budgétaires, les autres n'ont qu'une capacité restreinte, et doivent se suffire avec leurs propres ressources.

Or, les unes et les autres s'appliquent à rendre les mêmes services et par les mêmes moyens. La seule différence qu'il y ait entre elles, c'est que les unes ont sollicité l'approbation de l'administration,

qui ne pouvait la leur refuser, et que les autres ne s'en sont pas souciées.

La raison proteste contre une pareille inégalité de traitement, les mutualistes aussi protestent, car le Congrès de Limoges (août 1901), en admettant que les Sociétés ne peuvent quant à présent se passer du concours de l'Etat, répond à la question.

« Y a-t-il lieu d'étendre le bénéfice de l'intervention de l'Etat aux Sociétés libres ? », en déclarant que le principe de la mutualité est la fraternité et qu'aucune différence ne doit être établie entre les Sociétés libres et les Sociétés approuvées (1).

* * *

Quelle est donc la raison qui a déterminé l'inscription dans la loi de pareilles différences ?

Tout d'abord il faut se rendre compte qu'elles sont le maintien des divisions antérieurement existantes entre les Sociétés autorisées et les Sociétés approuvées. Une formule législative, vieille de 46 ans, a laissé sa trace dans l'œuvre nouvelle.

En second lieu, l'approbation accordée aux Sociétés autorisait l'administration à les soumettre à un contrôle en dehors duquel beaucoup de bons esprits ne peuvent pas admettre que la liberté s'exerce sans dangers. Il a donc paru nécessaire de restreindre la liberté d'action des Sociétés qui ne seraient pas soumises à ce contrôle.

Quant à la différence de sort relative au concours financier de l'Etat, elle vient de ce que les Sociétés auxquelles sont accordées les subventions ne pour-

(1) *Petit Journal* du 23 août 1901.

ront point les détourner de leur but, car les engagements qu'elles peuvent prendre ont été soigneusement limités comme chiffres.

Peut-être aussi les Sociétés libres sont-elles punies par la privation de subventions de ce qu'elles n'ont pas daigné solliciter une approbation qu'on leur offrait de si bonne grâce. Dans les pays dont l'organisation est fortement centralisée comme le nôtre, chaque fois qu'un organisme nouveau se crée quelque part, il apparaît un fonctionnaire chargé de le surveiller et de le guider. Et toujours cette idée reste au fond des esprits que ceux qui cherchent à échapper à ce contrôle et à ces règles ne peuvent avoir que des desseins dangereux.

* * *

Un jour à venir, prochain peut-être, cette différence disparaîtra. Nous sommes intimement persuadés que l'avenir de la prévoyance mutualiste est lié à cette idée qu'elle doit trouver uniquement en elle-même les ressources qui lui sont nécessaires. Or, le jour où le concours des subventions de l'État ne sera plus nécessaire aux Sociétés de secours mutuels, la différence, de ce chef, disparaîtra entre les Sociétés libres et les autres, et sans aucun doute, avec elle, la différence de capacité juridique.

* * *

M. Lourties, dans l'introduction du très remarquable rapport que nous avons eu souvent l'occasion de citer (1), résume en trois formules les

(1) P. 18-22 et 23.

conditions générales qui sont nécessaires à un développement normal et suffisant de la mutualité.

Il faut d'abord, dit-il, que les mutualistes se rendent compte que les sommes consacrées jusqu'à ce jour à l'assurance contre la vieillesse (et il ajoute, quelques lignes plus loin, celles contre l'invalidité et le décès) sont insuffisantes. Le problème ne sera sérieusement résolu que le jour où le principe des cotisations spéciales (ajoutons: et scientifiquement évaluées) aura prévalu d'une manière générale dans la mutualité française.

La seconde condition pour que la mutualité puisse prendre un rapide et nouvel essor, c'est que les pouvoirs publics lui accordent à la fois leur patronage moral et leur patronage financier.

« Sans doute, écrit M. Lourties, le rôle de l'État
« doit consister surtout à donner libre carrière à
« l'initiative individuelle, à permettre à cette initia-
« tive généreuse de se fortifier par l'association
« libre, à provoquer au besoin les manifestations
« de l'activité spontanée, à grouper les bonnes
« volontés éparses, et à faire donner ainsi à ces
« associations leur maximum d'effet utile. Mais il
« est aussi du devoir et de l'intérêt de l'État d'aider
« la mutualité dans son évolution par des encou-
« ragements financiers ».

Enfin, la troisième condition consiste à doter la mutualité d'une législation plus libérale, et à lui permettre ainsi d'élargir le cercle dans lequel pourra s'exercer à l'avenir sa bienfaisante activité.



Ce programme était excellent. La portée de la

loi n'est-elle pas restée inférieure aux idées généreuses de ceux qui la concurent? C'est à craindre, et il semble probable qu'un jour viendra où cette législation de progrès sera elle-même refondue, et ce jour-là, il ne sera point besoin de chercher un autre programme que celui que nous venons de rapporter. Tous ceux dont le but véritable est d'organiser la prévoyance sont également intéressants et ont également besoin, quel que soit leur rang, de la liberté dans l'action et de l'aide dans les ressources. Il n'y a pas parmi eux de distinctions essentielles. Toutes les différences dans leur condition sont donc artificielles et destinées à tomber au jour du triomphe total de l'idée mutualiste.

TROISIÈME PARTIE

Examen du rôle des Sociétés de Secours
Mutuels
dans l'organisation sociale prochaine

TROISIÈME PARTIE

EXAMEN DU RÔLE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS DANS L'ORGANISATION SOCIALE PROCHAINE

Nous voici arrivés au dernier terme de notre étude. Nous avons étudié dans son ensemble et dans ses détails la loi que les mutualistes français considèrent comme leur charte fondamentale. Nous avons vu quels besoins elle est appelée à prévoir, quelles misères elle prétend secourir. Nous savons aussi par quels moyens et avec quelles ressources elle entend suffire à ses multiples engagements.

Nous devons nous demander maintenant si l'organisme social, dont la loi du 1^{er} avril 1898 règle ainsi le fonctionnement, répond aux exigences de la réalité et constitue un remède suffisant aux misères d'ordre social que nous avons indiquées dans l'introduction de ce travail.

Rappelons qu'il s'agissait d'organiser la prévoyance du travailleur de telle manière qu'un prélèvement sur le salaire qu'il touche pendant ses périodes d'activité lui assure, par le moyen de la mutualité, un secours efficace et pécuniaire, alors qu'il sera atteint par l'un des risques multiples qui menacent sa faculté de travail. Il faut prévoir les cas où la maladie et l'accident, la vieillesse, le chômage involontaire, l'incendie, viennent arrêter le gain du travailleur. Il faut lui garantir que pen-

dant ce temps il touchera une indemnité qui fasse vivre lui et les siens, qu'il recevra les soins du médecin et les remèdes du pharmacien, qu'il sera indemnisé de la perte des objets détruits par le feu, qu'enfin sa vieillesse recevra une pension alimentaire suffisante.

Tous ces desiderata, la Société de secours mutuels peut, théoriquement, essayer de les remplir. Dans la réalité, il semble bien impossible qu'elle y apporte une solution entièrement satisfaisante. Jusqu'à ce jour, le seul service que les Sociétés de secours mutuels aient réussi à organiser d'une manière à peu près satisfaisante est celui des secours en cas de maladie. Il est possible, il est probable même que les autres services prendront, petit à petit, un essor analogue, mais il faut bien reconnaître actuellement que les résultats que donne le service des rentes viagères ou des assurances de capitaux en cas de survie est tout à fait insuffisant. En ce qui concerne le chômage, la loi ne permet point d'y parer si peu que ce soit, et l'on ne voit pas que rien ait été tenté pour organiser l'assurance collective contre l'incendie ou les secours pour paiement des loyers.

Avant de nous demander les raisons économiques ou juridiques qui ont empêché jusqu'à ce jour la Société de secours mutuels, telle qu'elle existe, de prendre le développement et de jouer le rôle qu'elle comporte, il paraît utile de se demander s'il n'existe pas un certain nombre d'organismes qui sont destinés à rendre quelques-uns des services auxquels sont également vouées les Sociétés de secours mutuels.

De l'étude rapide de leur fonctionnement, de la reconnaissance des causes qui facilitent leur progrès ou entravent leur essor, on pourra tirer un utile enseignement sur le sens dans lequel il convient de pousser l'organisation de la mutualité pour lui faire rendre tous les services qu'on a le droit d'en attendre.

CHAPITRE I^{er}

LES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

Nous plaçons au premier rang les institutions qui ont pour but d'assurer à leurs membres une retraite pour l'époque où ils auront gagné le droit de se reposer. C'est en effet une des idées qui sont le plus à cœur à presque tous les Français que celle de la retraite. Ce ne peut être que par cet avantage d'une pension garantie pour la vieillesse que l'on peut expliquer la faveur grandissante dont jouissent les emplois des administrations publiques. Ce n'est certes ni dans l'élévation des traitements ni dans l'agrément de la condition que l'on pourrait trouver la raison qui pousse tant de Français à devenir fonctionnaires. L'industrie privée, le commerce, les administrations particulières, fourniraient quantité de places dont la rétribution serait plus élevée sans que les fonctions nécessitent beaucoup plus d'intelligence et de travail. Mais la retraite qui vient garantir la subsistance après trente ans de service au fonctionnaire qui atteint ses soixante ans d'âge est l'appât qui attire tout le monde. Les grandes Sociétés privées ont dû se mettre aussi à organiser de telles pensions, et l'on voit que la faveur des travailleurs va tout spécialement aux institutions qui assurent cet avantage à venir, fût-ce au détriment du salaire présent.

Les plus importantes parmi les Sociétés mutualistes qui se sont formées au cours de ce siècle, les

plus généralement répandues, sont celles qui n'ont eu d'autre programme que la constitution de pensions viagères de retraites (Prévoyants de l'Avenir, France prévoyante, Dotation de la Jeunesse de France).

Aussi n'est-il pas étonnant que depuis longtemps l'attrait de la retraite garantie ait déterminé la création d'institutions soit autonomes, soit parallèles à quelque autre groupement économique ou politique et destinées à en assurer le service.

Nous étudierons rapidement les caisses de retraites des fonctionnaires de l'État, celles des Compagnies de chemins de fer, et nous y ajouterons quelques indications sur le projet de loi actuellement soumis aux Chambres et relatif à la création de retraites ouvrières.

A. Les pensions de retraite des fonctionnaires de l'État.

Le service des retraites que l'État garantit à ses fonctionnaires, quand ils remplissent les conditions prévues par les règlements, est assuré par le budget dont il est une des premières charges et des moins discutées. Lorsque la loi des finances est soumise au Parlement, aucune voix ne s'élève pour contester la légitimité de la dette contractée par l'État envers ses vieux serviteurs, et qui passe pour sacrée à l'égal des intérêts de la dette nationale.

Cette institution de la retraite des fonctionnaires était inconnue sous l'ancien régime. C'est à peine si l'administration des fermes avait créé au

profit de ses commis une caisse qu'alimentaient des retenues faites sur leurs appointements, et qui leur servait une pension modique mais assez régulière. Un décret-loi du 22 août 1790 consacra le principe des récompenses à accorder à ceux qui ont rendu des services à l'Etat (1). Ce décret fixait à 12 millions (sur un budget total de 580) la somme que l'Etat distribuerait chaque année à ses serviteurs (10 millions de pensions et 2 millions de dons et gratifications). Les plus anciens d'âge et de service ont la préférence, les autres, dit le décret, « l'expectative avec l'assurance d'être les premiers rétribués successivement ».

Mais cette subvention de l'Etat à ses serviteurs de toute sorte disparut avec le régime éphémère qui l'avait instituée. Et ni le premier Consul, ni l'Empereur, ni le gouvernement royal ne songèrent à organiser rien d'analogue. Les diverses administrations se mirent alors à créer des caisses analogues à celle des commis des fermes ; ces caisses, alimentées par des retenues sur les traitements, étaient dans l'impossibilité de suffire au service des retraites indispensables. (La retenue n'était alors que de 1 %). L'Etat versait donc à ses diverses caisses des subventions dont le total atteignait 12 millions en 1853.

C'est alors qu'intervint la loi qui a organisé le système actuel des retraites de l'Etat, système défectueux et bâtarde, critiqué dès le jour qui l'a

(1) Tout citoyen qui a servi, défendu, illustré, éclairé sa patrie ou qui a donné un grand exemple de dévouement, a droit à la reconnaissance de la nation et peut, suivant la nature et la durée de ses services, prétendre à une récompense.

vu naître, appelé à disparaître dans un avenir assez prochain, et que la question budgétaire a seule pu faire maintenir en vigueur pendant ces cinquante années.

La loi de 1853 met à la charge du Gouvernement le service des pensions de retraites sur les bases suivantes.

L'actif des caisses de retraites alors existantes était versé dans les caisses de l'Etat, qui recevraient dorénavant un versement annuel égal à 5 % du traitement du fonctionnaire, plus un versement initial égal au premier mois dudit traitement.

Moyennant ces retenues, qui sont faites à fonds perdus, et sans que dans aucun cas le fonctionnaire puisse prétendre à les récupérer (1), l'Etat lui garantit qu'à 60 ans d'âge, s'il a 30 ans ou 25 ans de services accomplis (suivant la nature de ces services), il aura le droit de cesser ses fonctions et de toucher une pension annuelle et viagère proportionnelle au traitement de ses dernières années de service, et calculée suivant une règle uniforme. Une partie de cette pension (le tiers en général, la moitié dans certains cas) est reversible sur la tête de la veuve ou des orphelins.

Au premier coup d'œil, un tel système paraît présenter une assez grande part d'équité et satisfaire à la plupart des desiderata du fonctionnaire. Mais si l'on examine avec quelque attention ses dispositions, on s'aperçoit vite que certaines d'entre elles,

(1) Art. 3 de la loi du 10 juin 1853.

par une rigueur et un exclusivisme excessifs, aboutissent à rendre tout à fait inique cette organisation.

Tout d'abord, il est économiquement et financièrement mauvais que les sommes qui sont retenues sur le salaire des fonctionnaires en vue de leur donner droit à la retraite ne soient pas les mêmes qui serviront à leur constituer ladite retraite, ou même à payer les retraites en cours au moment où la retenue est faite. Que le système adopté par l'Etat soit celui de la capitalisation ou celui de la répartition, il semblerait d'une bonne administration de créer un budget spécial des retraites qui permette d'établir une corrélation entre les sommes retenues par l'Etat au fonctionnaire, et celles qui lui seront versées.

En second lieu, il est tout à fait injuste que le fonctionnaire qui n'atteint pas l'âge de la retraite — soit parce qu'il entend cesser ses fonctions, soit parce que des infirmités ou une mort prématurée viennent l'y obliger — perde le bénéfice des retenues qui ont été opérées sur son traitement, et qui sont à proprement parler sa propriété ; tout particulièrement, dans le cas où un fonctionnaire meurt après de longues années de services, mais sans avoir atteint l'âge de la retraite, il semble d'une élémentaire probité de verser à ceux qu'il laisse derrière lui sans ressources la rente qui correspond aux versements qu'il avait effectués.

Un autre vice du système des pensions de retraites de l'Etat réside dans le défaut de proportion qu'il y a entre les sommes versées par les fonctionnaires pour la constitution de la retraite et le montant de la retraite à laquelle ils auront droit. Celui-

ci est calculé, en effet, sur le montant du traitement moyen qu'avait le fonctionnaire pendant les six dernières années de ses fonctions. Quelle que soit la durée des versements qu'il a effectués, quel qu'en soit le montant, la pension sera la même pour une même fonction et un même traitement. Si considérables qu'aient été les retenues, la retraite ne pourra dépasser 6.000 fr., si minimes qu'elles aient été, la retraite ne pourra être inférieure à la moitié du traitement.

Il n'y a pas d'ailleurs plus de proportion entre le montant de la rente viagère que l'Etat sert à ses fonctionnaires retraités et l'âge qu'ils ont au moment où ils commencent à en jouir. Cet élément topique en matière de versements viagers est complètement négligé, et le fonctionnaire qui atteint l'époque de la retraite avec un traitement qui lui donne droit à une retraite de 6.000 fr. touchera ladite somme quel que soit l'âge auquel il prend sa retraite ; et pourtant cette rente, qui représente en capital 58.500 fr. à l'âge normal de 60 ans, coûtera 74.000 fr. environ si le fonctionnaire a pu prendre une retraite anticipée à 50 ans, tandis qu'elle n'en vaudra que 39.500 s'il a dû attendre 70 ans pour compter 30 ans de services (1).

S'il est un débirentier de qui l'on serait en droit d'attendre un modèle pour le calcul des pensions de retraite, il semble bien que c'est l'Etat, et l'on voit que tout est laissé par lui dans cette matière à l'empirisme le plus complet et le plus injuste.

* * *

(1) Alfred DE COURCY. *Les pensions de retraites des fonctionnaires publics* (Corresp., 25 av. 1873).

Faut-il croire que cette organisation défectueuse est commandée par des raisons puissantes d'économie ? Il suffit de lire quelques chiffres pour se rendre compte que le système de la loi de 1853 est aussi onéreux pour le budget qu'insuffisant pour les fonctionnaires.

Nous avons vu qu'en 1852, la contribution de l'État aux retraites s'élevait à 12 millions. Dès 1858, la charge s'élevait à 23 772.000 fr. En 1869, elle était de 29.053.000 fr. Elle passait à 43.000.000 fr. en 1875 et enfin à plus de 70 millions dans le budget de 1896 (1).

Il est vrai qu'il y a lieu d'opposer à ce total de dépenses les recettes provenant de la retenue sur les traitements. Elles s'élevaient, en 1896, à 26.702.000 fr., laissant à la charge des contribuables plus de 43 millions.

Cette lourde contribution est afférente aux seules pensions civiles, car le budget des pensions militaires organisées par la loi de 1831 s'élevait en 1896 à 149.146.000 fr. pour une retenue sur les soldes de 8.306.000 fr. En somme, « le budget de la dette « viagère qui était de 69 millions et demi en 1858, « de 123 millions en 1875, dépasse aujourd'hui 226 « millions et s'accroîtra de plus en plus » (2).

Le nombre toujours croissant des fonctionnaires, la facilité avec laquelle on accorde des pensions extraordinaires, la tendance générale à abaisser les limites d'âge soit pour « rajeunir les cadres » soit pour faire « place aux jeunes » et aux amis, aggra-

(1) D'après Hubert VALLEROUX. *Les pensions de retraites de l'État* (Corresp. du 10 déc. 1896.)

(2) Hubert VALLEROUX. Loc. cit.

veront sans cesse cet état de choses, sans que l'inégalité et l'injustice du sort fait aux divers fonctionnaires puisse s'améliorer.

Il semble, avons-nous dit, qu'une telle organisation soit appelée à disparaître et cela dans un temps assez peu lointain. Il est inevitable, en effet, que la poussée de réformes sociales qui fermente dans les milieux politiques et travailleurs crée, à bref délai, quelque système ingénieux et simple de retraites individuelles qui, par une comparaison inévitable et significative, effondrera la vieille machine rouillée et faussée qui distribue aujourd'hui les pensions de retraite.

Quelles seront les grandes lignes de la réforme à tenter?

Elles ont été indiquées il y a plus de vingt-cinq ans par Alfred de Courcy dans l'étude que nous avons déjà citée. En voici les principaux points:

Attribution en toute propriété au fonctionnaire ou à ses ayants droit du montant des retenues opérées sur son salaire.

Suppression de la rente viagère, qui serait remplacée par une assurance mixte sur la tête du fonctionnaire (un capital, proportionné à l'importance et à la durée des versements, sera payé aux ayants droit du fonctionnaire s'il meurt avant l'âge de la retraite; s'il atteint cet âge, il pourra soit toucher le capital correspondant, soit constituer une rente viagère, qui dépendra à la fois de son âge et de la masse qu'il possède).

Obligation pour le fonctionnaire de faire un versement minimum, auquel l'État devra ajouter une contribution au moins égale, avec faculté pour le

fonctionnaire de faire des versements aussi élevés qu'il le voudra afin d'augmenter les avantages qu'il aura à recevoir.

Limitation des cas dans lesquels le fonctionnaire est déchu du bénéfice de l'assurance pour la vieillesse à ceux ou il a démerité de l'administration dont il faisait partie.

Enfin administration et gestion financière distinctes du budget de l'Etat (1).

*
*
*

L'idée de la constitution d'une masse individuelle, proportionnée aux versements du fonctionnaire, commence à se faire jour dans les milieux officiels. On en trouve la première indication organisée dans de récents arrêtés du Ministre du Commerce, qui concernent le personnel du contrôle central des Compagnies d'assurances contre les accidents du travail.

Voici en quels termes est formulée la création nouvelle :

« Art. 4 de l'arrêté ministériel du 7 octobre 1901. Ce personnel... en aucun cas... ne peut être admis... à subir les retenues pour pension civile. Il bénéficie de la constitution de rentes viagères de retraite dans les conditions déterminées par les art. 13 à 15 ci-après. »

« Art. 13. — Tout auxiliaire vérificateur ou com-

(1) Le 24 mars 1873, un projet de loi portant création d'une Caisse nationale de prévoyance des fonctionnaires civils, établie sur des bases analogues à celles que nous venons d'indiquer, fut déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale par MM. de Montaignac, de Plœuc, Léon Riant et Audren de Kerdrel. Sans suite.

mis auxiliaire doit subir sur ses émoluments mensuels un prélèvement de 5 %¹, destiné à être versé à la Caisse nationale des retraites sur livret individuel à son nom, à capital aliéné et avec entrée en jouissance de la rente à 60 ans.

Une contribution d'égale quotité est versée dans les mêmes conditions par l'Etat au profit exclusif de l'employé, même s'il est marié ».

« Art. 15. — Lorsque, par suite des versements prévus à l'article précédent ou bien des versements personnels antérieurs ou complémentaires du titulaire, leur livret a atteint le maximum fixé par la législation en vigueur sur la Caisse nationale des retraites, une décision ministérielle spéciale statue, l'intéressé entendu, sur l'affectation des versements ultérieurs, soit à une assurance en cas de décès à la caisse nationale d'assurances, soit à la constitution d'une rente viagère nouvelle dans un établissement privé. »

Il est à souhaiter que cet exemple que donne la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales soit suivi par tous les services publics pour les divers emplois de création nouvelle. C'est l'acheminement vers la suppression du régime des pensions civiles. C'est assez dire à quel point nous souhaitons de voir un pareil système se développer.

B. Les retraites des employés des chemins de fer

Le système mis en vigueur dans ces conditions par le Ministre du commerce (1) n'est d'ailleurs que

(1) En 1901, M. Millerand, Ministre du commerce, Georges Paulet, directeur de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

l'application aux fonctions de l'Etat de ce qu'avaient organisé les Compagnies de chemins de fer en vue d'assurer des retraites à leurs employés.

Lorsqu'une nouvelle recrue entre dans une Compagnie de chemin de fer, à quelque degré de la hiérarchie que ce soit l'homme acquiert le droit de toucher une retraite minima proportionnée à son traitement, quand il remplira certaines conditions d'âge et de durée de service. Pour la constituer, la Compagnie retient à l'ouvrier un tant pour cent sur les salaires et verse cette somme sur un livret individuel de la Caisse nationale des retraites, au nom de l'ouvrier. Elle y ajoute la somme nécessaire pour que, après le délai prévu au règlement pour l'entrée en jouissance de la rente, celle-ci se trouve atteindre le chiffre garanti par la Compagnie.

Quand l'employé se trouve dans les conditions d'âge et de durée de service requises, il touche la pension de retraite qui s'est trouvée ainsi constituée sans qu'il soit nécessaire de faire autre chose que d'arrêter son compte.

Si l'employé quitte la Compagnie soit volontairement, soit par suite de révocation, il emporte son livret individuel avec les versements qu'il a effectués par voie de retenue, et il est libre de laisser dormir ce capital ou de l'augmenter par de nouveaux versements personnels, le tout sans préjudice des pensions qu'il peut toucher à titre d'indemnité si la cessation de service résulte d'infirmités professionnelles.

Ce système, fort judicieux, présente cependant pour les Compagnies un réel inconvénient. Comme la retenue est proportionnelle au salaire et toujours

très minime (3 et 4 % suivant les Compagnies), la part à verser par la Compagnie est assez élevée; malgré les bonifications d'intérêt dont profitent les versements à la Caisse des retraites, c'est encore 12 ou 13 % du salaire que les Compagnies doivent mettre au bout de la retenue faite à leurs employés.

Or, il faut prévoir que les taux d'intérêt diminueront. La charge des Compagnies en sera d'autant plus élevée et celles-ci devront diminuer le montant des retraites promises (1).

Encore y a-t-il lieu de remarquer que si les Compagnies versent des sommes considérables (2) à la Caisse des retraites, en vue de la constitution de pensions, leur situation n'en est pas singulièrement diminuée; c'est en effet les contribuables qui payent en dernière analyse cette prime à la prévoyance sous les espèces de la garantie d'intérêt.

*
* * *

Ce système est en somme un des meilleurs parmi ceux qui existent actuellement. Il ménage d'une façon à peu près complète les intérêts du travailleur, ceux de la famille qu'il nourrit de son salaire et aussi ceux de la Compagnie employeur.

L'inconvénient qu'il présente par la lourdeur de la charge qu'il impose aux Compagnies vient de ce

(1) C'est ce qu'a fait en 1896 la Compagnie P.-L.-M.

(2) En 1890, les sommes versées à la Caisse des retraites se décomposaient ainsi:

	Retenue sur les traitements . .	5 732.000 fr.
	Versement des Compagnies . .	18.772.000
En 1895.	Retenue sur les traitements . .	9.333.000
	Versement des Compagnies . .	37.669.000

qu'au lieu de proportionner la retraite aux versements faits par l'ouvrier en lui laissant la faculté de l'augmenter par ses propres efforts, les Compagnies ont fixé tout d'abord le montant de leurs promesses et sont obligées après cela de proportionner leurs versements aux conditions toujours de plus en plus onéreuses de la capitalisation de l'argent.

Mais quelles que puissent en être les déféctuosités, il serait à souhaiter qu'un pareil système fut mis en pratique par tous les grands employeurs et même par les plus petits patrons. L'un des premiers effets de cette application de la prévoyance serait d'attacher l'ouvrier à l'entreprise qu'il ne pourrait quitter prématurément sans perdre le bénéfice des versements que le patron a faits à son compte en les prélevant sur ses propres bénéfices, et l'on ne doit jamais négliger un moyen d'assurer la stabilité des groupes sociaux et leur intégration de plus en plus grande.

C. Le projet de loi sur les retraites ouvrières

Ce desideratum que nous venons d'exprimer a pris la forme d'un projet de loi actuellement soumis aux Chambres, et dont le Gouvernement semblait vouloir faire voter les dispositions avant la fin de la législature (1).

Si intéressant et si urgent que soit le problème des retraites ouvrières, il est à souhaiter qu'une trop grande hâte ne fasse pas adopter, sans une discussion approfondie, un projet de loi fort intéressant incontestablement, mais qui ne saurait, tel quel, satisfaire ni ceux qui en feraient les frais, ni ceux qui en devraient bénéficier.

(1) 1898-1902.

De 1893 à 1902, il n'a pas été déposé moins de 34 propositions de loi relatives à la création des retraites ouvrières. Il semble donc que cette question intéresse au plus haut point nos législateurs. La Chambre, au cours de la session de 1901, a été appelée à la discussion générale de la loi, sur le très remarquable rapport de M. Paul Guyesse, auteur lui-même de deux propositions de loi sur ce sujet, dont la proposition initiale (nov. 1893).

Une enquête fut décidée auprès des intéressés. Elle a donné les résultats les plus contradictoires. Mais il est à remarquer que la plupart des réponses formulées par les syndicats ouvriers (1) sont nettement défavorables à un projet qu'elles considèrent comme insuffisant pour les travailleurs.

Quelle est donc la question qui se pose et quelle est la solution tentée ?

« Assurer la sécurité du travailleur pendant son âge mûr, lui garantir un avenir honorable pendant sa vieillesse, sont des problèmes qu'une démocratie reposant sur le suffrage universel ne devrait plus avoir à se poser.

« La solution rapide de ces questions s'impose aux moins clairvoyants comme une nécessité inéluctable...

« Tout être humain faisant partie du corps social a droit, dès sa venue au monde, à la conservation de son existence. Si c'est pour lui un devoir, quand il en a l'âge, de contribuer suivant ses facultés au développement de la Société, c'est aussi pour celle-ci un égal devoir de le mettre en état d'exister librement suivant les conditions naturelles, c'est-à-dire

(1) Journaux de août, septembre, octobre 1901.

de se créer une famille qu'il puisse faire vivre et prospérer par son travail » (1).

Voilà le problème, et l'on voit sans peine combien de raisons s'accumulent en faveur d'une solution radicale et rapide. A un point de vue purement moral et humain, il est évident que la Société n'a pas le droit de laisser s'écrouler dans la misère et dans la vieillesse le pauvre travailleur qui a usé son corps à des besognes pénibles et sans profit. Elle le pourrait si peu que toutes les nations ont organisé des services d'hospitalisation et d'assistance destinés à fournir des moyens d'existence à des gens qui n'y ont pas d'autre titre que d'être des hommes et d'exister.

Ce point de vue moral inéluctable se double d'un intérêt d'économie. Car le système qui aurait pour résultat de garantir une existence assurée à la vieillesse du travailleur viendrait diminuer d'autant les charges toujours trop lourdes de l'assistance publique. Cette seule remarque commanderait déjà aux législateurs la recherche d'un système suffisant de retraites pour la vieillesse des travailleurs.

Enfin, il est une troisième considération, toute d'équité, qui milite en faveur de l'organisation de la retraite ouvrière. Comme le formule fort heureusement M. Guyesse (2), « la vieillesse est un fait fatalement prévu ; elle nécessite donc la *prévoyance* du travailleur ». Il était donc utile qu'un système de secours pour la vieillesse fut organisé de telle manière que le travailleur, pendant la période ac-

(1) Paul GUYESSE, Rapp. fait au nom de la commission du travail proposant la création d'une caisse nationale ouvrière de prévoyance (1893).

(2) Rapp. de mars 1900, p. 2.

tive de sa vie, ait à verser une contribution qui alimente sa retraite future.

Comment peut-on garantir au travailleur une retraite pour ses vieux jours ? Plusieurs systèmes ont été proposés ; nous laissons de côté ceux qui ont pour but de mettre à la charge de l'Etat seul (entendez des contribuables) le service des retraites, et nous prenons comme type le projet dit proposition Guyesse, qui semble bien résumer dans leur ensemble toutes les dispositions des autres législateurs.

Il serait créé une Caisse nationale des retraites ouvrières, qui recevrait l'inscription des travailleurs et capitaliserait leurs versements.

Tous les travailleurs de l'industrie du commerce ou de l'agriculture seraient *tenus* d'y faire des versements proportionnels à leur salaire, savoir : cinq centimes par journée de travail, si l'ouvrier n'a pas 18 ans ou si son salaire est inférieur à 2 fr. par jour ; dix centimes, si son âge est supérieur à 18 ans ou son salaire supérieur à 2 fr. par jour.

L'employeur sera tenu de faire la retenue de cette somme et d'y ajouter une contribution égale.

Avec le produit de ces sommes capitalisées, la Caisse des retraites ouvrières versera au travailleur quand il aura atteint 65 ans une pension viagère que l'Etat majorera s'il y a lieu jusqu'à ce qu'elle atteigne 300 fr.

Enfin, en cas d'invalidité, les retraites pourraient être versées par anticipation dans certaines conditions.

De plus, l'article 1^{er} du projet Guyesse (1901) accorde au travailleur, s'il est marié, le droit à l'assu-

rance en cas de décès d'un capital de 500 fr. au profit de son conjoint, et s'il a un ou plusieurs enfants, légitimes ou naturels reconnus, âgés de moins de seize ans, à l'assurance en cas de décès d'un capital distinct de 500 fr. à leur profit.

Ces dispositions s'appliquent à tous les ouvriers ou employés du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, à tous sociétaires ou auxiliaires dans une association ouvrière de production. L'article 36 du projet de loi prévoit même qu'une loi à faire déterminera dans quelles conditions les artisans, les petits commerçants, les domestiques, les petits cultivateurs, seront autorisés à faire des versements à la Caisse des retraites.

*
中 8

Nous n'entrerons pas dans la discussion des difficultés multiples que soulève une telle organisation. Il est bien évident que la première de toutes réside dans l'énormité des ressources nécessaires pour faire face au service d'une rente de 360 fr. à tous les travailleurs qui dépassent 65 ans. Les statistiques de la population ouvrière sont encore mal faites aujourd'hui ; les plus compétents parmi les actuaires en ont tiré depuis un an les conclusions les plus contradictoires. Cependant, les prévisions les plus optimistes portent la contribution de l'Etat à des chiffres fort élevés, même en écartant le système aussi onéreux que peu rationnel de la répartition.

Voici quels seraient les charges budgétaires que le service des retraites ouvrières imposerait à

l'Etat suivant que l'on admet que le versement annuel moyen de l'ouvrier sera de 40 ou de 30 fr. par tête (1) :

	VERSEMENT DE 40 FR.	VERSEMENT DE 30 FR.
1 ^{re} année	52.803 000	52.803.000
8 ^e —	80.262.000	81 706.000
17 ^e —	89.793.000	98 285 000
25 ^e —	93.318.000	113.830.000
35 ^e —	94.141 000	150.109.000
40 ^e —	63.572.000	151.694.000
50 ^e —	10.000.000	65.532.000
	Régime constant	
60 ^e —	—	10.000.000
		Régime constant

* *

Mais il est une objection souvent faite qu'il est indispensable de signaler. C'est celle qui porte sur l'obligation imposée par la loi projetée à tous les travailleurs de se faire inscrire à la Caisse des retraites et d'y faire des versements.

Il semble à première vue que la liberté soit de l'essence même de la prévoyance, et que l'on ne puisse guère imposer au travailleur de réserver pour l'avenir un argent qui peut être quasi nécessaire à sa vie journalière. Il est évidemment sage de ne pas vivre au jour le jour, mais a-t-on le droit d'imposer à l'insouciant qui mange son blé en herbe des précautions contre un danger dont il ne veut pas se soucier ?

Si au premier abord le respect de la liberté et de

(1) Note de l'actuaire de l'Office du Travail. Rapp. Guyesse, 1901, p. 49.

l'initiative individuelle semble difficile à accorder avec l'obligation de la prévoyance, il est bon de remarquer que l'Etat qui impose cette prévoyance est assuré d'une chose, c'est qu'à un moment donné le travailleur sera mis par la vieillesse dans l'impossibilité de subvenir, en travaillant, à ses besoins vitaux. Il est non moins certain que ce jour-là la collectivité que représente l'Etat sera tenue d'assister l'indigent et de lui fournir le pain quotidien ; et c'est cette certitude que le travailleur sera atteint par le risque de vieillesse et que l'Etat devra le pensionner qui permet à l'Etat d'imposer au travailleur pendant sa vie active un acte de prévoyance, fût-il minime.

C'est ce qu'avaient excellemment formulé en ces termes les auteurs d'une ancienne proposition de loi sur la question (1). « C'est en vain qu'on présente
« l'épargne forcée, l'épargne imposée malgré
« lui au travailleur comme une atteinte inique à sa
« liberté. L'ouvrier paresseux et imprévoyant est
« fatalement condamné à tomber un jour à la charge
« de l'assistance publique, et le législateur a le droit
« de prendre des mesures préventives pour que la
« faute d'un seul ne retombe pas sur la Société tout
« entière ».



Il reste évidemment un nombre considérable de

(1) Proposition de loi déposée en 1866 par MM. le comte de Mun, Mgr Freppel, le vicomte de Bézizal, Larère, Le Cour, comte de Kersauson, Roussin, Hillion et Boscher-Delangle, députés. Ce projet ne s'appliquait qu'aux travailleurs dont le salaire est inférieur à 3.000 fr.

difficultés d'application. Comment définir les classes de travailleurs auxquelles s'applique l'obligation du versement, comment déterminer au contraire ceux qui seront exclus de la caisse ?

Tous les employés de l'industrie auront-ils le droit d'y participer, si élevé que soit leur traitement ? Devra-t-on considérer comme employé de commerce le coupeur de tel grand tailleur qui gagne de 10 à 15.000 fr., ou le gérant de telle fabrique de meubles qui en gagne 20.000 ? Devra-t-on, par contre, refuser l'aide des subventions patronales et gouvernementales à l'ouvrier tailleur qui travaille chez lui à ses pièces et occupe 2 ou 3 ouvriers à couder les vêtements coupés par le grand couturier ?

Une définition des travailleurs astreints au versement, basée sur la situation pécuniaire effective et non sur le genre de leur occupation, semble bien être nécessaire.

Autre difficulté grave : Nous avons vu que la loi du 1^{er} avril 1898 interdit aux Sociétés approuvées de servir à leurs membres une rente de vieillesse supérieure à 350 fr., et que les membres desdites Sociétés ne peuvent faire partie en même temps de plusieurs groupes qui leur serviraient des rentes dont l'ensemble dépasserait ledit maximum ; ceci n'ayant pas pour but, sans doute, de limiter la prévoyance, mais plutôt d'empêcher le cumul des subventions. Que deviendra une telle disposition le jour où la loi sur les retraites ouvrières obligatoires sera votée ? Voilà qu'une caisse subventionnée verse aux travailleurs une rente de 360 francs. Ceux-ci ne pourront donc plus recevoir d'une Société de secours mutuels quelque rente que

ce soit puisque le maximum fixé pour celles-ci est déjà obligatoirement atteint. Une telle disposition, si elle était maintenue, aurait pour effet d'enlever aux Sociétés de secours mutuels un de leurs principaux attraits pour le petit travailleur, et la nouvelle loi de protection sociale viendrait créer une sorte de concurrence à la loi qui l'a précédée immédiatement dans la voie de l'amélioration solidariste.

* * *

Il n'y a pas lieu de s'arrêter plus longtemps en ce moment sur ce projet de loi. Il y a fort à penser que, malgré les désirs du Gouvernement, plusieurs années s'écouleront sans voir la question résolue. Mais nous croyons qu'il n'était pas inutile de montrer dans quel sens de bons esprits tentent aujourd'hui d'organiser obligatoirement l'un des services les plus importants qui semblaient réservés aux Sociétés de secours mutuels par le programme que leur a tracé l'art. 1^{er} de la loi de 1898. Peut-être sera-ce un bien que de retirer implicitement aux Sociétés de secours mutuels un service qui constituait pour elle une lourde et dangereuse charge. Le résultat en serait de ne leur laisser plus contracter que des engagements à bref terme, en leur enlevant le souci des capitalisations à longue échéance et les évaluations toujours hasardeuses de risques de longue durée. La gestion financière en deviendrait plus facile, le contrôle moins strict, le concours financier de l'État moins nécessaire, et peut-être alors pourrait-on espérer la disparition dans le texte de la loi de 1898 de ces restrictions gênantes

de la liberté des Sociétés ; entraves que peut-être la prudence imposait, mais que sûrement le souci du développement de la prévoyance mutualiste doit faire réprover.

CHAPITRE II

LES SECOURS CONTRE LA MALADIE, LE CHOMAGE ET L'IGNORANCE PROFESSIONNELLE EN DEHORS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

Ici, nous entrons dans le domaine presque exclusif de l'assistance publique ou privée, dont les mutualistes, émus par le souci de leur intérêt autant que de leur dignité, doivent se montrer les irréductibles ennemis.

En effet, en dehors des caisses de secours qui ont été organisées par les grandes industries et notamment par les Compagnies de Chemins de fer et qui sont de véritables Sociétés de secours mutuels, on ne voit pas bien qu'il existe quelque organisme que ce soit, destiné à secourir les malades ou les infirmes, en dehors des hospices, hôpitaux et bureaux de bienfaisance qu'alimentent la charité publique ou privée, libre ou forcée, et dont le caractère de gratuité pour le malade est absolument général. Il n'existe point de Caisse publique d'assurance contre la maladie et nulle part on n'aperçoit, en dehors des Sociétés de secours mutuels, qu'une institution de prévoyance se soit donnée pour but principal ou accessoire le secours aux malades et la fourniture des remèdes.

En ce qui concerne le chômage, on sait que la loi de 1898 autorise (art. 1^{er}, § 2) les Sociétés à le couvrir par une indemnité sous la condition que les fonds seront fournis par une cotisation spéciale, et

que le défaut de travail sera indépendant de la volonté de l'ouvrier.

Jusqu'à ce jour, les ouvriers ne trouvaient de ressources en cas de chômage que dans les subventions votées par les corps publics, ou dans les caisses des syndicats professionnels et des associations ouvrières. Il serait erroné, cependant, de dire qu'il y a dans ce cas un fait d'assistance exclusive. En effet, ce n'est plus alors la solidarité d'homme à homme qui détermine les municipalités ou l'Etat à verser à un groupe d'ouvriers, qu'un accident de force majeure prive de travail, une somme qui leur permettra d'attendre la reprise de leur besogne. On se trouve là en présence d'une vraie opération d'assurance mutuelle, aussi intéressée que charitable pour celui qui verse les fonds ; en effet, lorsque quelque grande calamité vient interrompre la production industrielle ou commerciale d'un groupe ouvrier important, ou même d'une région tout entière, la vitalité de tout le pays se trouve atteinte et ébranlée par contre-coup. Il y a donc un intérêt réel pour celui-ci à y remédier dans la mesure du possible. Or, c'est un risque trop accidentel et trop incertainement réparti pour qu'une prévoyance quelconque puisse s'y appliquer. C'est donc à cette grande mutualité qu'on appelle la nation d'en couvrir les frais sur les fonds de la fortune publique.

De même, lorsqu'un syndicat ouvrier français, une trades union anglaise, adressent à un groupe de travailleurs qui exerce le droit de grève des subsides destinés à les faire vivre pendant le chômage, ces subsides ont été fournis par des cotisations ouvrières, comme ceux de l'Etat par la contribution

de ceux-là même auxquels ils retournent, et c'est une idée de solidarité professionnelle et rigoureusement mutuelle qui détermine cette avance.

On comprend, d'ailleurs, que des systèmes de garantie contre le chômage soient difficiles à organiser aussi bien dans les Sociétés de secours mutuels qu'en dehors d'elles. Tout d'abord, le risque de chômage est presque impossible à évaluer, il est même difficile d'apprécier quand il y a réellement chômage et par conséquent droit au secours.

« Dans quel cas l'ouvrier pourra-t-il se dire en
« état de chômage? Lui suffira-t-il de justifier qu'il
« manque d'occupation dans sa profession ou une
« profession similaire? Ou bien sera-t-il tenu d'ac-
« cepter un travail quelconque? Pourra-t-on con-
« traindre, par exemple, un graveur à balayer les
« rues? Il paraît juste de répondre qu'il aura droit
« à l'indemnité si on n'a pu lui procurer un travail
« convenable. Mais comment interpréter en fait une
« expression aussi vague? L'ouvrier pourra presque
« toujours invoquer sa dignité pour motiver le refus
« d'un travail offert s'il juge l'offre insuffisante pour
« son exigence légitime ou exagérée » (1).

Pour que l'assurance contre le chômage puisse s'appliquer avec une certaine rigueur, il faudrait que les groupes, auxquels elle fournirait son appui, fussent assez restreints et composés d'ouvriers sédentaires de même profession, les risques étant très variables d'un métier à un autre. Et dans ce cas, les chômages collectifs feraient peser sur les

(1) Ch. GUILHAUMON. *Les Sociétés de Secours Mutuels et leur contribution à l'assurance ouvrière* (Montpellier, Coulet, 1901 p. 165).

Sociétés une trop lourde charge. Aussi, voit-on que les rares caisses organisées dans ce but par des municipalités étrangères (en Suisse, principalement) ont dû restreindre ou même arrêter leurs opérations.

La meilleure assurance contre le chômage semble bien résider, jusqu'à ce jour, dans l'organisation de bureaux de placement gratuits, qui seraient maintenus exactement et rapidement au courant des besoins de travail ou de travailleurs qui se produisent sur les divers points du territoire. C'est ce qu'ont fait quelques municipalités (1), avec l'aide de l'Office du Travail. C'est ce que font aussi bon nombre de syndicats ouvriers, qui y ajoutent souvent une aide pécuniaire, pour permettre à l'ouvrier de se rendre là où il trouvera du travail.

* * *

Reste la question de l'enseignement professionnel. Ce point a été, jusqu'à ce jour, presque totalement négligé, et l'on ne voit pas que les Sociétés de secours mutuels y aient encore attaché toute l'attention qu'il mérite.

L'instruction technique n'est donnée gratuitement que dans un très petit nombre d'écoles; et encore ne peut-on en suivre les cours lorsqu'on est déjà retenu par l'exercice de la profession. Ce sont plutôt des écoles d'apprentissage que de perfectionnement. Elles restent donc ouvertes au petit nombre de ceux qui peuvent attendre d'avoir acquis une certaine habileté pour commencer à tirer parti de leur travail.

(1) Lisieux.

Cependant, le véritable moyen de l'émancipation de l'ouvrier réside dans le perfectionnement de ses capacités de travail ; c'est en acquérant une habileté personnelle et *spécialisée* qu'il peut espérer conserver à son travail humain une valeur supérieure à celle du travail de la machine, et maintenir, par conséquent, le chiffre de son salaire à un niveau qui s'accorde avec les besoins modernes. Nous voyons, depuis cinquante ans, qu'à mesure que la main-d'œuvre brutale est avilie par le perfectionnement des machines-outils, le travail de l'ouvrier habile et spécialiste augmente de prix dans des proportions considérables. C'est qu'il est toute une série de travaux pour lesquels l'énergie, si parfaitement utilisée qu'elle soit, ne saurait remplacer la main et l'intelligence de l'ouvrier. Mais pour réussir dans tous les métiers, qui se caractérisent par une grande et rapide faculté de discernement chez celui qui les exerce, il est nécessaire d'en posséder à fond la connaissance théorique et pratique.

Or, pour que l'ouvrier puisse acquérir ce perfectionnement professionnel, il faut qu'il lui soit donné dans des conditions qui lui permettent d'en profiter, sans pour cela interrompre le travail qui le nourrit. Je ne sache pas qu'en dehors de quelques chefs d'industrie privée, aucun corps public ni aucune Société ait songé à remplir ce desideratum important du progrès industriel (1).

*
* * *

(1) Il est intéressant de signaler que la *Société des garçons coiffeurs de Caen* (récemment organisée) a inscrit cette organisation de cours professionnels et celle d'un service gratuit de placements en première ligne de son programme, grâce au concours patronal.

Comme on le voit, des initiatives d'ordres différents ont tenté jusqu'à ce jour de rendre quelques-uns des services qui rentrent dans le champ d'action des Sociétés de secours mutuels. Cependant, la conclusion à tirer de la rapide revue que nous venons d'en passer est que tout reste à faire sur presque tous les points, et que là même où la question semble le plus près de la solution (retraites ouvrières), le rôle des Sociétés de secours mutuels reste encore des plus importants. Nous allons essayer, pour conclure ce travail, d'indiquer dans quelle voie elles devront se développer pour remplir le rôle important qui leur appartient, et quels seront les moyens juridiques et économiques de cette évolution.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS DANS L'AVENIR

La Société de secours mutuels est appelée, avons-nous dit, à jouer un rôle considérable dans la Société moderne. Elle est, en effet, l'une des formes sous lesquelles la mutualité, cette arme puissante de réorganisation sociale, entre le plus directement en contact avec les besoins humains et y remédie le plus utilement. La seule considération de l'accroissement rapide qu'ont subi ces Sociétés dans la seconde moitié de ce siècle suffit à démontrer qu'elles ont de sérieux attraits et de réels avantages pour ceux qui sont susceptibles d'y adhérer.

Cependant, la mutualité, sous la forme de la Société de secours, n'a pas encore pris en France le développement qu'elle mérite. La France, qui se laisse volontiers qualifier de pays de lumière et de progrès, a beaucoup de chemin à faire pour rattraper sur ce point ses voisines les plus proches.

Nous avons vu qu'au 31 décembre 1898 (date du dernier chiffre officiellement publié), la situation des Sociétés de secours mutuels était la suivante :

Nombre de Sociétés.....	11.825
Nombre d'adhérents (membres participants ou membres honoraires)....	1.909.479
Actif total.....	278.755.397

Il suffit de comparer ces chiffres avec ceux que donne le recensement des friendly societies anglai-

ses pour se rendre compte du chemin qui reste à parcourir. Voici quelle était leur situation au 31 décembre 1898 :

Nombre de Sociétés	8.191
Nombre d'adhérents.....	5.281.269
Actif total (en francs).....	798.245.204

Il faut ajouter que ces 8.191 Sociétés sont en réalité des fédérations représentant environ 35.000 « branches » ou Sociétés primaires, dont le nombre s'accroît de 500 à 700 chaque année (1).

En Italie, voici quels sont les chiffres officiels à la date de 1895 :

Nombre des Sociétés.....	6.725
Nombre des adhérents.....	994.183

Ce qui représente 3.216 mutualistes sur 100.000 habitants. Or, il faut remarquer que les débuts de la mutualité en Italie datent à peine de 1860, qu'ils sont dus à l'initiative privée des classes supérieures.

Enfin, si l'on arrive aux États-Unis, on est effrayé par l'importance que révèlent les chiffres. Voici ce qu'en écrivait, en 1896, M. Eugène Rochetin, dans le *Journal des Economistes* : « Nos mutualistes ignorent qu'il y a en ce moment aux États-Unis, la terre classique des innovations heureuses en matière d'assurance, plus de 450 Sociétés d'assurances mutuelles ou associations fraternelles, qui comptent près de cinq millions d'adhérents, lesquels ont reçu, en indemnités de toutes sortes, plus de deux milliards et demi de francs. »

(1) Rapport de M. Arboux au Congrès international de Paris (1900) sur « la situation actuelle de la mutualité dans chaque pays », p. 14.

« Savent-ils que le fonds de prévoyance de ces Sociétés s'élève à plus de 250.000.000 fr., véritable propriété des associés ; que ces Sociétés ont près de 36 milliards d'assurances en cours ?

« Ce sont des institutions qui ne visent aucun bénéfice et sont administrées par les adhérents eux-mêmes. Elles font simplement œuvre de prévoyance et leur système est celui de la coopération pure. C'est-à-dire que ce sont bien des Sociétés mutuelles et non des Compagnies d'assurances ordinaires ».

Depuis 1896, les Sociétés mutuelles américaines ont encore fait d'énormes progrès. L'actif actuel de la plus petite d'entre elles est double de l'actif total des Sociétés mutuelles en France (14 millions de dollars).

*
* * *

Quelles sont les causes qui ont ainsi retenu en arrière la mutualité française jusqu'à ces dernières années ?

Il faut évidemment placer en première ligne le régime juridique sous lequel les Sociétés étaient astreintes à vivre jusqu'en 1898. Il est certain que les meilleures initiatives pouvaient être paralysées par ce fait que pour vivre une Société mutuelle devait en somme profiter de la tolérance administrative, et qu'une simple décision du pouvoir pouvait paralyser son action.

Mais, depuis 1898, ce régime arbitraire est remplacé par une loi qui constitue un progrès sérieux, en donnant une existence légale et une personnalité aux Sociétés de secours mutuels.

On peut donc considérer que la situation légale

n'est plus une entrave à la création des Sociétés ; tout au plus certaines des dispositions de la loi seraient-elles une restriction apportée à leur développement ultérieur. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

La première cause qui fait que le développement des Sociétés de secours mutuels n'est pas plus considérable, c'est que le grand public en ignore sinon l'existence, tout au moins le fonctionnement et les avantages. Alors que dans les milieux ouvriers, la notion du secours mutuel se répand tous les jours de plus en plus, les « classes dirigeantes » conservent sur ce point une ignorance à peu près complète et très fâcheuse. En dehors du groupe compact des mutualistes convaincus et fervents, qui font une propagande journalière pour l'idée d'association, peu de gens, même dans les milieux de culture intellectuelle sérieuse, daignent se mettre sommairement au courant d'une question capitale comme celle-là. Or, on ne peut espérer que la mutualité prendra sa vraie forme et toute sa valeur que lorsqu'une active impulsion venue d'en haut aura su triompher des préventions et éclairer les ignorances des travailleurs besogneux et sans instruction, qui constituent le contingent obligatoire de l'armée active mutualiste.

C'est un devoir pour tous ceux qui sont capables de le faire d'étudier sommairement l'organisation des Sociétés de secours, de répandre autour d'eux cette notion élémentaire et de créer un organisme, même rudimentaire et minime, de mutualité. Il est sans exemple, en France, que des prolétaires se soient groupés d'eux-mêmes pour se prémunir con-

tre un danger futur; toutes les Sociétés de cet ordre résultent de l'initiative locale, personnelle et continue d'un seul homme qui, mis au courant des bienfaits de l'association, en fait part à quelques personnes autour de lui, les convertit à son idée, les amène à faire une propagande journalière et à détruire autour d'eux les résistances. Enfin, un beau jour, vingt ou trente membres sont décidés à se grouper, et la Société vit, à condition que les fondateurs de l'œuvre continuent à s'en occuper et lui fournissent l'appoint de leur activité et de leur temps, jusqu'au jour où les résultats pratiques suffiront à attacher les mutualistes à leur mutualité.

Cette première difficulté disparaîtra de plus en plus à mesure que se développera le goût des études sociales, à mesure que s'étendra la propagande, à mesure, surtout, que ceux qui possèdent s'apercevront que l'association mutualiste est le meilleur moyen de prévenir les justes revendications de ceux qui peinent et qui n'ont rien.

* * *

Une autre cause tend à arrêter le développement dans beaucoup de milieux de la Société de secours mutuels. Organisée comme elle l'est, il semble qu'elle ne soit appelée à rendre des services utiles qu'aux catégories inférieures de travailleurs, à ceux dont la situation pécuniaire est la plus défavorable. Or, ceci est une grande erreur. L'ouvrier qui gagne un salaire journalier de 2 à 3 fr. ne peut pas user de la prévoyance directe, sous quelque forme que

ce soit. Il est impossible d'équilibrer un budget de 60 ou de 90 fr. par mois pour une famille, en prélevant sur cette somme la prime nécessaire pour l'inscription à une Société de secours. C'est donc seulement l'ouvrier aisé, celui qui gagne largement son pain et celui des siens, qui pourra profiter des avantages de la mutualité. Or, la classe de ceux qui en profiteront, limitée en bas par la nécessité, est limitée en haut par la tendance de la législation. Pour des causes que nous avons indiquées en leur temps et qui pourront aisément disparaître, la loi, qui ne limite pas le chiffre des cotisations que pourront verser les membres des Sociétés mutuelles, limite le chiffre des indemnités qui pourront leur être payées en retour, dans les différents cas de sinistres.

Or, limiter à 360 fr. par an, par exemple, les pensions de vieillesse qui pourront être garanties, c'est écarter de la Société de secours mutuels, pour les renvoyer aux Sociétés de profit, tous ceux pour qui une pareille retraite ne serait qu'un appoint tout à fait insuffisant.

De même, les limitations apportées aux secours en cas de maladie sont évidemment gouvernées par l'idée qu'il s'agit surtout de secourir des ouvriers d'industrie. Or, à notre sens, la Société de secours mutuels doit avoir une plus large portée. Elle doit pouvoir accueillir utilement tous ceux qui vivent de leur travail et qui ont besoin d'une prévoyance complexe et multiple. Pour tous ceux-là, quelque soit leur salaire, la Société de secours mutuels doit pouvoir être la banque où ils placent le produit de leur travail présent en vue de se couvrir aux mau-

vais jours. La nécessité du secours mutuel ne s'impose pas avec une moindre évidence à l'employé d'administration qui gagne 5 ou 6.000 fr., qu'à l'ouvrier d'industrie qui gagne 8 fr. par jour. Elle devrait apparaître comme également nécessaire à l'avocat, au professeur, au médecin, à tous ceux dont la vie, perpétuellement menacée, constitue l'exclusif capital.

Or, dans les conditions présentes, il est impossible, presque ridicule pour ces travailleurs supérieurs de demander à la Société de secours mutuels le remède aux dangers qui les menacent. Tout au moins s'ils songent à le faire, leurs légitimes aspirations leur imposent l'obligation de se passer de l'approbation administrative et des subventions qui y sont afférentes, lesquelles fixeraient, par voie de conséquence, des bornes trop étroites à leur champ d'action.

Le jour où la Société de secours mutuels ne sera plus restreinte aux milieux ouvriers, et pourra servir utilement aux gens qui exercent des professions libérales, elle prendra sûrement un développement considérable. Ce qui est nécessaire pour y arriver, c'est une refonte plus libérale de la législation, la suppression absolue des limites qui ne sont imposées que par le souci de ne pas mésuser des subventions, et qui pourraient disparaître le jour où les mutualités, mieux organisées, sauront se passer du concours pécuniaire de l'État.

*
* *

Enfin, les Sociétés de secours mutuels sont encore, il faut bien le reconnaître, des organismes d'un empirisme très défectueux. Les statistiques et les calculs de prévisions, sur lesquels sont basées

leurs cotisations, manquent de la précision mathématique, qui seule peut donner la sûreté à la Société et la confiance à ses membres. Il est notoire que beaucoup de Sociétés reçoivent de leurs membres participants une cotisation fort inférieure aux charges que ceux-ci font supporter à la collectivité. Si l'appoint si discutable des membres honoraires ne venait pas s'ajouter aux subventions des corps publics, presque toutes les Sociétés marcheraient aux pires déboires. Il est nécessaire, pour que les Sociétés prennent possession de leur véritable rôle, qu'elles puissent évaluer, avec une précision scientifique, l'importance et le coût des risques qui les préoccupent, et qu'elles fassent en sorte d'élever leurs recettes au chiffre exact de ces charges précises.

* * *

Nous venons d'indiquer les principales difficultés qui s'opposent au fonctionnement et au développement normal des Sociétés de secours mutuels.

En résumé, tout cela se ramène à une pure question d'argent.

Le jour où les Sociétés pourront se passer du concours financier de l'Etat, celui-ci n'aura plus de raisons pour maintenir une différence de capacité entre celles qu'il tolère et celles qu'il subventionne. Leur capacité juridique deviendra égale, les restrictions mêmes de la liberté de leurs placements ou de leur gestion tendront à disparaître avec les dangers de catastrophe qui les avaient fait établir. La mutualité, devenue grande fille par sa richesse, pourra être débarrassée de lisières, qui, pour l'avoir soutenue à ses premiers pas, n'en deviendraient pas moins gênantes avant peu.

De même, lorsque les Sociétés seront assurées de trouver chez leurs adhérents le moyen de payer des cotisations proportionnées aux risques à couvrir, elles pourront formuler leurs promesses avec une certitude absolue et tenir sûrement tous leurs engagements.

Le problème est donc bien celui que nous indiquions : trouver à la mutualité des ressources qui lui permettent d'organiser des services d'assurance vraiment scientifiques, sans demander aux mutualistes un sacrifice de prévoyance plus fort que celui qu'ils font aujourd'hui et qui, sans être à la hauteur des risques à couvrir, semble bien être le maximum de ce que peuvent fournir les disponibilités des travailleurs.

Il semble, à première vue, que le problème ne puisse être résolu qu'en versant dans les caisses de la mutualité la fortune décrétée illégitime de telle ou telle institution tombée en défaveur. Le moyen a été sérieusement proposé pour alimenter la future caisse des retraites. Mais il n'est pas besoin d'une opération d'apparence révolutionnaire pour fournir au secours mutuel les millions dont il a besoin pour s'émanciper.

Il est une autre branche de mutualité qui s'adresse à la même clientèle que la Société de secours, mutualité de profit dont les produits suffiraient amplement à alimenter les caisses qui nous occupent.

Nous voulons parler des Sociétés coopératives de consommation.

On sait ce qu'elles sont et quelle importance elles ont prise depuis quelques années.

Grouper un certain nombre de mutualistes dont le crédit collectif permette d'acheter au prix du

gros toutes les marchandises dont ils ont besoin ; les revendre aux adhérents au prix du commerce, en diminuant les frais de manutention, de distribution par la collaboration personnelle des sociétaires ; constituer avec les premières économies faites un capital social qui permette de rembourser le capital initial et de continuer les opérations sans risque aucun, tel est le mécanisme de la coopérative. Cette simple et rapide combinaison permet d'accumuler dès la 2^e ou 3^e année une somme considérable qui représente le bénéfice qu'auraient fait les divers commerçants interposés ordinairement entre la fabrique et l'acheteur au détail. Le plus simple raisonnement permet de le montrer fort vite.

Supposons que dans une grande ville 500 familles se groupent en coopérative de consommation. Il n'est pas de ménage ouvrier dont la dépense minima en épicerie, bonneterie, linge et chaussures, ne représente 300 fr. par an (moins de 1 fr. par jour). C'est donc 150.000 fr. de marchandises que la coopérative devra livrer à ses adhérents chaque année, et les achats à faire ne nécessiteront dans aucun cas un fonds de roulement supérieur à 40 ou 50.000 fr.

On peut évaluer sans crainte à 10 % le bénéfice moyen que les intermédiaires (marchands en gros, épicier, cordonnier, bonnetier) auraient prélevé sur ces marchandises. C'est donc 15.000 fr. de boni qu'à la fin de l'année la coopérative devrait trouver dans sa caisse. Mettons que diverses causes réduisent ce gain à 12,000 fr. On peut en faire l'emploi de la façon suivante :

Intérêt du capital de roulement à 4 %..	2,000
Amortissement de ce capital en 15 ans .	3.333
	5,333

Reste un bénéfice net de 6,666 fr. par an, soit plus de 13 francs pour chaque famille, qui sera de plus propriétaire d'un cinq centième de l'actif existant le jour où le capital aura été remboursé.

Or, quel usage font de cet argent les Sociétés de coopération ? Le plus mauvais qu'il soit possible d'imaginer au point de vue moral et au point de vue mutualiste. Elles le rendent aux sociétaires ! (1)

Il est presque inutile de dire qu'aussitôt reçu, cet argent « qui ne doit rien à personne », cet argent « qui tombe du ciel » est dépensé de la façon la moins avantageuse. Le plus louable usage qu'on en fasse d'ordinaire consiste à l'appliquer à une ripaille familiale, sans honneur ni profit.

Or, il est bon de remarquer que 13 fr., c'est à peu près la moyenne des cotisations que reçoivent de leurs adhérents les Sociétés de secours mutuels. Si donc au lieu de restituer aux coopérateurs cette somme qui a été économisée pour leur compte sans aucun effort de leur part, et dont la privation ne saurait leur être très sensible, on la versait pour leur compte à une Société de secours mutuels, l'actif annuel de cette Société se trouverait doublé du coup sans qu'aucun effort supplémentaire soit imposé à ses membres.

Remarquons que dans l'hypothèse minima que nous avons établie (fonds de roulement employé 3 fois seulement dans l'année, alors que le moindre bazar emploie le sien de 7 à 10 fois — revenu de 4 % attribué au capital — amortissement en une période très courte), l'économie par famille s'élèverait dès la 15^e année à plus de 17 fr.

(1) D'après Léop. MABILLEAU, *La Mutualité Française et son avenir*. Conférence à Caen le 23 décembre 1901.

Or, il existait en France, en 1899, 1,449 Sociétés de ce genre, réunissant un nombre colossal d'adhérents dont chacun représente une famille (La *Maisonnette* de Paris a 16.000 membres, la *Société de la Charente-Inférieure* en compte 12.500). Il n'y a pas de statistique générale de ces Sociétés, mais il est facile de se rendre compte de leur prospérité par un ou deux exemples typiques.

« Dans l'enquête de 1866 sur les coopérations, M. Augustin Cochin déposait que la Société fondée par lui pour le personnel de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans avait procuré à ses membres par rapport au prix des détaillants une économie de : 43 % sur le charbon de bois ; 75 % sur les fagots. Voilà pour le combustible. Sur les denrées alimentaires 33 % sur le vin ; 56 % sur les pommes de terre ; 62 % sur le vinaigre ; 66 % sur le lard salé ; 100 % sur les harengs saurs ; 115 % sur le sel ; 127 % sur le jambon fumé ; sur les vêtements et couvertures elle allait de 30 à 55 % (1).

« La Société coopérative fondée en 1872 par 160 habitants de St-Remy-sur-Aure (Eure-et-Loir), avec un capital de 5.441 fr., comptait au 31 décembre 1897 2.822 membres. Son capital était de 414.520 fr. Elle avait 501.786 fr. de marchandises en magasin, possédait 104.083 fr. de mobilier, 271.696 fr. d'immeubles. Ses réserves se montaient à 337.752 fr. Son actif total était de 961.192 fr. Depuis sa création, ses ventes se sont montées à 13.749.571 fr. Elle a payé 221.060 fr. d'intérêts à

(1) Hubert VALLEROUX, *Associations ouvrières et associations patronales*, p. 175 et suivantes.

son capital et *distribué 1.435.530 fr. de bénéfices* à ses sociétaires.

On estime que depuis vingt-cinq ans elle a procuré à ses membres une épargne d'au moins deux millions et demi de francs (1). »

Est-il besoin d'insister pour montrer l'énormité des ressources que pourraient fournir aux secours mutuels les Sociétés coopératives. C'est bien à cela qu'elles devraient employer le produit d'une économie, que le travailleur ne tient que de la mutualité et qu'il doit normalement lui restituer. On a trop oublié, en France, l'admirable formule que Richard Owen avait dictée aux Equitables pionniers de Rochdale, comme but de leur action : « Consacrer une partie de leurs bénéfices à la création d'établissements pour l'instruction et le développement moral des membres de l'association ». Ne serait-il pas noble, en effet, d'employer les bénéfices de la solidarité de profit à secourir ceux que lie la solidarité du malheur !



Voilà le grand remède trouvé. C'est par l'union et les services réciproques des diverses branches de la mutualité qu'on arrivera à leur donner le large essor qui leur convient.

Libérée des liens d'argent, la Société de secours mutuels aura beaucoup à faire encore pour devenir ce qu'elle doit être. Il faudra d'abord que ceux qui sont ses guides se pénétrant de cette idée qu'elle n'est en somme qu'un groupe plus ou moins complexe d'assurances diverses contre la vieillesse, contre la maladie, contre l'accident, contre le chômage. Pour pouvoir apporter à ces divers risques,

(1) Hubert VALLEROUX, p. 177.

qui doivent être nécessairement l'objet de la prévoyance du travailleur, le remède qui leur convient, il faut en faire une rigoureuse évaluation, calculer scientifiquement les primes qui doivent les couvrir et en assurer le versement intégral à la caisse par les mains du sociétaire ou par tout autre moyen. Spécialiser les cotisations pour en assurer le recouvrement et l'appropriation, grouper les services divers que peuvent rendre les Sociétés, de façon à augmenter le nombre des gens qu'elles intéressent, semblent de bonne pratique.

Mais il sera nécessaire par dessus tout qu'il se forme dans les Sociétés locales une vaste hiérarchie de fédérations, organisme puissant qui pourra assumer la charge de compenser les déficits de certaines Sociétés par le trop plein de certaines autres, qui pourra sûrement obtenir des pouvoirs publics une refonte encore plus libérable de la législation. Débarrassée du lien des subsides officiels, la mutualité pourra alors réclamer d'une seule voix le droit d'administrer elle-même une fortune qu'elle aura seule constituée. Elle exigera qu'on lui laisse employer les capitaux qu'elle a accumulés à construire des écoles, des hôpitaux et des sanatoria. Elle voudra pouvoir fournir elle-même aux coopératives qui chercheront à se fonder et devenir ses auxiliaires les capitaux nécessaires à leur premier roulement.

Enfin, elle prétendra remédier au défaut d'argent même très rétribué, qui empêche seul le crédit mutuel, cette admirable conception moderne, d'étendre sur tout le territoire son aide puissante et féconde.

Sans doute, cela n'ira pas sans une révolution profonde des conditions actuelles de la vie économique. Le développement des Sociétés de consommation est antithétique de l'idée du commerce de détail et devra éliminer peu à peu les intermédiaires de tous ordres. Mais faudra-t-il se fâcher de voir hâter, au profit des consommateurs habilement groupés, une transformation économique que nous voyons s'effectuer autour de nous au profit des Sociétés de capitalistes qui exploitent les grands bazars? La création de ceux-ci résulte d'une évolution inévitable, causée par la rapidité moderne des transports, dès correspondances et de la réclame à domicile. Le tout est de savoir à qui il vaudra mieux que l'évolution profite.

Il est évident aussi que la Société de secours mutuels est appelée à diminuer rapidement pour les éliminer un jour les bénéfices de toutes les Sociétés de profit qui exploitent les différentes formes de l'assurance. La Société ne sera-t-elle pas, en effet, l'intermédiaire indiqué entre le petit risque et le gros capitaliste. Ce qui empêche si souvent l'ouvrier d'assurer son petit mobilier, de se défendre contre l'accident ou la maladie, c'est que les frais généraux afférents à la police qu'il signerait doublent et au delà la prime normale qu'il devrait payer (1). La création de polices collectives, dont les frais seraient bien moindres et qui feraient bénéficier la Société de la remise qui revient à tout intermédiaire, développera le nombre des assurances, en en diminuant le profit pour les assureurs. Mais là encore peut-on hésiter entre le grand soulagement apporté aux mi-

(1) Cf. Eug. ROCHETIN. Assurances ouvrières.

sères sociales par un effort de solidarité et la disparition d'une source de profit pour un capital inactif?

* * *

Enfin, le plus grand bien qui puisse résulter du développement des institutions de secours mutuels, c'est à coup sûr l'élan puissant qu'elles donneront à l'idée de la solidarité humaine.

Depuis cent ans passés, tout ce qui pense et tout ce qui parle a proclamé la dignité de la personne humaine d'une voix assez haute pour que le monde ne puisse plus l'oublier. Sans doute, on ne répétera jamais assez haut que la base de toute action morale et sociale doit être cherchée dans l'effort individuel, et que sans lui rien ne pourra se créer de vivant et de durable. Mais le temps est fini où cette force isolée pouvait enfanter des merveilles. Aujourd'hui, la marche lente et naturelle des faits économiques, activée par la rapidité des moyens de relation et d'expansion de la pensée, animée par les forces gigantesques que la science organise pour elle, entoure l'homme d'un réseau de liens et de rapports auquel nulle volonté ne pourrait le faire échapper. La force même des choses fait que l'homme qui se voudrait le plus absolument isolé au milieu du monde est soumis à une série de forces cosmiques qui sont sa propre vie et celle de tous ceux qui l'entourent. Il ne saurait se soustraire à leur action, il ne peut empêcher qu'entre lui et les milieux sociaux dans lesquels il demeure une solidarité profonde s'établisse, qui va s'étendant de plus en plus, qui dépasse déjà le cercle des hommes que chacun

de nous connaît, qui dépassera, un jour peut-être proche, les bornes mêmes des antiques patries.

Mais cette solidarité de fait, mécanique et comme violente, n'est que l'ébauche, et comme l'indication d'une solidarité plus haute, parce qu'elle est voulue, plus belle, parce qu'elle a pour base l'idée de la fraternité humaine.

L'homme n'a jamais pu vivre seul, aujourd'hui il ne peut même plus vivre par lui seul et pour lui seul. Voulût-il se séparer du monde, celui-ci le tient par les mille liens de ses propres besoins, et c'est son intérêt qui lui dicte le devoir d'unir ses efforts à ceux de tous ses frères.

Que d'autres aillent prétendre qu'un tel souci est inutile et qu'il existe au-dessus des unités humaines je ne sais quelle entité mystérieuse et brutale qui les embrasse toutes et les représente en toutes choses : qu'on aille prétendre que cet être bizarrement supérieur peut suffire aux besoins de tous les individus qui le composent, qu'il en assume seul la responsabilité et qu'il est seul capable d'y satisfaire. Nous qui ne savons pas avoir une aussi grande confiance dans le rôle de l'Etat et qui ne pouvons point admettre que l'action d'une collectivité soit distincte et différente de celles qu'ont voulue tous ses membres avec leur volonté personnelle, nous croyons que l'impérialisme abstrait, qui se déguise hypocritement sous l'étiquette de socialisme d'Etat, ne saurait aboutir qu'à des désillusions avérées et à des déboires précurseurs de cataclysmes violents.

C'est par une lente et volontaire organisation des groupements sociaux, réunissant par des liens d'une

fraternité raisonnée tous ceux qui ont les mêmes besoins et les mêmes facultés, que l'on arrivera à opposer aux dangers qui menacent l'énergie vitale et la pensée, seules richesses de l'avenir, une défense puissante et efficace.

Les groupes de même ordre s'associent. Entre ces associations qui embrassent toute une région, de nombreux rapports s'établissent, résultant des relations de famille, d'amitié, d'industrie qui unissent leurs différents membres, résultant du fait aussi qu'ils appartiennent également à plusieurs groupements sociaux distincts. Alors seulement, une union vraie, basée non plus sur les rapports accidentels de localités ou de propriétés, mais sur les ressemblances profondes de nature et d'aspirations, s'établira dans les limites d'un pays agrandi par l'extension jusqu'à ses dernières frontières de la conscience active de chacun de ces citoyens; tous subiront l'action et la réaction des volontés qui les entourent; et d'une volonté unanime, accordée par la conscience de l'aide mutuelle qu'ils se prêtent, tous travailleront en commun à la réalisation d'un idéal plus large de justice et de vérité.

FIN.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,
JULES CABOUCAT.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

BIBLIOGRAPHIE

- Barberet.** Les Sociétés de Secours Mutuels.
Blanqui. Histoire de l'Économie politique.
Blondel (J.-Edouard). La Question sociale et sa solution scientifique.
Paris, Guillaumin et C^{ie}, 1887.
De Boutteville. Des Sociétés de Prévoyance.
Chaptal. De l'Industrie Française.
Maxime du Camp. La Charité privée à Paris.
Paris, Hachette, 1885.
Carné (Louis de). Le Problème de 89.
Revue des Deux-Mondes, 12 Octobre 1852.
— De la Misère païenne et de la Misère chrétienne.
Revue des Deux-Mondes, 1^{re} Février 1852.
Chaufton. Traité des Assurances.
Cheysson. L'imprévoyance dans les Institutions de prévoyance.
Paris, 1888.
Clavel. Les Sociétés secrètes.
Paris. Pagnerre.
Costier. Les Retraites Ouvrières.
Montpellier, 1899.
Courcy (Alfred de). Les Pensions de Retraites des Fonctionnaires publics.
Correspondant, 25 Avril 1873.
Craggs. Les Friendly Societies.
Paris, 1899.
Dalloz. Jurisprudence générale (Répertoire et Supplément).
V^o Association de Secours Mutuels.
V^o Secours Publics.
Depasse (Ed.). Transformations politiques.
Paris, Félix Aleau, 1894.
Ferrouilhat. Rapport sur les Sociétés de Secours Mutuels.
Paris, 1863.
Fouillée. La Science sociale contemporaine.
Paris, Hachette, 1880.
Gerando (de). De la Bienfaisance publique.
Paris, J. Renouard, 1839.
Godin. Mutualité nationale contre la misère. Pétition et proposition de loi à la Chambre des députés, par M. Godin, fondateur du Familistère de Guise.
Paris, Guillaumin, 1883.
Guilhaumon. Les Sociétés de Secours Mutuels et leur concours à l'assurance ouvrière.
Montpellier, Coulet, 1901.

Guyesse (Paul). Rapport fait au nom de la commission du travail, proposant la création d'une Caisse nationale ouvrière de Prévoyance, 1893.

Guyesse (Charles). « Pages Libres ». Années 1900-1901-1902.

Hubbard. De l'organisation des Institutions de prévoyance.

Hubert-Valleroux. De l'Assistance sociale.

— Associations ouvrières et Associations patronales.
Paris, 1901.

— Les Pensions de retraites de l'Etat.
Correspondant, 10 Décembre 1896.

Joly (Henry). La liberté de la Charité.
Correspondant, 10 Juillet 1901.

Journal Officiel. Années 1850, 51, 52, 53, 56, 64 et 81 à 98.

Laboulaye. L'Etat et ses limites.

Laurent. Le Paupérisme et les Associations de prévoyance.

Le Play (Frédéric). La Réforme Sociale.

Levasseur. Histoire des Classes ouvrières.

Malarce (A. de). L'institution des Bureaux d'Epargne des Manufactures.

Correspondant, 25 Décembre 1897.

Martin Saint-Léon. Le Compagnonnage, son histoire, ses coutumes, ses règlements, ses rites.
Paris, A. Colin, 1902.

Musée Social. Circulaires de 1896 à 1900.

Nouvelles éphémérides économiques. Association générale de patronage et de mutualité au profit des classes ouvrières de l'un et l'autre sexe.
Paris, Hennuyer et C^{ie}. S. D.

Perdiguier (Agricol). Le livre du Compagnonnage.

Rapport officiel sur les Sociétés de Secours Mutuels, publié par les soins du Ministre de l'Intérieur.
Paris, 1901.

Revue d'Economie politique. Années 1895 à 1900.

Revue des Institutions de prévoyance, paraissant tous les mois, sous la direction de M. Hippolyte Maze.
Paris, Berger-Levrault et C^{ie}.

Rochetin (Eug.). Les assurances ouvrières, mutualités contre la maladie, l'incendie et le chômage.
Paris, Guillaumin, 1896.

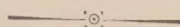
Tocqueville (Alexis de). De la Démocratie en Amérique.

Vanlaer (Maurice). La Vieillesse de l'ouvrier.
Paris, 1872.

Verneilh (Félix de). Architecture byzantine en France.
Paris, 1872.

Viollet-le-Duc. Dictionnaire d'architecture.

Table des Matières



	PAGES
INTRODUCTION : LE PROBLÈME DES MISÈRES SOCIALES.	1

PREMIÈRE PARTIE

Exposé historique du développement des institutions de prévoyance en France, des origines jusqu'à nos jours

CHAPITRE I ^{er} . — DES ORIGINES A LA RÉVOLUTION. — CORPORATIONS, CONFRÉRIES, FRANC-MAÇONNERIE, COMPAGNONNAGE.. . . .	37
CHAPITRE II. — LA FORME MODERNE DE LA PRÉ- VOYANCE. — LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS AU XIX ^e SIÈCLE.	56

DEUXIÈME PARTIE

*La condition juridique des Sociétés de Secours Mutuels
(Loi du 1^{er} Avril 1898)*

CHAPITRE I ^{er} . — LES CAUSES DE LA LOI.	73
CHAPITRE II. — LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES.	83
CHAPITRE III. — LA LOI DU 1 ^{er} AVRIL 1898. DISPO- SITIONS COMMUNES A TOUTES LES SOCIÉTÉS.	91
A. DÉFINITION DE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.	91
B. QUI PEUT FAIRE PARTIE DES SOCIÉTÉS.	98
C. DE L'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS.	103
D. COMMENT ON FORME UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.	106
E. COMMENT SE DISSOLVENT LES SOCIÉTÉS.	108
F. DES UNIONS DE SOCIÉTÉS.	110
G. AUTRES DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES SOCIÉTÉS.	114
CHAPITRE IV. — ETUDE DE LA LOI (SUITE). LES TROIS CATÉGORIES DE SOCIÉTÉS.	121
1. SOCIÉTÉS LIBRES.	121
2. SOCIÉTÉS APPROUVÉES.	126
A. L'APPROBATION.	127

B. CONDITION DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES. LEUR CAPACITÉ JURIDIQUE.	130
C. LES RESSOURCES DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.	132
D. L'EMPLOI DES FONDS.	140
E. CONSTITUTION DES RENTES.. . . .	145
F. LE CONTROLE DE L'ÉTAT.	158
G. LA DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES. RÈGLES SPÉCIALES.	160
3. SOCIÉTÉS RECONNUES COMME ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE.. . . .	162
CHAPITRE V. — ESSAI DE SYNTHÈSE DE LA CONDITION JURIDIQUE ACTUELLE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET DES IDÉES CONDUCTRICES QUI LA RÉGISSSENT.	164

TROISIÈME PARTIE

Examen du rôle des Sociétés de Secours Mutuels, dans l'organisation sociale prochaine

CHAPITRE I ^{er} . — LES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.	176
A. LES PENSIONS DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT.	177
B. LES RETRAITES DES EMPLOYÉS DE CHEMINS DE FER.	185
C. LE PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES.. . . .	188
CHAPITRE II. — LES SECOURS CONTRE LA MALADIE, LE CHOMAGE ET L'IGNORANCE PROFESSIONNELLE EN DEHORS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.	198
CHAPITRE III. — LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS DANS L'AVENIR.	204
BIBLIOGRAPHIE.	223



